

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE
MARÉCHAL-FERRANT

(ESSAI DE MONOGRAPHIE PROFESSIONNELLE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

*L'acte public sur les matières ci-après sera présenté
et soutenu le 4 Décembre 1925 à 15 h.*

PAR

Robert GAUDIN

(Instituteur)

PRÉSIDENT : M. HITIER

SUFFRAGANTS { M. OUALID
M. TRUCHY

PARIS
IMPRIMERIE NOUVELLE

62, Rue de Montrouge 62,

—
1925

LE

MARÉCHAL-FERRANT

(ESSAI DE MONOGRAPHIE PROFESSIONNELLE)

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE
MARÉCHAL-FERRANT

(ESSAI DE MONOGRAPHIE PROFESSIONNELLE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

*L'acte public sur les matières ci-après sera présenté
et soutenu le 4 Décembre 1925 à 15 h.*

PAR

Robert GAUDIN

(Instituteur)

PRÉSIDENT : M. HITIER

SUFFRAGANTS { M. OUALID
M. TRUCHY

PARIS

IMPRIMERIE NOUVELLE

62, Rue de Montrouge 62,

—
1925



AVANT-PROPOS

Importance de la maréchalerie civile et militaire.

De tous les travailleurs d'ordre artisanal qui concourent à l'œuvre commune de production, l'un des plus indispensables est le maréchal-ferrant.

« *Pas de pied, pas de cheval* », a dit un grand hippiâtre, Lafosse père. En effet, c'est grâce à la ferrure qu'on a pu, depuis longtemps, et qu'on peut encore aujourd'hui, utiliser sur le sol dur de nos rues et de nos routes les animaux de trait et de selle dont nous avons besoin. Ainsi le technicien maréchal rend au Commerce, à l'Agriculture, à l'Industrie et à l'Armée les plus précieux services.

Mais, à côté de cette tâche essentielle et pour la parfaire, il en accomplit généralement une autre non moins utile au cheptel national : il donne aux animaux des villes et des campagnes, concurremment avec le vétérinaire, les soins éclairés dont ils peuvent avoir besoin.

Malheureusement, la profession maréchale est encore trop ignorée. Le public, la clientèle, l'administration, les corps constitués ne savent pas toujours à quelles difficultés journalières elle se heurte, difficultés cependant multiples d'ordre technique et économique, rendant son exercice toujours pénible, parfois peu rémunérateur.

C'est que le maréchal-ferrant, producteur actif et consciencieux, est peut-être trop modeste : il travaille avec le seul souci de satisfaire sa clientèle sans aimer qu'on glorifie son rôle social. Et puis, il y a toute une partie de l'art maréchal auquel on ne songe pas. On s' imagine, en effet, d'une façon trop simpliste, que, pour ferrer un cheval, il suffit de forger des masses de fer données, puis de les assujettir plus ou moins solidement aux sabots de l'animal. On oublie que, la boîte cornée étant mince et délicate, l'opération de ferrage est

d'ordre chirurgical, qu'elle est subtile par conséquent, et d'autant plus ingrate aussi que l'animal sur lequel on agit, souvent impatient, inquiet ou effrayé, vient, par son attitude, ses mouvements brusques, rendre la tâche incommode, dangereuse pour celui qui l'exécute.

On ignore généralement aussi que la ferrure n'a pas pour but unique de prévenir l'usure du sabot, mais encore de rectifier les aplombs de l'animal, de réduire certaines tares héréditaires ou acquises qui nuisent à son utilisation. Or, rectifier les aplombs, atténuer les tares, tout cela c'est encore augmenter la qualité et la quantité des services que l'animal peut rendre, c'est prolonger très avantageusement ces services, c'est donc faire œuvre d'économie sociale précieuse au plus haut point.

Mais pour pouvoir remplir son rôle dans la société, le maréchal doit avoir étudié très soigneusement la structure, la physiologie, la pathologie de la jambe et de l'extrémité digitée. Il doit même avoir, sur l'anatomie générale de nos animaux domestiques, des données suffisamment précises. Il doit connaître, outre l'action des quelques médicaments qu'il administre ou emploie, la manipulation des instruments de grosse et de petite chirurgie dont il aura chaque jour à faire usage.

Alors, on conçoit qu'un champ très large de connaissances véritablement scientifiques s'ouvre au praticien maréchal. On comprend qu'il ne lui suffit pas d'avoir une belle vigueur physique pour marteler du fer étincelant sur l'enclume, mais qu'il doit posséder encore une intelligence vive, une mémoire solide, une dextérité parfaite. A côté de l'effort purement musculaire, il est appelé à fournir, autant et même plus que dans beaucoup d'autres métiers, un effort intellectuel très considérable.

Mais, si intéressante que soit la profession que nous nous proposons d'étudier, il est indiscutable que l'expansion de son activité se trouve nécessairement réduite par la concurrence actuelle que fait le moteur mécanique au moteur animé. Dans l'agriculture, dans le commerce, dans l'armée, l'emploi de l'automobile, du tracteur, se généralise continuellement. Bien qu'un équilibre probable doive s'établir un jour entre la part de l'animal et celle du moteur, il n'est pas douteux que, depuis quelque quinze ans, la maréchalerie proprement dite est en régression constante dans les villes, sans, pour cela, prendre de l'extension dans les campagnes. Or, cet état de fait a incité ses artisans à chercher d'autres débouchés et déjà ils se dirigent courageusement et avec succès vers la mécanique agricole, le moteur et l'électrification des campagnes.

Ainsi la maréchalerie, dont le déclin était inquiétant, commence une heureuse évolution éminemment profitable au bien de l'agriculture et des campagnes, évolution que les pouvoirs publics doivent encourager le plus possible, afin que le maréchal-ferrant du village devienne — selon la pittoresque expression de M. Gaston Vidal, ancien sous-secrétaire d'Etat de l'Enseignement Technique, — « l'Artisan rural », apte à dépanner l'automobile, à réviser un moteur, à réparer l'installation électrique de la ferme et du village, toutes les fois que ces divers travaux ne présenteront pas de difficultés techniques exceptionnelles.

Dans la présente thèse, nous nous proposons, après un rapide aperçu historique, d'étudier l'activité actuelle du maréchal-ferrant civil et militaire, en développant les considérations d'ordre technique, économique et fiscal, se rapportant à l'exercice de sa profession.

En choisissant le sujet de notre travail, nous avons été guidé par deux désirs d'égale intensité : d'abord faire connaître tout l'intérêt social qui s'attache à une profession particulièrement utile, ensuite faire aimer ses artisans dont l'habileté, l'énergie et la loyauté constituent véritablement un modèle.

CHAPITRE PREMIER

Histoire de la technique maréchale.

L'art de ferrer certains animaux au moyen de fers à clous, art si important dans notre société moderne, ne remonte pas à une époque extrêmement éloignée; il n'a suivi que de très loin la domestication du cheval et l'utilisation des métaux. Telle est l'opinion des nombreux auteurs techniques modernes qui ont étudié la question et dont les ouvrages ont contribué à détruire cette erreur que la ferrure est d'origine très ancienne. Goyau (1), Joly (2); Thary (3), Tasset (4), Peillon (5) sont unanimes sur ce point : les vieilles civilisations grecques et romaines n'ont point connu la ferrure à clous. A l'appui de cette assertion, Tasset expose que Diodore de Sicile, à la fin du 1^{er} siècle avant J.-C., et Appien, au II^e siècle de notre ère, regrettent que l'usure des sabots des chevaux arrête parfois la marche des armées. Diodore de Sicile remarque aussi qu'on chercherait inutilement le fer à cheval sur les bas-reliefs de la colonne Trajane, sur la frise du Parthénon, les statues équestres de Pompéi et les mosaïques du Musée de Naples représentant la défaite de Darius par Alexandre (334 avant J.-C.).

D'ailleurs, dans la nomenclature des collèges d'artisans, soit publics, soit privés, de la Rome impériale, on ne trouve pas trace de l'existence des maréchaux-ferrants.

Cependant, les forgerons de l'antiquité connaissaient parfaitement le martelage des métaux. Théophraste rapporte que le forgeron romain, *faber ferrarius*, dont l'atelier s'appelait *caminus*, garnissait son foyer de lignites et de tourbes, *carbo fossilis*. Cet artisan, et beaucoup d'autres, travaillaient donc les métaux — parfois avec beaucoup de perfection — mais ne forgeaient point de fers proprement dits ni de clous à ferrer.

On protégeait alors parfois les pieds des chevaux par des tresses végétales, *spartea*, de jonc, de paille, de genêt, etc..., garniture bien précaire qu'il fallait renouveler tous les jours, parfois même au bout de quelques heures, lorsque l'allure de

(1) Traité pratique de Maréchalerie (1890).

(2) La fin de la ferrure celtique (1908).

(3) Manuel de la ferrure du cheval (1909).

(4) Traité pratique de Maréchalerie (1912).

(5) Traité de Maréchalerie (1925).

l'animal était rapide et le sol très dur, mais qui atténuait le bruit de la marche et n'exigeait l'intervention d'aucun ouvrier spécialiste.

Souvent, on faisait mieux : les Grecs avaient imaginé des bottes et des semelles de cuir, *embataï, carbataï, hippopodes*, fixées au paturon par de solides lanières. De toutes façons on s'efforçait de durcir la corne pour éviter son usure. Xénophon recommandait de placer les chevaux pendant le passage « sur un sol recouvert de pierres du poids d'une livre environ. Le cheval piétine pendant qu'on l'étrille et s'y arrondit les sabots ». Columelle préconisait l'emploi de planchers en chêne dans les écuries, car « cette espèce de bois durcit les pieds des chevaux à la manière des pierres ». Par la suite, les Romains confectionnèrent des plaques de fer, on a dit parfois de bronze, appelées *solea*, également maintenues par des lanières. D'après Suétone, les mules de Néron avaient des semelles d'argent, non seulement celles de son char, mais encore celles des mille voitures qu'il avait à sa suite en voyage. D'après Pline, les mules de Poppée, femme de Néron, avaient des semelles d'or. D'ailleurs, cette habitude de mettre des semelles ou fers en métal précieux aux chevaux des personnages de marque se poursuivait encore au temps de la chevalerie.

Ces *solea* se perfectionnèrent par la suite : la plaque métallique protectrice fut pourvue d'anneaux, d'oreilles, de talonnières à éperon (ou crochet); elle eut même parfois deux rivets qui maintenaient un coussinet de cuir auquel s'attachaient les lanières. On donna à ces dispositifs les noms d'*hipposandales* (1), de *mulosandales* ou de *bosandales*, suivant qu'on les appliquait au cheval, au mulet ou au bœuf. Ils étaient très en honneur au moment de la conquête des Gaules par Jules César et dans la période qui suivit cette conquête. On en a découvert en Gaule de nombreux spécimens, notamment à Alise-Sainte-Reine et aussi en Suisse, en Belgique, en Allemagne. Par contre, on en a très peu trouvé en Italie.

Les auteurs ne sont plus d'accord lorsqu'il s'agit de déterminer si la ferrure à clous a bien été introduite en Gaule par les Barbares, au moment des grandes invasions. Henry Bouley en France, Beckman en Allemagne, Bracy-Clark en Angleterre sont pour l'affirmative. Goyau croit que, bien avant l'ère chrétienne, la ferrure à clous était déjà pratiquée en Bretagne, en Germanie, dans les Gaules, au moment de la venue des Kymris qui l'y auraient apportée.

Joly, Tassel et d'autres auteurs encore placent l'introduction de la ferrure à clous entre le v^e et le viii^e siècles de notre ère, sans préciser davantage. Il est hors de doute, par contre, qu'au vi^e siècle après J.-C., les Arabes ferraient déjà leurs chevaux puisque le Coran fait mention des « *fers* » des « *coursiers hale-tants* ». Certains auteurs pensent que peut-être les Sarrasins, en pénétrant en Gaule, y ont introduit la ferrure à clous.

Quoi qu'il en soit, cette ferrure fut un grand perfectionne-

cèdent de l'hipposandale romaine. Elles ne sont guère employées qu'a

(1) Certaines ferrures modernes, celle de Goudin en particulier, protitire expérimental ou thérapeutique.

ment par rapport à l'hipposandale gallo-romaine et aux autres dispositifs que nous avons signalés, tous incommodes, éphémères, dépourvus de solidité. En se perfectionnant, elle devint plus simple, plus adéquate à la forme du sabot.

Les premiers fers à clous connus sont les *fers ondulés* (1). Comme ceux du moyen âge, ils furent légers, très minces, peu volumineux.

Primitivement la tête des clous dépassait la face inférieure du fer et jouait le rôle des *crampons* que nous utilisons aujourd'hui pour parer à la chute des animaux sur les sols gelés ou glissants. Par la suite, la tête des clous se logea dans la cavité qui lui fut réservée dans la masse même du métal. Le fer devint de plus en plus épais et large sans cependant dépasser jamais le volume des fers moyens actuels; puis il fut uni ou rainé.

Les clous alors employés étaient naturellement forgés à la main soit par les maréchaux eux-mêmes, soit par les cloutiers; ils offraient un aspect noirâtre. Ils étaient beaucoup plus courts que ceux actuels, ne montaient guère dans la corne et, à leur sortie, étaient enroulés sur eux-mêmes, ce qui leur donnait une plus grande solidité. Un perfectionnement incessant des méthodes de ferrage amena l'allongement du clou qui pénétra plus avant dans la paroi cornée et, à sa sortie, fut *rivé*, c'est-à-dire retourné en forme de crochet noyé dans la corne. Ces améliorations rendirent la fixation du fer au sabot plus pratique sans être moins solide.

Aujourd'hui, les clous à ferrer sont fabriqués à la machine. Les premiers ont été présentés à l'Exposition Universelle de 1878; ils étaient de provenance américaine et norvégienne. Depuis, de nombreuses usines se sont fondées dans tous les pays d'Europe, notamment en Allemagne, en Angleterre, en Suède. La France possède aussi de grands établissements producteurs à Duclair (Seine-Inférieure), qui est le plus important, à Saint-Etienne, à Bains-les-Bains (Vosges), à Bayonne, et elle importe une très petite quantité de clous étrangers, surtout américains.

Pour tous les travaux de forge, depuis l'antiquité jusqu'à une époque peu éloignée de la nôtre, on utilisait exclusivement la tourbe ou le charbon de bois. Ce dernier principalement était très en honneur et, au *xiii^e* siècle, il ne valait qu'un denier le sac. Et cependant une légende flamande, contée par Husson dans « *Les Artisans français* », signale que, dès le *xi^e* siècle, on connaissait le charbon de terre. Aux environs de Liège, un maréchal-forgeron, vieux et misérable, n'ayant même plus le moyen d'acheter du charbon de bois pour rougir sa forge, se lamentait sur son seuil. Un vieillard inconnu lui apparut, gratta la terre et lui montra l'extrémité d'un filon de

(1) L'ondulation était produite par l'écartement du métal à l'emplacement des 6 étampures ou trous destinés au passage des clous. Le fer, au lieu de présenter une courbe régulière, avait une forme sinueuse à sa courbe extérieure et à sa courbe intérieure, d'où le nom de fer ondulé.

combustible en lui disant : « *Puise dans cette mine inépuisable, c'est du charbon.* » Le forgeron se serait appelé Hullo, d'où le nom de houille qui désigne le charbon de terre. L'origine du mot est, sinon certaine, du moins possible.

Ainsi, pendant le Moyen-âge, on dédaigna la houille. Même encore au xvi^e siècle, elle était mal considérée, puisqu'à un moment d'une épidémie qui avait causé de grands ravages à Paris, une ordonnance royale défendit aux maréchaux et aux forgerons d'utiliser « *le charbon de terre ou de pierre* ».

Quant au fer, le maréchal l'achetait soit à la foire, soit encore en plus petites quantités, chez le « *ferron* ». Il lui en fallait d'ailleurs relativement peu car, pendant toute la période médiévale, nous l'avons dit, les fers sont légers et n'arriveront guère à peser un demi-kilo, pour les grands fers, que vers le xvi^e siècle, alors qu'aujourd'hui on arrive couramment à 1 kil. 500, 2 kilos et même 2 kil. 500 dans certains cas. Ces fers étaient munis de crampons, c'est-à-dire que l'extrémité de chaque branche était recourbée et soulevait le talon de l'animal.

La technique du métier, pendant la même période, n'est guère en progrès : les fers ont ce qu'en terme de métier on appelle un « *étampage* » identique, c'est-à-dire qu'ils présentent tous la même forme. Aucune différenciation n'a lieu entre les fers antérieurs et les fers postérieurs, entre les fers droits et les fers gauches. Ce n'est qu'au xvi^e siècle que cette différenciation apparaît et qu'apparaît également le « *pinçon* », sorte de petit coin triangulaire tiré de la masse du fer pendant le forgeage et placé à l'avant pour caler le sabot et procurer une plus grande solidité à la ferrure.

Si nous enregistrons des progrès notables au xvi^e siècle, ils sont dus certainement à l'influence des premiers écuyers ou hippiâtres qui ont formulé à cette époque, des règles élémentaires de ferrure. Jusque-là, aucun document écrit n'a été établi, aucune œuvre méthodique, systématique n'a été tentée. Toutefois, il est probable que des livres — dont la valeur scientifique devait être médiocre — furent rédigés en ce qui concerne le traitement des maladies et des accidents du cheval, puisque Jehan de Neufchastel, dans un inventaire du dernier mars 1380, signale « *Item un livre de sérurgie pour les chevaux* ».

Mais il nous faut arriver, pour découvrir en maréchalerie des ouvrages à prétention technique, aux auteurs italiens du xvi^e siècle : Laurentius Riusius, César Fiaschi et Carlo Ruini. Un peu plus tard, en France, Beaugrand, de Prôme, de Lespinay, de Beaumont et surtout Solleysel, dans son « *Parfait Maréchal* », publié en 1664, formulèrent des directives en ce qui concerne la ferrure des animaux et aussi les soins à leur donner, l'un n'allant guère sans l'autre.

Au xvii^e siècle, parurent les livres de De Saunier, de De La Guérinière, de De Garsault. Mais, malgré les efforts de ces hippiâtres, dont les données étaient d'ailleurs fort peu scientifiques et sujettes à caution, l'art de la ferrure resta inférieur.

Il faut arriver aux véritables créateurs des procédés modernes de ferrage, aux Lafosse père, maréchal des petites-écuries du Roi-Soleil, et à son fils, pour découvrir, non seule-

ment la critique juste des méthodes jusqu'alors pratiquées, mais aussi et surtout des principes rationnels et scientifiques pour l'avenir. La « *Nouvelle manière pratique de ferrer les chevaux de selle et de carrosse* », de Lafosse père, ouvrage paru en 1756, est encore de nos jours à la base de la technique maréchale.

Par la suite, d'autres auteurs ont étudié également la ferrure. Bourgelat combattit les méthodes de Lafosse et fit subir un retard d'un siècle à la maréchalerie rationnelle. Il s'était approprié le travail de Chabert, ancien compagnon maréchal très instruit, qui, le premier, professa des cours de pathologie, de thérapeutique, de ferrure, et qui mourut membre de la Société Royale de Médecine et Chevalier de la Légion d'Honneur. Si Bourgelat ne sut pas dégager de bons principes d'art maréchal, il eut le mérite d'être — dans la seconde moitié du XVIII^e siècle — le fondateur des Ecoles vétérinaires qu'il créa pour « *former des maréchaux capables de traiter les diverses maladies qui frappent nos grands animaux* ».

Nous devons également citer Rey, qui écrivit au milieu du XIX^e siècle.

En matière d'anatomie descriptive de la jambe et du pied, le maître contemporain est Henri Bouley. Goyau considère son œuvre comme « *magistrale* ». Elle est d'ailleurs fort importante (1) et a complété l'œuvre de Lafosse d'une façon tout à fait heureuse.

Après lui, d'autres auteurs, Charlier, Goyau, Delpérier, Pader, Puech et Lesbre, notamment, on apporté une contribution précieuse à l'anatomie du pied, ainsi qu'à la confection et à la pose des principales ferrures normales et pathologiques dont les artisans maréchaux font de nos jours un si efficace usage.

En Angleterre, aux XVIII^e et XIX^e siècles, un certain nombre de spécialistes ont aussi produit d'intéressants ouvrages. Signalons, parmi eux, James Clark, Moorcroft, Bracy-Clark, Goodwin et James Turner.

La science maréchale actuelle est complexe, scientifique; elle doit tenir compte de l'animal auquel est destinée la ferrure, de sa conformation anatomique, de ses irrégularités d'aplombs, des services qu'il doit rendre (selle, manège, chasse, culture, course, trait), de la nature du sol sur lequel on l'utilise et de l'état de ce sol. Elle tend à remédier aux maladies de la boîte cornée, à prolonger les services, à rectifier les allures, à corriger les tares.

Les dernières transformations de la technique maréchale ont consisté, outre l'emploi du clou fabriqué mécaniquement, dans l'utilisation généralisée du fer aciérl, parfois de l'aluminium pour les ferrures des chevaux de courses.

Vers la fin du siècle dernier, l'apparition des *cintreuse*s permit d'augmenter la production des fers forgés, tout en dimi-

(1) *Traité de l'organisation du pied du cheval* (Paris, 1851). — *Dictionnaire pratique de médecine* (article ferrure). — *Chirurgie et hygiène vétérinaires* (1860).

nuant la fatigue de l'ouvrier et en économisant le combustible.

Avec une telle machine, deux hommes peuvent fabriquer trente fers à l'heure, tandis que trois hommes, forgeant à la main, ne peuvent guère en rendre que dix.

Vers 1825, les premiers fers mécaniques furent fabriqués, mais ils ne devinrent d'usage courant qu'à partir de 1890. La pénurie de plus en plus constatée de la main-d'œuvre maréchale en accroît chaque jour l'utilisation. Ils ont été autorisés dans l'armée par Arrêté du 27 décembre 1911. Actuellement, de nombreuses usines fabriquent en France des fers mécaniques à chevaux, à bœufs et à mulets. Les principales se trouvent à Valenciennes, à Commercy, à Vénissieux (Rhône), à Hautmont (Nord), à Larche (Corrèze), aux Trillers (Allier), à Crouy (Aisne) et à Saint-Brieuc.

A partir de 1880, on employa le caoutchouc sous forme de « patins » et de « pneumatiques » de modèles divers. Ces appareils, doux au pied, amortissent les chocs de la marche, empêchent les glissades, les chutes, assourdissent le bruit des pas. Enfin, ils ont surtout l'avantage de protéger la face plantaire du sabot en donnant à l'animal la possibilité de travailler sur un sol dur à peu près comme il le fait à l'état de nature sur les sols meubles. On conçoit, en effet, que le pneumatique permet à toute la face inférieure du pied de participer à l'appui au lieu que ce soit uniquement son bord, par le seul intermédiaire du fer.

En 1903, un procédé pratique de moulage des pieds fut réalisé par le vétérinaire-major Bertreux. Or, les moulages rendent de grands services dans les Ecoles techniques civiles et militaires; ils permettent, en outre, de se rendre un compte exact des modifications que telle ou telle ferrure apporte au sabot.

Telles furent, rapidement esquissées, les grandes étapes jalonnant la route suivie à travers les âges. Depuis que l'art de la ferrure existe, il n'a cessé d'exercer une forte influence sur la civilisation en rendant le travail humain plus productif et moins pénible. Certains de nos rois l'ont pratiqué. Louis IX, dit Brantôme, ferait les chevaux « aussi fortement que les plus robustes maréchaux et forgerons qui fussent aux forges ». Quant à Louis XIII qui, suivant le sieur de Bellemaure, « n'avait point de plus familier divertissement, es heures perdues, qu'à fondre et à forger », et à Louis XVI qui forgeait et fabriquait des ferrures, ils ont, l'un et l'autre, porté le plus grand intérêt aux choses de la maréchalerie.

D'illustres contemporains, tels le Docteur Masaryk, fondateur et premier président de la République tchéco-slovaque, et le député capitaine-aviateur Fonck ont, au cours de leur jeunesse, exercé plus ou moins longtemps le métier de maréchal.

Il est donc souhaitable que l'art de ferrer, aussi difficile et complexe dans son exécution que remarquable dans ses résultats économiques, soit de mieux en mieux connu, de plus en plus apprécié et que son évolution se poursuive avec toute la sympathie de la collectivité.

CHAPITRE II

Histoire sommaire de la corporation des maréchaux-ferrants.

L'étude de la technique du métier à travers les âges nous a montré que, chez les peuples anciens, les dispositifs de protection du pied étaient fabriqués par les forgerons, voire par les ouvriers du cuir; c'est pourquoi on ne trouve pas de maréchaux-ferrants spécialisés dans les collèges d'artisans romains, pas plus, d'ailleurs, que dans les guildes germaniques ou anglo-saxonnes.

Au point de vue corporatif, la période allant du v^e au xi^e siècle, dominée par les invasions, les expéditions mérovingiennes et les innombrables guerres féodales, ne nous offre aucune indication précise.

C'est vraisemblablement à l'époque des Mérovingiens qu'apparurent les premiers maréchaux méritant ce qualificatif qui viendrait de deux mots allemands : *mur*, cheval, et *schalek*, serviteur. A cette période de notre histoire, en effet, bien que les artisans en général ne fussent point réduits à l'esclavage et ne pussent être ni achetés ni vendus, la loi salique, qui admettait des exceptions, fixait à 25 sous le prix d'un serf exerçant le métier de maréchal-ferrant.

A partir du xi^e siècle, alors que la technique de ce métier ne fait encore que de lents progrès, l'émancipation des communes dérivée des Croisades et du désir des hommes d'arriver — après tant de souffrances — à une condition meilleure, provoque le mouvement corporatif, lequel se développera prodigieusement. La profession maréchale entre alors dans un cadre général dont l'organisation sera arrêtée dans ses grandes lignes au xiii^e siècle. Chez nous, comme chez les Anglo-Saxons, la corporation a puisé son origine dans la réunion des serfs autour des officiers de la maison du seigneur. Les forgerons d'abord, puis les maréchaux, se groupèrent sous la direction du maréchal royal.

D'ailleurs, il ne faut point perdre de vue que, jusqu'à la Révolution, le travail libre sera le plus pratiqué et que le travail organisé en jurandes restera, malgré tout, l'exception.

Le « *Livre des Métiers* », d'Etienne Boileau, prévôt des Marchands de Paris en 1258, nous fournit, dans sa première

partie, « *Le Registre des Métiers* », des renseignements remarquables sur 100 corporations (et encore toutes n'y figurent pas). Les renseignements sont précis, car c'est auprès des artisans eux-mêmes qu'Etienne Boileau s'est documenté avant de rédiger son œuvre.

Au ^{xiii}^e siècle, nous trouvons réunis en un seul corps d'état les *fèvres* ou forgerons, les *maréchaux*, les *greiffiers* chargés de divers ouvrages, les *heaulmiers* qui fabriquent des pièces d'armures, les *veilliers* qui confectionnent les vrilles, les *tarières* et enfin les *grossiers* ou *taillandiers* s'acquittant des gros ouvrages.

Le registre de la Taille, en 1292, nous révèle l'existence, à Paris, de 34 maréchaux. Ils faisaient partie de la 5^e catégorie des *taillables* et payaient par an de 12 deniers à 5 sous (1), ou de la 4^e catégorie et payaient alors de 5 à 20 sous.

Les règlements des métiers très stricts, très touffus, différents d'ailleurs suivant les provinces et même suivant les villes, amenaient de nombreuses contestations entre corps de métiers similaires. Ils étaient établis sous l'autorité du Roi et du Garde du métier, celui-ci fixant, en particulier, le nombre de compagnons et d'apprentis que chaque maître pouvait avoir.

Pour les maréchaux-ferrants, le Garde du métier était le Maréchal du Roi, justicier des ouvriers travaillant le fer, c'est-à-dire des serruriers, des *fèvres-maréchaux* et des *fèvres-couteliers*. Ce haut personnage a eu pour ancêtre, pendant la période franque le Connétable, *comes stabuli*, chef des écuries royales et suppléant du Roi pour le commandement de l'armée. Sous les rois de la 3^e race, le Connétable s'acquittait de ses fonctions sous la surveillance du Sénéchal, *senescalcus*, *dapifer*, jusqu'en 1191, date à laquelle Philippe-Auguste supprima ce grand-officier.

Le Garde du métier, on le verra plus loin, non seulement vendait le métier — 5 sols — mais encore prélevait annuellement 6 deniers par homme du métier. Cet impôt, perçu au moment de l'Octave de Pentecôte, s'appelait les « *fers le Roy*. » et couvrait les dépenses du ferrage des chevaux de la Cour.

D'accord avec le Prévôt des Marchands dans les attributions de qui rentrait la juridiction des corps d'état, il exerçait un droit de contrôle sur la corporation et avait le bénéfice de certaines amendes. Toujours d'accord avec le Prévôt des Marchands, il sanctionnait la nomination faite, par le suffrage des maîtres et ouvriers réunis, d'un juré (Garde du métier ou Prud'homme élu) pour chacune des six professions désignées ci-dessus et parmi lesquels il y en avait un spécial aux maréchaux.

Ce droit de juridiction et de contrôle sera souvent, à partir de la fin du ^{xv}^e siècle, exercé occasionnellement par de simples particuliers ou de grands-officiers qui en seront investis par faveur du Roi.

Quand le Grand-maître, au lieu d'être le protecteur tutélaire de la Maréchalerie, tentait d'abuser de son pouvoir, la corpo-

(1) Le sou parisien valait le 1/20 d'une livre et le sou tournois le 1/16 d'une livre.

ration, en appelait au Roi, qui ne rejetait pas toujours ses doléances.

Dans le « Livre des Métiers », titre XV, voici quels étaient les articles intéressant les maréchaux-ferrants :

I. — Nus ne puet estre fèvre à PARIS, c'est a savoir Marischax, Greiffiers, Hiaumiers, Veilliers, Grossiers, que il n'achate le mestier du Roy. Et le vent de par lou Roy son mestre marischal, a l'un plus et a l'autre moins, selonc ce qu'il li plera, dessi a V s il ne peut passer.

II. — Li rois a doné a son mestre marischal ce mestier et la joustice du mestier, tant come il li plera.

III. — Quiconques est del mestier devant dit, il doit chascun an au Roi VI d. aus fers le Roy, a payer aus huitenes de Pen-thecoste; et les a son maistre marischal, tant come il li plera. Et de ce est tenuz li mestres marischax le Roy au ferrer ses palefroy de sa siele, tant seulement, sanz autre cheval nul.

IV. — Quiconques est des mestiers devant diz et ait achaté le mestier en la maniere desus devisée il est quite de son guiet un an et un jour tant seulement.

V. — Nus qui ait achaté les mestiers devant diz ne puet touchier au mestier, devant qu'il ait païé le pris que il ait achaté dessi a V s. et que il ait fait serement que il gardera le mestier bien et loiaument, as us et as coustumes que si devantier l'ont gardé par devant lui.

VI. — Li mestre du mestier doit recevoir ce serement par devant des preudes homes du mestier.

VII. — Quiconques veut avoir travail en sa meson, avoir le puet par paiaint chascun an III s. de hauban au Roy.

VIII. — Quiconques veut avoir travail hors de son hostel, il convient qu'il en ait le congié du voier de Paris. Et se il a le congié du voier il doit VI s. de hauban au Roy se il met son travail hors de son hostel.

IX. — Quiconques est du metier desus dit, il puet avoir tant de vallès et d'aprentiz come il li plera.

X. — Fèvre Marischal Grossier et Greiffier et Hiaumiers pueent ovrer de nuiz s'il leur plaist et tout li mestier devant dit, hors mis Serreuriens et Couteliers.

XI. — Li mestres des Marischax doit semondre son gueit et doit eslire chascun an VI preudeshomes, li quel VI home sont ajorné a semondre le gueit et sont quite de leur gueit : ne nul autre profist li VI home ne li mestres n'en n'ont.

XII. — Nus qui soit des mestiers devant diz, qui ait passé LX ans, n'est tenuz a gueitier; ne nul au quel sa fame gise d'enfant, tant come ele gise.

XIII. — Li mestre marischaux a la joustice de touz les mestres des mestiers desus diz et de touz leur vallès de tous les forpais appartenans a leurs mestiers fèvres a autre et de toutes les clameurs qu'il i font li uns seur l'autre.

XIV. — De ces joustices a li mestres usé et use encore pesiblement en toutes les terres aus joustices de Paris et en la terre l'evesque et en l'autrui, hors mise la terre Sainte-Geneviève et

S. Martin des Chans, qui li empeechent et destourbent a user ent, contre Dieu, contre droit et contre reson, puis V'ans en ença, par la force de leur semonnes : c'est a savoir que S.-Geneviève le semonnent à Orlens et à Blois tout de une cause, et S. Martin des Chans le semonnent à Hesdig et ailleurs.

XV. — Se aucuns des mestiers desus diz, c'est a savoir li mestres ou li vallès, mesprenent en aucune chose en son mestier envers estranges, et il s'en plainst et il est pruvé que mespris y ait, il doit rendre le damage au plaintiff et au mestre des couteliers et des serreuriers qui ont mises plus grosses amendes en leur establissement. Es que les amendes li mestres des marischaux a IIII parisis, se nus des mestiers devant diz se plainst li uns de l'autre de quelque chose que ce soit, hors mises les clameurs de propriété et de sanc; et, par desus, cil qui est convaincu est en IIII d. d'amende au mestre.

XVI. — Se aucuns des mestiers desus diz est condempnez par le mestre en aucune chose envers qui que ce soit et li condempnez ne voille obeir au commendement le mestre, li mestre lui puet defendre le mestier dessi adont qu'il ara enteriné le commendement le mestre. Et se il, pour la desfence le mestre, ne veut lessier le mestier, le mestres li puet abatre la forge. Et, s'il pour le mestier desfendu et pour la forge abatue, soit si erredez qu'il ne voille obeir au mestre, li mestres doit venir au Prévost de Paris et prier et requerre qu'il li aide a jousticier, et li prevoz le doit faire.

XVII. — Se li mestres du mestier n'a pas la joustice des mestres desus diz ne de leur vallès, es choses que il auroient forfeites en leur mestier qui apartendroient a larecin, ançois l'auroit li prevoz de Paris, car il i queurt vie ou membre.

Non seulement l'autorité intervenait pour doter chaque corporation de statuts rigides, gênants, ayant la prétention de garantir la bonne fabrication de tous produits et de sauvegarder le monopole corporatif, mais encore elle intervenait en taxant les marchandises à la vente. Ainsi, après la grande peste qui, au xvi^e siècle, ravagea l'Europe, une Ordonnance de Jean II le Bon, du 13 janvier 1351, fixa le prix de vente de certains ouvrages et le salaire des ouvriers.

Le titre XXXI, § 1^{er}, visant les maréchaux, disposait ce qui suit :

« Item, les fevres et marescaulx qui font hoves, picques, clefs, serreures et aultres euvres de fer, ne prendront ni auront plus que le tiers, outre ce qu'ilz en prenoient avant la mortalité; et si ilz font le contraire, ils l'amenderont. »

Une autre preuve de l'ingérence de l'autorité publique dans la fixation des prix est donnée par ces paroles qu'Alexis Monteil fait prononcer par un personnage de son livre, la scène ayant lieu au xiv^e siècle :

« Un matin que je passais dans un village assez éloigné de la ville, je fus prié d'attester la vérité par un marchand qui, sur le pas de la porte d'un maréchal-ferrant disait : « Je ne dois vous payer que suivant l'Ordonnance (1); les fers de

(1) Ordonnance du pénultième de janvier 1350.

roussin et de palefroï en fer d'Espagne sont à 10 deniers et, en fer de Bourgogne, à 9; les plus grands fers des chevaux de harnois sont à 7 deniers et les autres à 6. » Ce sont bien là sensiblement les prix indiqués par Levasseur pour la même époque : 8 deniers pour un cheval d'armes, 6 deniers pour un cheval ordinaire.

Le personnage ajoute d'ailleurs cette réflexion peu amène :
« *Le marchand avait de son côté la loi et la raison, mais le maréchal avait, du sien, un grand marteau, un grand bras et il était chez lui; force fut au marchand de payer. Que pouvais-je y faire?* »

Nous aimons à penser que le maréchal dont il s'agit n'était qu'une exception et que ses confrères jouissaient d'une considération meilleure. A cette époque, en effet, la profession maréchale était appréciée, même à la Cour où le Maréchal du Roi, serviteur important, ne ferait que les chevaux montés par le Souverain. Il aurait dérogé en ferrant ceux des équipages.

Pour ce qui est de la délimitation du travail, non seulement entre corporations similaires, mais même entre les membres d'une même corporation, nous la constatons au xv^e siècle par exemple.

Les lettres du Roi, de juillet 1464, aux Maréchaux de Rouen, défendent à tout maréchal de ferrer un pied qu'un autre aura paré, ajusté, sous peine de 15 sous d'amende. Et, point important sur lequel nous insistons, tout maréchal qui ne connaît pas la médecine des chevaux, n'a pas le droit de s'établir.

D'une manière générale, pour pouvoir tenir boutique, il fallait avoir fait un stage de compagnon et réalisé un chef-d'œuvre qui, chez les Maréchaux, consistait en la fabrication des 4 fers d'un cheval, puis payer au Roi ou au Garde du Métier — sans compter la redevance à la communauté — une somme fixée à 5 sols en 1393 encore, à 4 livres au xvi^e siècle, à 243 livres 8 sols au début du xviii^e siècle, à 1.800 livres sous Louis XVI avant l'Edit de Février 1776 supprimant les Corporations; enfin à 200 livres après l'Edit d'Août de la même année, les rétablissant.

En général les maîtres n'étaient point dépourvus d'instruction. Ainsi, en 1651, sur 22 maîtres maréchaux de Paris réunis par le Prévôt, il y en avait seulement deux ne sachant ni lire ni écrire.

Ils devaient assurer le service du *guet* et c'était là une des charges les plus pesantes de la maîtrise. D'autres charges — variables avec les régions — pouvaient leur incomber, mais ils s'efforçaient de les éviter moyennant certaines prestations, telle le « *hauban* » sorte d'assurance annuelle contre les corvées et droits pouvant être décrétés par le Prévôt. Ce hauban, qui constituait une faveur dont toutes les corporations ne jouissaient pas, était accordé aux maréchaux.

A l'époque d'Etienne Boileau les maréchaux travaillant hors de leur maison payaient 6 sols parisis de hauban et ceux qui travaillaient dans leur maison 3 sols parisis.

Au xii^e siècle, à Strasbourg, les maréchaux-forgerons étaient exemptés de servir personnellement l'Evêque cinq jours par

an. Mais ils étaient tenus de forger gratuitement quatre fers à cheval et les clous lorsque l'Evêque se rendait à la Cour de l'Empereur. En outre, ils devaient ferrer les portes et les fenêtres du palais épiscopal.

Au xiv^e siècle, à Bourges, les maréchaux se libéraient de certaines charges en donnant tous les ans aux Maréchaux de France 8 fers et 8 clous.

Les règlements interdisaient aux Maîtres — comme d'ailleurs aux compagnons — de s'associer, même à deux, et surtout de former des « coteries » à plusieurs. Mais un lien étroit, plus religieux et mutualiste que corporatif, la *confrérie*, unissait tous les membres de la même corporation : maîtres, valets et apprentis. Cette confrérie avait un budget et des ressources propres constituées par des dons, les amendes, une partie des droits d'entrée, etc... On pouvait ainsi aider ceux de la corporation qui étaient dans le besoin : vieillards, pauvres, veuves, orphelins.

Au xv^e et xvi^e siècles dans les statuts des métiers de Blois, il était indiqué que tout vieux maître indigent devait être assisté par ses confrères en exercice. Chacun d'eux lui devait deux deniers par semaine; chaque samedi, l'indigent se rendait successivement chez tous les maîtres pour recevoir l'obole prévue.

Avec ses ressources la confrérie payait quelquefois les frais de mariage et d'enterrement. Elle faisait dire des messes et organisait des cérémonies religieuses à certaines époques, notamment à la fête de son « Patron » protecteur qui, pour les Maréchaux, était saint Eloi. Sa chapelle, en ce qui concerne Paris, fut placée d'abord en l'église Saint-Denis-de-la-Chartre, puis en celle de Saint-Symphorien.

La hiérarchie corporative était inexorable : ne gravissait pas les échelons qui voulait. A côté du maître qui commandait il y avait les *valets* ou *aloués* (on dira assez tard *compagnons*) qui servaient et les *apprentis* qui s'instruisaient. Chacun avait des devoirs et des droits bien définis et devait, sous la foi du serment, promettre d'obéir aux Prud'hommes jurés, gardiens des règlements professionnels.

Le sort matériel des compagnons n'était pas très enviable. Au xiii^e siècle, les aloués maréchaux gagnaient 4 deniers par jour avec dépens (logement et nourriture). Pas plus que les apprentis ils n'avaient de liberté. Mais, comme ils vivaient au sein de la famille du maître, un certain lien d'intimité les unissait à elle.

Aujourd'hui encore, dans les métiers — tels que ceux de maréchal, de taillandier — qui sont demeurés essentiellement artisanaux, le contact étroit et permanent entre le patron et ses ouvriers donne à leurs relations plus de cordialité que dans les autres branches de salariat.

Le gain journalier des compagnons maréchaux ne s'est pas maintenu au chiffre signalé, il a augmenté dans la suite des temps mais toujours en restant au niveau de celui des manœuvres et ouvriers des corporations moyennes.

Son pouvoir d'achat offre quelque intérêt. En nous basant sur les tables fournies par d'Avenel on constate que le salaire

journalier d'un compagnon maréchal, non nourri, devait correspondre à la valeur des denrées suivantes :

	En 1300	En 1400	En 1500	En 1600	En 1700
Blé	7 l. 72	16 l. 80	14 l. 50	3 l. 90	5 l. 90
Seigle	11 l. 10	26 l.	19 l.	5 l.	8 l. 80
Viande de bœuf. .	2 l. 40	3 l. 47	3 l. 32	1 l. 85	2 l.
Vin	2 l. 62	5 l. 30	6 l. 20	4 l.	4 l.

A la veille de la Révolution, vers 1750-1780, ce gain journalier permettait d'acheter l'une ou l'autre des denrées ci-après :

4 livres de viande de boucherie, 2 livres de beurre, 2 liv., 5 de sucre, 2 litres d'huile, 3 livres de fromage sec, 1 douzaine d'œufs.

Parfois les compagnons maréchaux furent très turbulents; leurs écarts amenèrent une sérieuse répression. Ainsi l'article 23 des statuts de 1609, dont nous parlerons un peu plus loin, prévoit que : « Pour obvier aux débauches que font les serviteurs quand ils vont forger les uns contre les autres pour gagner un fer d'argent de petite valeur et lequel ils font porter au chapeau de l'un d'eux pour commencer la débauche qui continue le plus souvent une semaine entière, il est enjoint aux jurés d'y prendre garde et de mener avec eux un commissaire pour les mener prisonniers et confisquer ledit fer d'argent. »

L'article 14 des statuts confirmés par lettres patentes d'octobre 1687 dit que les compagnons doivent être de retour chez leur maître le dimanche à 8 heures du soir au plus tard. S'ils rentrent après l'heure fixée ils perdent un jour de solde. Ceux qui se présentent en état d'ivresse, jurant ou blasphémant, sont signalés au commissaire.

A côté de la corporation officielle, des groupements illicites et prohibés existèrent de bonne heure entre les aloués maréchaux : les Sociétés de compagnonnage, dont il reste encore aujourd'hui de fortes traces. Les enfants de Soubise, de Maître Jacques ou de Salomon avaient sans doute un certain idéal philanthropique mais ils montèrent fréquemment de violentes cabales contre les Maîtres, ce qui ne les empêchait pas de se livrer parfois bataille entre eux. Ainsi, en 1697, à Paris, le commissaire Maubert fut obligé de perquisitionner chez la Mère des Compagnons maréchaux-ferrants lesquels, pour obtenir une augmentation de salaire, n'hésitaient pas à organiser de violentes manifestations devant les forges.

En 1789 les compagnons de vingt-neuf professions — dont ceux de la maréchalerie — sont affiliés au compagnonnage.

La durée de l'apprentissage du métier de maréchal était fort longue sous le régime des corporations. A l'époque médiévale elle était de six ans, mais, à la veille de la Révolution, elle tombe à trois ans. Les apprentis étaient de deux sortes :

1° Les *apprentis privés* (fils et membres de la famille du maître) en nombre illimité. Le maître ne payait pour eux aucune redevance;

2° Les *apprentis étrangers*, c'est-à-dire étrangers à la famille du maître, et pour lesquels il payait une redevance.

Pour pouvoir prendre des apprentis le maître maréchal

devait être établi depuis un an et un jour, exercer habilement son métier et avoir les ressources suffisantes.

Au cas où l'apprenti était maltraité, les jurés, appelés par le jeune homme, admonestaient le maître indigne. Au cas de récidive on lui retirait l'apprenti et on l'attribuait à un autre maître.

L'embauchage des apprentis et des compagnons avait lieu, pour Paris, au « *carrefour des Chans, à la place Jurée-à-l'Aigle* », dans le quartier Saint-Antoine. Sauf le dimanche, à certaines fêtes religieuses et le samedi (où une réduction du travail était admise) la tâche commençait à l'aube et se terminait au soleil couchant. Sous Louis XIV une Ordonnance de Police pour Versailles signale que, en ce qui concerne les maréchaux, logés pour la plupart, la journée commencera à 4 heures et finira à 8 heures, avec trois repos : de 8 h. 1/2 à 9 heures, de midi à 1 heure et de 4 heures à 4 h. 1/2.

A plusieurs reprises, mais sans un égal succès, la royauté voulut avoir sur les corporations une complète mainmise. Louis XI organisa militairement les corporations et les rangea sous « 61. bannières »; celle des fèvres-maréchaux étant la septième.

Les Edits de 1581 et de 1597 prescrivaient l'enrôlement obligatoire de tous les artisans dans les corporations de métiers; on voulait faire d'elles des instruments politiques. Dans les villes on protesta et on n'obéit qu'imparfaitement. Ailleurs on opposa la force d'inertie.

L'Edit bursal de 1673 renouvela la même prescription, mais sans plus de résultats.

En 1691, le contrôleur général Pontchartrain retira aux corporations le droit d'élire leurs officiers qui furent remplacés par des fonctionnaires royaux, mais les charges de ces fonctionnaires furent rachetées par les Corporations, du moins par quelques-unes et cela leur coûta cher.

L'édit de 1691, assez bien exécuté à Paris, fixe à 127 le nombre des corporations rangées en quatre classes suivant leur importance; les maréchaux étaient de la deuxième classe. Ils payaient annuellement 20 livres quand ils habitaient une ville, siège d'un Parlement ou d'un Conseil supérieur, 12 livres quand ils habitaient une ville siège de présidial, de bailliage ou de sénéchaussée et 10 livres dans les petites villes ou bourgades.

Un peu avant cette époque, les fèvres-maréchaux dont les statuts, communs avec ceux des autres professions que nous avons signalés, dataient du 22 novembre 1463 — se séparèrent de ces autres professions.

En mars 1609 et octobre 1687 on leur octroie de nouveaux statuts. Non seulement ils ferrent les animaux, mais encore ils ont seuls le droit de « *visiter, évaluer, priser, estimer les chevaux et pourront les faire vendre et acheter en prenant de gré à gré ce qui leur sera donné par les vendeurs et acheteurs sans que les courtiers ni autres n'y puissent troubler et ce suivant l'arrêt du Conseil du Roy du 17 mars 1604.* »

L'article 6 de ces statuts prévoit en outre qu' « il n'appartient qu'aux seuls maîtres maréchaux de s'entremettre de ferrer, panser, médicamerter toutes sortes de bêtes chevalines; défenses seront faites à toutes personnes de l'entreprendre ».

Lorsque, plus tard, les premiers vétérinaires voulurent s'établir, les maréchaux se prévalurent de cet article qui leur accordait initialement un privilège inverse de celui demandé aujourd'hui par les vétérinaires.

Les Edits de 1709, 1714 et 1716 prévoient que les corporations devront soumettre leurs comptes au Lieutenant général de Police ou au Procureur du Roi, mais ils ne furent exécutés qu'avec la plus mauvaise volonté. Supprimées en 1757, les maîtrises furent rétablies en 1767.

Au XVIII^e siècle les corporations, de plus en plus hostiles aux idées nouvelles, sont décadentes. En 1776, au Puy-en-Velay, par exemple, nous ne trouvons que dix-huit maîtres maréchaux qui « ont des Statuts de Sa Majesté », dont six travaillent « à la volée ».

En 1782 on institua les « Livrets » par une Ordonnance générale, mais, déjà, une Ordonnance de Police du 2 juin 1772 pour le Baillage de Versailles disposait que les compagnons maréchaux-ferrants doivent, dans la quinzaine de leur arrivée à Versailles, se faire inscrire au Bureau de la Communauté et produire acte de baptême. Ils doivent aussi produire leur livret et payer, pour l'enregistrement, 8 sous la première fois et 4 sous les autres. Un maître ne doit pas admettre de compagnon sans livret et il garde le livret pendant tout le temps que l'ouvrier est chez lui. Dans les quarante-huit heures, l'ouvrier doit prévenir la communauté s'il quitte son patron et prévenir le patron quinze jours d'avance. Dans son certificat le maître dira s'il a été content de la conduite et de l'assiduité de son compagnon.

Supprimée encore en 1776, puis rétablie sous une forme atténuée la même année, la corporation des maréchaux fut définitivement abolie par le Décret du 2-17 mars 1791, date à partir de laquelle ses efforts d'agrégation professionnelle ne furent par différents de ceux des autres métiers.

Nous étudierons, dans notre deuxième partie, ce que furent ces efforts dans un passé moins lointain et ce qu'ils sont encore à l'heure actuelle.

1^{ÈRE} PARTIE



La Technique et le Droit du Métier

CHAPITRE PREMIER.

La Ferrure.

Pour faciliter l'exposé de cette question nous l'avons scindée en sept paragraphes. Nous examinerons successivement : 1^o le but et l'importance de la ferrure; 2^o l'outillage du maréchal; 3^o les matières premières utilisées en maréchalerie; 4^o la fabrication des fers; 5^o les clous à ferrer; 6^o l'opération du ferrage; 7^o l'appréciation du rendement de l'ouvrier.

§ 1^{er}. — But et importance de la ferrure.

Contrairement à ce que pensent les profanes, l'art de ferrer est aussi complexe que pénible. Il exige de multiples qualités d'ordre différent.

Goyau disait avec juste raison : « *Le maréchal, armé de ses grossiers instruments de fer, est une redoutable puissance avec laquelle les hommes de cheval doivent compter. Il est tout puissant pour le bien comme pour le mal. Il tient dans ses mains noires et calleuses santé et maladie, longs services et ruine précoce.* »

En effet, les outils du maréchal sont relativement simples et peu nombreux, encore que l'outillage s'accroisse et se perfectionne sans cesse.

Avec eux il doit procéder :

1^o Au forgeage des fers convenant à l'animal qu'on lui présente;

2^o A l'application de ces fers aux sabots, après avoir préparé ceux-ci à les recevoir.

Mais pour mener à bien cette double tâche, plus simple en apparence qu'en réalité, il y a de nombreuses considérations à envisager. La forme des pieds varie à l'infini, la corne est plus ou moins résistante, chaque animal est destiné à un travail différent, il a des aplombs, des allures, des tares qui lui sont propres. A l'intérieur de la boîte cornée il y a des os, de la

chair, des tendons, des tissus divers fragiles et sensibles. « *Le pied du cheval est une des merveilles de la nature,* » et il appartient au maréchal de la conserver précieusement. Or, la paroi cornée est très mince, elle a souvent moins d'un centimètre d'épaisseur ce qui fait que la plus petite erreur dans la direction de départ des clous peut provoquer leur pénétration dans les parties vives du pied et occasionner les plus graves désordres.

Il est donc indispensable, non seulement que l'artisan maréchal soit robuste, bien musclé, mais encore qu'il possède une grande dextérité, qu'il ait acquis une connaissance approfondie de la jambe et du pied et qu'enfin il soit rompu à la confection et à l'emploi de toutes les ferrures normales et pathologiques.

Son instruction technique, théorique et pratique aura besoin d'être solide; elle lui permettra de corriger cet aphorisme. « *La ferrure est un mal nécessaire* » par cet autre « *la ferrure n'est un mal que si elle est mal pratiquée* ».

§ 2. — L'outillage du maréchal (Composition, perfectionnements, valeur.)

Les principaux outils que le maréchal emploie pour mener à bien sa tâche sont : le brochoir et la mailloche, sortes de marteaux à panne spéciale servant à frapper sur le rogne-pieds et à enfoncer les clous, le boutoir et le rogne-pieds, genres de tranchets servant à « *parer* » le pied, c'est-à-dire enlever l'excédent de corne, le dérivoir utilisé pour chasser les clous, les tricoises ou grosses tenailles, la râpe, le repoussoir pour achever les contre-perçures, la rénette sorte de couteau recourbé en crochet permettant de pratiquer des incisions dans la corne. Le maréchal possède encore son traditionnel tablier de cuir et sa boîte à ferrer contenant, outre les outils énumérés ci-dessus, les clous dont il a besoin au cours du « *brochage* ».

Dans l'atelier, nous trouvons la forge et ses multiples accessoires : soufflet, enclume (bloc de fer aciéré de 100 à 200 kg. servant à marteler les fers et à les ajuster), le tisonnier, la pelle, l'écouvette (petit balai servant à asperger le foyer), les lopinières (énormes pinces avec lesquelles les fers sont mis au feu), différentes tenailles, des marteaux divers (ferretiers), un seau à eau, des masses à forger, des tranches pour couper le fer, un ciseau d'enclume, les étampes pour percer et calibrer les étampures (ou trous livrant passage aux clous), le poinçon, l'étau, les tarauds, les clés à crampons, etc.

Des appareils de contrainte sont également nécessaires dans toute maréchalerie notamment le licol de force, le caveçon, le tort-nez et la plate-longe destinée à immobiliser les membres. Ils sont employés quand l'animal est difficile ou dangereux. La capote permet de recouvrir la tête et de masquer la vue des objets qui effraient. Mais le maréchal, instruit par l'expérience, n'oublie pas que le meilleur moyen de contention est encore la douceur.

A côté de cet outillage minimum, tout praticien, soucieux de fournir une tâche parfaite et d'éviter des fatigues exagérées, possède d'autres instruments dont l'intérêt est considérable. C'est ainsi qu'à proximité de la forge on trouve généralement

un « travail » facilitant le ferrage des chevaux vicieux et permettant d'effectuer certaines opérations chirurgicales. Dans l'atelier même, on rencontre souvent un appareil teneur de pieds sur l'usage duquel nous reviendrons, une tondeuse mécanique mûe par la main ou par l'électricité, un podomètre servant à prendre la mesure et les aplombs des pieds, un soufflet à ventilateur, une machine à percer, une machine à cintrer, une refouleuse, une poinçonneuse, une cisailleuse.

L'ouvrier apprécie beaucoup la présence d'un outillage perfectionné qui l'intéresse et économise ses forces tout en augmentant son rendement. Comme le métier de maréchal est pénible, il l'abandonne volontiers si on ne fait rien pour lui à ce sujet. Peut-être découvrons-nous ici une des raisons pour lesquelles la maréchalerie est désertée. Beaucoup de petits patrons n'ont pas pu ou voulu s'orienter dans la voie du progrès en matière d'outillage, tout comme ils négligent parfois de mettre à la disposition de leur personnel, dans un coin de l'atelier ou dans une dépendance, les ustensiles élémentaires de toilette dont ce personnel a besoin quand sonne l'heure du repos.

A ce sujet signalons que la plupart des auteurs et les dirigeants des syndicats de maréchaux recommandent que la forge et le hangar à ferrer soient spacieux, bien éclairés, qu'ils communiquent entre eux, qu'ils soient convenablement aérés et à l'abri des intempéries. Malheureusement ces prescriptions sont trop souvent négligées. A la ville, les ateliers sont presque toujours proprement tenus, mais on y manque de place. En campagne, où le terrain est moins rare, il serait possible de les établir plus vastes, mais, par une économie regrettable, le maréchal ne se construit qu'une forge insuffisante, un mauvais hangar battu des vents et des pluies, sans confort, sans esthétique. Le plus grave inconvénient de cet état de choses c'est que l'ouvrier, après avoir forgé les fers à la chaleur du foyer et tout ruisselant de sueur, est obligé de « porter » et d'« attacher » ces fers, les animaux étant placés hors de l'atelier. Notre homme, le torse nu ou à peu près, passant à tout moment d'une atmosphère chaude dans une autre parfois très froide, allant même sous la pluie et la neige, est victime de bronchites répétées.

En outre, il court le risque d'accidents possibles que les animaux à l'attache peuvent occasionner aux passants et dont la responsabilité lui incombe.

Même dans l'armée, les forges sont le plus souvent mal situées et n'offrent aucune garantie d'hygiène.

Dans quelques rares ateliers, surtout dans ceux où on adjoint un travail de forge, de serrurerie, de charronnage au travail de maréchalerie proprement dit, nous voyons un marteau-pilon équilibré appelé encore mouton ou martinet de forge. Mûe par l'électricité ou par un moteur à explosion, cette machine-outil permet de marteler très vite, sans fatigue et, à un seul homme, de forger un grand nombre de fers.

Ces appareils, réduction des énormes marteaux-pilons, sont d'un prix élevé, mais ils sont appelés à rendre d'excellents services en raison de la pénurie d'ouvriers. Grâce à eux, un homme seul peut forger, alors qu'il en faut normalement

deux : le forger proprement dit et le frappeur qui « *frappe devant* ».

Les martinets des maréchalleries ont une masse tombante qui varie de 50 à 120 kg. Ils pèsent de 1.000 à 3.000 kg et donnent de 60 à 180 coups par minute. Leur fonctionnement nécessite une force motrice de 1 HP $1/2$ à 4 HP. Quant à leur prix, il varie actuellement de 3.000 à 9.000 fr. On en fabrique à Paris, à Romans (Drôme), à Combeplaine-Rive-de-Gier (Loire) et à Lyon.

Malgré leur réelle utilité et leur bon rendement, beaucoup de maréchaux, la grosse majorité d'ailleurs, leur reprochent un certain manque de souplesse. Ils estiment que les martinets, parfaits pour la forge et la serrurerie, ne sont pas encore assez au point pour la maréchalerie. Pour donner au fer une « *tournure* » satisfaisante, un certain tour de main est nécessaire; et l'emploi accessoire de la machine ne le permet pas. Ce jugement sera peut-être réformé par la suite, mais cela paraît improbable car le vrai remède à l'insuffisance de main-d'œuvre consiste aujourd'hui dans l'emploi du fer mécanique.

A côté de l'outillage maréchal véritable, il existe à peu près normalement dans toute forge les instruments de chirurgie dont on aura sans cesse besoin soit pour traiter les pieds et les jambes malades, soit pour donner les soins d'ordre plus général en cas d'accident, de coup de sang, de coliques, etc., en un mot chaque fois que la confiance des clients appellera le maréchal à précéder, aider le vétérinaire ou même — ce qui se présente fréquemment — à le suppléer.

Dans une armoire *ad hoc*, nous trouverons donc, à côté d'un certain nombre de produits de pharmacie vétérinaire, des seringues à injection, des trocards, des flammes, des catguts, un coupe-queue, un rabot odontriteur, des pinces diverses, des ciseaux à pansements, des aiguilles, etc.

Actuellement, on peut considérer que, dans un atelier de maréchalerie, la valeur de l'outillage se chiffre comme suit :

Pour un atelier ne possédant qu'un outillage rudimentaire : 5 à 7.000 fr.

Pour un atelier possédant un outillage moyen, assez perfectionné, 18 à 25.000 fr.

Pour un atelier possédant un outillage complet, perfectionné, 35 à 40.000 fr.

§ 3. — Matières premières utilisées en maréchalerie

Les principales matières premières dont on se sert en maréchalerie sont : le fer (neuf en barres, fer cisailé, ferrailles et lopins bourrus), l'aluminium et l'acier, employés à peu près uniquement pour les chevaux de courses, le charbon de terre de l'espèce dite houille maréchale, formant dans le foyer une croûte compacte apte à concentrer sous elle une forte chaleur, enfin les clous à ferrer dont il existe de nombreux modèles.

En septembre 1925, les cours de ces matières, au détail, sont les suivants :

Fer neuf, 90 fr. les 100 kg; lopins cisailés, 68 fr.

Fers mécaniques, 150 fr. les 100 kg.

Houille, 240 fr. la tonne.

Clous à ferrer, 430 fr. les 100 kg (prix moyen des diverses tailles).

§ 4. — *La fabrication des fers*

Le fer à cheval se fait à la main ou à la mécanique.

Le forgeage à la main nécessite la présence de deux ouvriers: forger et frappeur. La machine-outil nommée cintreuse a eu un moment de vogue, nous l'avons vu, lorsqu'il s'agissait de préparer d'avance un lot de ferrures. Au point de vue commodité et rendement, la cintreuse se place à un stade intermédiaire entre le forgeage à la main et le forgeage mécanique qui, aujourd'hui, l'a presque totalement supplantée.

En effet, depuis une trentaine d'années, le fer mécanique s'est considérablement répandu en France, alors qu'il est à peu près inconnu dans d'autres pays tels que l'Angleterre et l'Espagne.

On a commencé par produire des fers interchangeable, symétriques, c'est-à-dire semblables pour les pieds droits et pour les pieds gauches. Mais les techniciens ont bien vite constaté les mauvais effets de ces fers neutres et on est revenu à la différenciation entre fers droits et gauches.

Peu à peu la fabrication s'est perfectionnée, le nombre des modèles dans chaque pointure a augmenté suivant les espèces d'animaux, les régions et les genres de travail auxquels on destine l'animal. Quelques usines livrent même maintenant leurs fers avec « pinçon levé ».

L'insuffisance de la main-d'œuvre qualifiée, le prix élevé de cette main-d'œuvre et du combustible ont, pour beaucoup, contribué à la diffusion du fer mécanique. En outre, son emploi libère le patron et l'ouvrier de la partie la plus pénible du métier, c'est-à-dire du forgeage.

Cependant, il n'est ni désirable, ni même possible que cet emploi du fer mécanique soit exclusif de tout autre.

Au point de vue technique cela n'est pas désirable, car un bon maréchal doit savoir forger le fer et non pas seulement le poser. Même en admettant qu'il soit suffisant de savoir poser les fers normaux, il n'est pas douteux que tout maréchal aura occasionnellement besoin d'adapter des fers pathologiques plus ou moins compliqués, lesquels ne seront jamais livrés en série. Quelquefois un même animal a besoin de plusieurs fers de modèle différent. C'est vraiment en forgeant qu'un maréchal apprend son métier et beaucoup de professionnels désapprouvent l'usage du fer mécanique qu'ils estiment insuffisamment adapté à chaque pied et n'ayant jamais la perfection du fer confectionné à la main.

Au point de vue économique il ne serait pas bon non plus que le fer mécanique soit le seul en usage, car il ne permet pas l'utilisation sur place des déferres, des vieilles ferrailles, des bandages de roues, toutes matières que le maréchal récupère au cours de son travail ou qu'il peut acheter parfois dans des conditions avantageuses.

Actuellement le nombre de chevaux, en France, est d'environ 2.900.000 dont 250.000 pour l'armée. La consommation par cheval et par an pouvant être évaluée à 8 ferrures pesant en moyenne 3 k. 200, la consommation par cheval et par an

sera de 3 k. $200 \times 8 = 25$ k. 600 de fers. La consommation totale annuelle s'élèvera, par conséquent, à 25 k. $600 \times 2.900.000 = 74.240.000$ kilos ou 74.240 tonnes. Environ la moitié de ce tonnage est fourni par les fers mécaniques dont la production croît sans cesse. Nous n'importons pas ou, en tous cas, nous n'importons des fers étrangers, que pour une quantité négligeable.

Les usines françaises, dont les principales se trouvent à Valenciennes, Commercy, Vénissieux (Rhône), Saint-Brieuc, Feignies et Hau'mont (Nord), Laudun (Gard), suffisent donc aux besoins nationaux et sont même outillées pour une production double de la consommation actuelle, en raison des augmentations de matériel qu'elles ont faites pendant la guerre.

Au début de 1925 le prix moyen des fers mécaniques, séries et numéros confondus, est de 102 à 110 francs les 100 kilos suivant marques et sur wagon départ des usines.

Les fers à mulet sont fabriqués par les mêmes usines que les fers à cheval. La production annuelle peut-être évaluée à 1.500 tonnes et le prix moyen à 140 francs les 100 kilos sur wagon départ des usines.

En ce qui concerne les fers à bœufs, la production annuelle ne dépasse pas 9.000 tonnes (finis et ébauchés). Le prix moyen, à la même époque et dans les mêmes conditions est de 160 fr. les 100 kilos.

Nous trouvons des usines fabriquant des fers pour les bovins aux Trillers (Allier), à Crouy (Aisne), à Saint-Brieuc, à Larche (Corrèze), à Riom, à Libourne, à Lyon, à Boën-sur-Lignon (Loire) et au Creusot.

Les fers sont classés par séries suivant les services qu'on en attend et par pointures suivant la grosseur du sabot. Ils sont « à devant » ou « à derrière ». Dans l'armée, les caractéristiques des pointures sont les suivantes :

- 1° Pour chevaux, n^{os} 27 à 46 ayant 6, 8 ou 10 étampures. Poids de la ferrure complète 1 k. 170 à 5 k. 950;
- 2° Pour mulets, n^{os} 27 à 39 ayant 6 ou 8 étampures. Poids de la ferrure complète 1 k. 360 à 3 k. 500.

Généralement les séries, dans chaque usine, sont assez nombreuses. Ainsi, pour prendre un exemple, une maison de Valenciennes, offre à sa clientèle les principales séries ci-après, qui comportent elles-mêmes des sous-divisions.

A. — CHEVAUX.

Séries de culture :

Ordinaires poids du fer	0 kg 780 à 1 kg 455 ébauchés	°
Dégagés	0 kg 350 à 1 kg 165 ébauchés et ajustés	°
Dégagés à éponges —	0 kg 480 à 1 kg 145	d°
Demi-dégagés. —	0 kg 365 à 1 kg 650	
Demi-dégagés à éponges ... —	0 kg 739 à 1 kg 460	d°

Séries de ville :

Dégagés de ville —	0 kg 470 à 1 kg 190 ajustés	
Demi-dégagés de ville	0 kg 721 à 1 kg 490 ébauchés et ajustés	
Roulage	0 kg 800 à 1 kg 731 ajustés	
Pinçards	0 kg 675 à 1 kg 450 ébauchés et ajustés	

Séries spéciales :

Carrosserie du Midi —	0 kg 428 à 1 kg 200 ajustés
Roulage du Midi —	0 kg 755 à 1 kg 725 ajustés
Pingards légers.. —	0 kg 530 à 1 kg 340 ébauchés
Camionnage à crampons	1 kg 032 à 1 kg 584 ajustés
Demi-dégagés éponges	1 kg 070 à 1 kg 520 ébauchés
Roulage demi-pingard	0 kg 560 à 1 kg 870 ajustés
Légère	0 kg 230 à 0 kg 320 ébauchés
Demi-dégagés légers	0 kg 350 à 0 kg 980 ajustés
Armée :	
Mod. 1913..... —	0 kg 300 à 1 kg 565

B. — MULETS.

Six séries (ne se font qu'en ébauches).

§ 5. — *Les clous à ferrer.*

Pour fixer le fer au sabot, on emploie le clou maréchal qui était autrefois fabriqué à la main par les cloutiers ou par les maréchaux eux-mêmes. Aujourd'hui le clou mécanique est seul employé. Primitivement les numéros grâce auxquels on différenciait les clous mécaniques correspondaient au nombre de clous à la livre (série de Charleville). Mais à partir de l'apparition du clou norvégien « l'Etoile » on a pris pour base de calibrage les modèles de cette marque.

Actuellement, dans l'armée, on compte neuf séries de 7 à 15 (640 à 125 clous au kilo) correspondant aux longueurs totales des clous soient 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80 m/m et une épaisseur des fers de 7 à 15 m/m. Cette dernière dimension donne le « collet » du clou. Il y en a à long collet, demi-long collet, court collet et tête forte. La maréchalerie civile numérote ses clous en dix séries, 0 à 9.

La consommation des clous à cheval peut être évaluée approximativement à 1 par cheval et par jour, soit par an $2.900.000 \times 365 = 1.058.500.000$ clous. Chacun pesant en moyenne 5 gr. 4; nous arrivons à une consommation de 5.715 tonnes.

Au début de 1925, le prix moyen de ces clous était de 350 francs les 100 kilos sur wagon départ des usines. Il y a lieu d'ajouter à cette consommation celle des clous à bœufs, soit 320 tonnes par an. Le prix, dans les mêmes conditions que ci-dessus est de 550 francs les 100 kilos.

Les usines françaises suffisent à toute cette consommation et elles sont même outillées pour une production la dépassant de 60 %. C'est à Duclair (Seine-Inférieure), à Bayonne, à Champagnolle (Jura), à Bains (Vosges) et à Saint-Etienne que se trouvent les principaux centres producteurs.

L'importation des clous étrangers consiste surtout en clous américains, mais elle est très faible.

D'une façon générale, les maréchaux déplorent que les prix des clous à cheval soient si élevés et voudraient que la concurrence entre producteurs joue effectivement. Pour beaucoup d'entre eux, le remède consisterait à favoriser l'introduction

des clous étrangers en France par l'abaissement des droits de douane.

Au Parlement, cette façon de voir a eu son écho. Le 16 décembre 1924, la Chambre des députés a été saisie d'un texte de projet de loi (Doc. n° 660) tendant à modifier le régime douanier des clous à ferrer les animaux (n° 563 du tarif).

Actuellement, par 100 kilos, les droits du tarif général s'élèvent à 60 francs et ceux du tarif minimum à 15 francs, avec un coefficient de 6,4. Le projet ramène ce coefficient à 3,5 pour réaliser la péréquation du taux de protection d'avant-guerre.

§ 6. — L'opération du ferrage.

(Difficultés et dangers qu'elle présente. Mérites respectifs de la méthode française et de la méthode anglaise. Ferrage « à chaud » et « à froid ». Ferrures spéciales. Ferrures de l'âne, du mulet et du bœuf.)

Le ferrage est l'opération qui consiste, lorsque le fer est forgé, à « l'attacher » au pied de l'animal. C'est la plus délicate et la plus périlleuse de l'art que nous étudions.

Les dangers courus par le maréchal sont suffisamment connus pour qu'on n'y insiste guère. Certains chevaux sont inabordables, prennent peur, lancent des ruades, se jettent de côté, etc. Les jeunes bêtes, en particulier, sont difficiles lors des premiers ferrages.

Les Compagnies d'assurances contre les accidents du travail considèrent que la profession maréchale présente des risques sérieux. Aussi, dans leurs tarifs, ont-elles fixé une prime assez considérable pour couvrir ces risques.

Le tableau ci-après nous permet de comparer, à ce point de vue, la maréchalerie à quelques autres professions.

En moyenne, les Compagnies exigent comme prime, sur 100 francs de salaire, pour :

Carrier, 8 francs.	Tréfileur, 8 francs.
Couvreur, 8 fr.	Charpentier en fer, 7 fr.
Maçon, 6 fr.	Maréchal-ferrant, 5 fr.
Ferronnier, 3 fr.	Tourneur, 2 fr. 50.
Clicheur, 1 fr. 50.	Tailleur de diamants, 1 fr.
Fabricant de chaussures, 1 fr.	Horloger, 0 fr. 70.

Quand les moyens de contention ordinaires ont été vains on a recours, soit au « travail » qui permet de soulever l'animal et de fixer ses membres, soit encore au procédé qui consiste à ferrer l'animal couché.

La durée moyenne d'une ferrure est de trente à quarante jours, mais il est clair que ce chiffre ne peut être considéré comme absolu. Certaines bêtes usent plus que d'autres, quelques animaux ont une corne poussant très vite, le pied devient long, et même si les fers sont encore en assez bon état, il faut les retirer pour couper l'excès de corne. Dans ce cas, si on remplace le même fer, on fait un « rassis » (du verbe rasseoir) ou un « relevé ».

Pour ferrer, deux méthodes peuvent être employées :

1° *La méthode française* nécessitant la collaboration de deux ouvriers, le ferreur ou brocheur et le teneur de pieds;

2° *La méthode anglaise* dans laquelle un seul ouvrier broche le fer en même temps qu'il maintient le jarret de l'animal entre ses cuisses.

Ces deux méthodes ont des avantages et des inconvénients propres : la méthode anglaise supprime le teneur de pieds; la méthode française est certainement la seule possible quand il s'agit d'opérer sur un animal difficile ou très lourd.

A vrai dire, il serait excellent que tous les maréchaux fussent à même de ferrer aussi bien « à l'anglaise » qu'à « la française ». Malheureusement il est loin d'en être ainsi : ceux qui ont l'habitude d'une méthode la préfèrent, la trouvent plus économique comme rendement et se refusent à pratiquer l'autre. Cette préférence s'explique, car les gestes sont adaptés et l'ouvrier ne veut pas faire l'effort d'en acquérir de nouveaux.

Des expériences comparatives ont été tentées en 1924, à l'Ecole de Maréchalerie militaire de Saumur, sous la direction de M. le Vétérinaire Bouchet, professeur à l'Ecole.

En voici les résultats :

A. — *Expériences de courte durée (2 jours).*

La récapitulation vis-à-vis des méthodes utilisées par deux ouvriers différents en se plaçant au point de vue du temps d'exécution donne 1,171 pour la ferrure anglaise, 1 pour la ferrure française.

L'expérience renouvelée, en ferrant un jour « à l'anglaise » et un jour « à la française », donne 1,2 pour la ferrure anglaise, 1 pour la ferrure française.

B. — *Expériences de longue durée (5 mois) sur des équipes de dix ouvriers.*

Les résultats sont traduits par les rapports ci-après :

Rapport des fers forgés par jour et par ouvrier présent :

méthode française	3.266	
méthode anglaise	3.061	= 1,066

Rapport des fers posés par jour et par ouvrier présent :

méthode française	3.488	
méthode anglaise	3.183	= 1,095

Rapport du rendement total par jour et par ouvrier présent (fusion des deux rapports précédents) :

méthode française	3.377	
méthode anglaise	3.122	= 1,081

L'auteur de ces expériences tire un certain nombre de réflexions, non seulement des résultats numériques indiqués ci-dessus, mais encore de l'examen du travail effectué selon l'une ou l'autre méthode.

Il montre d'abord qu'il est difficile de tirer des déductions

exactes des expériences de courte durée. Elles prouvent évidemment que le temps d'exécution est plus considérable avec la méthode anglaise qu'avec la méthode française, mais à cela il n'y a rien d'étonnant si l'on considère que le personnel n'était guère entraîné à la méthode anglaise.

La seule base d'argumentation doit être l'expérience de longue durée, celle qui répond le mieux à la réalité.

Il y a lieu d'examiner successivement la quantité et la qualité du travail anglais.

A. — *Exécution quantitative du travail anglais.*

Le travail anglais est plus lent que le travail français pour les raisons suivantes :

1° Le pied est mal soutenu, par conséquent plus ou moins tordu, tiraillé, d'où la défense de l'animal et perte de temps;

2° Au moment où le maréchal lève un postérieur, le cheval fait fréquemment un appuyer du côté opposé ce qui a pour résultat d'éloigner l'ouvrier de sa boîte à outils. Il est alors obligé de reposer le pied, de rapprocher sa boîte, puis de recommencer le lever du pied;

3° En raison de la proximité obligatoire de la boîte à ferrer, dans la méthode anglaise, il arrive souvent que le cheval prend peur de cette boîte, « tire au renard » ou la renverse. Il peut même arriver que le maréchal soit bousculé et renversé par dessus la boîte.

Toutefois les inconvénients signalés aux n^{os} 2 et 3 n'existent pas si le ferreur, au lieu d'utiliser la boîte à ferrer, possède la ceinture du maréchal anglais à laquelle sont suspendus les outils;

4° Difficulté et lenteur dans la parure du pied, l'ouvrier ne disposant pas, comme dans la méthode française, d'un instrument tranchant sur lequel il puisse frapper pour le faire cheminer;

5° Difficulté dans l'action de « faire porter le fer » en raison :

a) De la position de la tête de l'ouvrier placé trop près du pied et aveuglé par la fumée de la corne brûlée;

b) Du grand nombre de mouvements à exécuter au moment de l'essayage : poser le pied à terre, retirer le poinçon de l'étampure, prendre le fer chaud dans les tenailles, aller le rectifier, remettre le poinçon, enfin lever le pied à nouveau pour essayer encore le fer;

6° Difficulté du brochage; l'ouvrier se rendant mal compte de la direction prise par la lame, va prudemment;

7° Difficulté d'incruster les rivets par suite de la position incommode que doit prendre le maréchal et de l'inhabileté des droitiers à utiliser la main gauche quand cela est nécessaire;

8° Après avoir ferré un cheval à l'anglaise, le maréchal ressent une grande fatigue due à la position courbée qu'il a dû conserver en supportant un poids assez lourd sans l'aide des bras. La position basse de la tête occasionne quelquefois des vertiges.

B. — Exécution qualitative du travail anglais.

Le travail exécuté selon la méthode anglaise est nettement inférieur en qualité et en solidité à celui pratiqué selon la méthode française pour les raisons suivantes :

1° Les pieds sont en général insuffisamment parés, car le maréchal éprouve des difficultés à enlever l'excès de corne à l'aide seulement de la râpe et du couteau anglais;

2° L'emplacement du pinçon est souvent réalisé de façon incorrecte, en raison de la position inconfortable de l'ouvrier pendant ce temps opératoire et aussi la gêne due à la fumée;

3° La fumée empêche l'ouvrier de se rendre parfaitement compte de l'exacte tournure du pied;

4° L'ajusture est parfois faussée par le blocage et le déblocage nécessaires du poinçon dans une étampure en vue du maniement du fer chaud et de sa rectification.

Les quatre premières raisons exposées ci-dessus sont tellement importantes que, bien souvent, la méthode anglaise utilisée n'est qu'une méthode anglaise réduite au brochage;

5° Les dangers de piqure sont plus fréquents, dans la méthode anglaise que dans la méthode française;

6° La ferrure est moins solide par suite de l'impossibilité de bien serrer les clous au fer puis au pied et de laisser aux rivets la longueur voulue, de les incruster convenablement. En effet, soit le rivet, soit la tête du clou est soustrait à la vue du maréchal.

En outre, après l'essayage, pendant que l'ouvrier finit le fer à l'étau, le cheval est laissé à lui-même, il gratte le sol, s'use la corne en pince de 2 à 3 m/m et la coaptation du fer est rendue imparfaite.

C. — La méthode anglaise est-elle économique?

A première vue, il semble que la méthode anglaise procure une économie indéniable puisque la méthode française employant deux fois plus de personnel n'arrive à ferrer que 1,095 fois plus vite et non deux fois.

En réalité, dans la méthode française on emploie un maréchal et un manœuvre et non pas deux professionnels. Dans la méthode anglaise on impose à un professionnel des gestes parasites qu'un manœuvre peut fort bien effectuer. Cela heurte de front le système Taylor. Elle charge le professionnel du rôle de teneur de pieds, elle l'oblige à se servir de ses deux cuisses comme étau ou d'une jambe comme support du pied pendant que ses deux mains sont occupées autrement. Cette position de contention est dangereuse, insuffisante, si l'animal est irritable. L'ouvrier est parfois obligé d'abandonner le pied, pied qu'il faut reprendre, d'où temps improductifs.

La méthode anglaise, en outre, est impraticable pour l'ouvrier obèse ou fatigué. De plus, elle conduit à l'usure prématurée des « brocheurs ».

En résumé on peut dire :

1° Que la méthode anglaise ne permet que l'économie des

9/10^e d'une main-d'œuvre de valeur secondaire puisque n'importe quel troupiér peut servir de teneur de pieds;

2° Que cette économie est compensée par les inconvénients suivants :

a) Réduction du temps que le maréchal militaire peut consacrer au forgeage dans lequel il a pourtant le devoir de s'entretenir;

b) Fatigue et usure rapide du maréchal;

c) Qualité et solidité très inférieures du travail effectué.

Ces inconvénients n'indiquent pas qu'il faille absolument bannir la méthode anglaise des ateliers militaires, car elle constitue un bon exercice et elle est précieuse lorsque le maréchal se trouve absolument seul. Il est donc utile au maréchal de la connaître pour pouvoir l'employer le cas échéant.

Bien que les expériences dont il s'agit aient été faites sous le contrôle d'un vétérinaire de l'armée et avec un personnel exclusivement militaire, il n'est pas douteux que la plupart des conclusions qu'elles provoquent soient applicables à la maréchalerie civile.

Pratiquement, la méthode anglaise est peu en honneur en France. On l'emploie seulement pour le ferrage de certains chevaux légers (courses, polo). Quelques techniciens y sont attachés par habitude et la préfèrent à la méthode française, mais ils ne constituent qu'une minorité.

Lorsque la main-d'œuvre fait défaut ou qu'elle est trop coûteuse en regard des bénéfices que procure l'entreprise, le maréchal, plutôt que de pratiquer la méthode anglaise préfère demander au client ou à son préposé d'être le « teneur de pieds », quitte à diminuer le prix de ferrure. Nous avons vu déjà que l'emploi du fer mécanique supprimait « le forger ». Or, le teneur de pieds dans l'opération de la ferrure est le frappeur dans l'opération du forgeage. C'est pourquoi, dans beaucoup de modestes ateliers, le patron maréchal peut se suffire à lui-même et se passer, à la rigueur, de cet auxiliaire pourtant précieux qu'est le frappeur-teneur de pieds.

Pour parer à la crise du personnel et pour diminuer les frais généraux, beaucoup de dispositifs ont été inventés — la plupart par des maréchaux — pour maintenir fixé le pied de l'animal au ferrage. Ils portent le nom d'*appareils teneurs de pieds*. Certains sont compliqués et massifs, ils se rapprochent plus ou moins du « travail ».

D'autres sont, au contraire, fort simples, formés de lanières, de courroies, de cordes et de chaînes. Ils se fixent au plafond, aux murs et procurent une contention à la fois ferme et souple de la jambe et du pied. Grâce à eux, le maréchal peut « brocher » seul, avec moins de fatigue qu'à l'anglaise et sans craindre les ruades de l'animal. Ces appareils sont très appréciés quand il s'agit de chevaux peu turbulents. Si on se trouve, par contre, en présence d'animaux difficiles ou de pur-sang, leur emploi peut provoquer des accidents aux bêtes elles-mêmes qui exécutent des soubresauts violents et, ayant les membres immobilisés, risquent des chutes ou des efforts.

Parmi les dispositifs les plus ingénieux et les plus répandus, nous citerons ceux de Lemesnager, de Mathéry, de Barbe et de Martellet.

Le ferrage se pratique soit « à froid » soit « à chaud ».

Qu'on emploie l'un ou l'autre de ces procédés, il faut toujours, avant de commencer la besogne, examiner le pied à ferrer, ses aplombs, surtout l'état du vieux fer qui peut donner de précieuses indications sur la conduite à tenir.

Le ferrage à chaud comporte les phases suivantes :

- 1° Détacher le vieux fer;
 - 2° Préparer le sabot à recevoir le nouveau fer, c'est ce qu'on appelle « parer le pied »;
 - 3° Choisir le nouveau fer préalablement forgé;
 - 4° L'ajuster;
 - 5° L'essayer, le « faire porter » comme disent les maréchaux.
- Cette phrase du ferrage consiste — lorsque le fer est chaud — à l'appliquer sur la sole dans laquelle il marque son empreinte, à le rectifier si besoin est, puis à nouveau s'assurer que l'adaptation sera parfaite;
- 6° Finir le fer;
 - 7° Le fixer au moyen de clous, « l'attacher », « le brocher », suivant les termes du métier.

Chacune de ces opérations successives comprend elle-même des phases secondaires au cours desquelles l'ouvrier doit appliquer toutes les ressources de son savoir et de son adresse.

Pour les ferrures dites pathologiques, orthopédiques, correctrices ou exceptionnelles, le ferrage s'effectue — mais avec des difficultés plus grandes — comme pour les ferrures usuelles. Elles sont très nombreuses et nous ne pouvons que citer les plus typiques sans entrer dans le détail de leur emploi qui a pour but d'obvier aux défauts du pied, aux irrégularités de la marche ou encore de permettre le traitement des accidents de ferrure et des diverses maladies de l'extrémité digitée.

Dans son récent « *Traité de Maréchalerie* », Peillon en fait un classement très méthodique dont voici l'essentiel :

- Ferrure Poret, Ferrure Charlier;
- Ferrures à glace et ferrures contre les glissades;
- Ferrures palliatives des vices d'aplomb;
- Ferrures contre les irrégularités d'allures;
- Ferrures préventives des accidents de la marche;
- Ferrures préventives des habitudes vicieuses d'écurie;
- Ferrures préventives contre les défauts du pied;
- Ferrures curatives des défauts du pied.

Cette simple énumération prouve que la science maréchale est plus vaste, plus précise, qu'on se l'imagine volontiers.

Une seule catégorie retiendra un instant notre attention — la seconde — parce qu'elle est d'une grande importance dans le métier.

Les ferrures contre les glissades sont de plusieurs sortes :

- 1° Les ferrures à pneumatiques ou à patins (en caoutchouc) recouvrant partiellement ou totalement la face inférieure du sabot. Nous avons indiqué leurs avantages. Elles sont très répandues dans les villes où elles rendent moins fréquent l'accident dit du « clou de rue », c'est-à-dire la pénétration dans la boîte cornée de clous qui parfois se trouvent sur les chaussures. Elles ont surtout l'avantage d'éviter l'encastelure qui produit la maladie naviculaire, affection très maligne que

les Anglais ont qualifié de « *fléau jeté sur la bonne chair de cheval* »;

2° Les ferrures à glace fixes, peu employées, formées par le fer lui-même, modifié de façon telle qu'il procure une adhérence meilleure avec le sol, par exemple au moyen du repli des deux branches du fer à leurs extrémités ou « *éponges* »;

3° Les ferrures à glace mobiles, extrêmement utilisées. Primitivement, on employait des clous brochés dont la tête, plus longue que celle des clous ordinaires, dépassait la face inférieure du fer et s'accrochait au terrain. Aujourd'hui, on emploie surtout le « *crampon à vis* », dont la tête, très massive, forme une saillie de forme pyramidale, conique, prismatique, etc. La tige, filetée, se visse dans un alvéole taraudé du fer. On le fixe au moyen d'une clé.

Enfin, on fait usage encore des clous rivés J.-B. Delpérier, logés dans des étampures supplémentaires, mais ne pénétrant pas dans la corne. Leur lame, courte et recourbée en forme de virgule, sort entre la corne et le fer sur lequel elle prend appui.

La « *ferrure à froid* », d'ailleurs moins solide que la ferrure à chaud, consiste à appliquer le fer — à condition qu'il soit approximativement approprié au pied — en l'absence de tout combustible.

Cette ferrure peut rendre de bons services « *en route* », notamment pour une armée en campagne ou en manœuvre.

Les mulets, les ânes sont ferrés sensiblement suivant les mêmes procédés que le cheval, seule la forme des fers est différente car le sabot de ces animaux est plus long et aussi plus resserré latéralement que celui du cheval.

Quant aux bovidés, ils exigent une technique fort différente, car leur corne est extrêmement mince et leur pied présente deux onglons. Souvent, il ne sont point du tout ferrés lorsqu'ils ne travaillent pas ou travaillent sur un sol très meuble. Quelquefois, on ferre seulement l'onglon externe des pieds antérieurs; mais lorsque l'animal est régulièrement employé à la traction sur routes, on doit obligatoirement protéger ses huit onglons.

Le fer à bœuf ne ressemble guère à celui du cheval. C'est, nous dit Tasset, une plaque de fer assez mince pour pouvoir être ajustée toujours à froid. Elle porte cinq à six étampures placées à maigre (c'est-à-dire près du bord externe). Le bord interne est toujours dépourvu d'étampures, mais porte un long pinçon levé en dedans de la pince qui, rabattu à froid sur la paroi, consolide énormément la ferrure et supplée aux clous qu'il est impossible de fixer en dedans de l'onglon.

Rey indique que l'ajusture consiste à relever un peu la rive externe et le talon (ou partie postérieure) pour imprimer à la face supérieure un degré d'incurvation en rapport avec les dispositions de la sole.

Les bovins sont presque toujours ferrés au « *travail* », lequel, au moyen de treuils et de sangles, permet de les soulever et de fixer solidement leurs membres.

§ 7: — *Appréciation du rendement de l'ouvrier.*

Le rendement de l'ouvrier maréchal s'apprécie en « pièces », procédé à peu près généralisé dans toute la France. Ainsi, habituellement,

forger un fer compte pour une pièce;

ferrer un pied compte pour deux pièces;

faire un « rassis » pour un pied compte pour deux pièces.

Le rendement moyen, à l'heure, est de six pièces, soit, ainsi que cela se passe dans la région parisienne, $6 \times 48 = 288$ pièces dans une semaine de 48 heures.

Lorsque le travail de maréchalerie se combine avec tout autre, serrurerie, forge, charonnage, taillanderie, etc., l'évaluation mathématique du rendement devient impossible; mais le patron, travaillant le plus souvent avec son ouvrier, est à même de juger si ce dernier fournit une tâche consciencieuse.

CHAPITRE II

Le Droit du métier.

Dans ce chapitre, nous nous proposons d'étudier les problèmes d'ordre juridique qui se posent à l'occasion de l'exercice de la profession. Nous les exposerons dans les six paragraphes suivants : 1° Accidents aux animaux pendant le ferrage; 2° Accidents au patron maréchal ou à son ouvrier; 3° Accidents au propriétaire tenant les pieds ou à son préposé; 4° Accidents pendant la conduite des chevaux; 5° Le privilège du maréchal dans les faillites; 6° Les abonnements de ferrure.

§ 1^{er}. — *Accidents aux animaux pendant le ferrage.*

La responsabilité des maréchaux, en matière de ferrure, comme d'ailleurs celle des vétérinaires et des maréchaux-experts, est comprise dans les articles 1382 et suivants du Code Civil.

Quand un accident de ferrure est imputable soit au maréchal soit à son ouvrier, la responsabilité du patron est engagée vis-à-vis du propriétaire de l'animal, qui est en droit de demander une réparation.

Les accidents les plus communs sont : les brûlures de la sole, les piqûres, les enclouures. Il convient d'y ajouter tous ceux qui sont dus à des efforts, à des chutes, soit au cours de l'abattage pour une opération couchée, soit au cours du ferrage dans certains cas. Ces accidents sont généralement rares, peu sérieux et n'occasionnent pas d'ennuis au maréchal. Mais, de toutes façons, il est clair que, même si l'accident est grave, la responsabilité du maréchal ne peut être engagée dans les cas fortuits ou de force majeure que l'artisan n'a pu ni prévoir ni empêcher. C'est seulement s'il y a faute lourde — dont la preuve incombe au propriétaire — que celui-ci peut intenter une action judiciaire avec chance de succès. Il appartient aux Tribunaux d'apprécier s'il y a eu ou non faute lourde.

Actuellement, on admet qu'elle existe quand le maréchal a, par impéritie, piqué ou brûlé un animal au même pied en plusieurs points, s'il l'a piqué à deux, trois ou quatre pieds au cours d'une même séance, si, ayant piqué un cheval et s'en étant aperçu, il ne retire pas immédiatement le clou et ne

s'abstient pas d'en enfoncer un autre dans le même trajet, s'il ferre en état d'ivresse, s'il confie un ouvrage délicat à un apprenti inexpérimenté ou trop jeune, si, après avoir piqué ou brûlé un cheval et l'avoir constaté, il laisse par ignorance ou insouciance le mal s'aggraver.

Cette conception de la responsabilité du maréchal strictement limitée à la faute lourde n'est pas récente. L'article 9 des Statuts des Maîtres fèvres-maréchaux de la Ville, fauxbourgs et banlieue de Paris, enregistrés au Parlement le 27 juin 1688, disposait « *qu'attendu les risques auxquels sont exposés les maîtres-maréchaux en ferrant ou pansant leurs chevaux vicieux, ils seront deschargés des demandes qui pourront leur être faites lorsque, par malignité, effort et violence, quelques chevaux s'estropieront ou se tueront à leur boutique* ».

De notre temps, on ne peut découvrir de meilleurs arguments en faveur du principe posé ci-dessus, qu'en consultant les sentences arbitrales d'Henri Bouley et ses lumineux rapports au Tribunal de Commerce de la Seine.

Nous en extrayons les passages remarquables qui suivent :

La brûlure de la sole est une des éventualités de la ferrure dite à chaud, qui n'entraîne pas ipso facto la responsabilité du chef d'atelier, à moins qu'elle ne constitue ce que les tribunaux appellent la faute lourde, c'est-à-dire une faute tellement grosse qu'elle implique, de la part de l'ouvrier, une absolue incapacité dans l'accomplissement de l'œuvre qui lui est confiée; que cette incapacité résulte de ce qu'il était destitué accidentellement de ses moyens, comme dans le cas d'ivresse, ou d'une complète impéritie, comme ce peut être le cas pour des apprentis qui n'ont pas encore une suffisante pratique pour bien faire le travail auquel on les a mis.

En dehors des circonstances qui viennent d'être précisées, la brûlure de la sole est un accident avec lequel les propriétaires de chevaux doivent compter, et dont ils doivent accepter les conséquences comme un de ces événements qui procèdent, dans une grande mesure, de la nature des choses de la maréchalerie.

Il faut considérer, en effet, que l'ouvrier maréchal qui maintient un fer chaud jusqu'au rouge appliqué sur le pied d'un cheval, n'a pas à sa disposition un appareil mesurateur qui lui dise la quantité de chaleur qu'il communique au sabot, quantité qui doit varier suivant l'épaisseur actuelle de la corne au moment où il fait l'application.

Pour juger les choses, le maréchal s'inspire de l'habitude qui lui donne un tact assez sûr, dans l'immense majorité des cas, pour qu'il ne dépasse pas la limite du temps où cette application peut être nuisible. Notons, en effet, que l'accident dont il s'agit ici constitue une très rare exception, quand on considère les milliers de pieds qui sont ferrés journellement dans une ville comme Paris, et l'infiniment petit nombre de sabots qui sont endommagés par la brûlure.

L'art du maréchal comporte donc une certaine somme de chances auxquelles l'habileté des ouvriers se montre le plus souvent supérieure, mais qui ne laissent pas que de produire, dans quelques cas exceptionnels, leurs conséquences malheureuses parce que, je le répète, dans cet art difficile, tout pro-

cède du tact de l'ouvrier qui peut être mis en défaut, comme le plus habile tireur peut manquer le but qu'il vise. Quand le maréchal, par exemple, plante un clou dans un sabot, il lui fait parcourir un trajet assez long au voisinage immédiat de la chair du pied, qui est douée d'une exquise sensibilité. La seule garantie que ce clou ne déviara pas de sa route est dans l'habileté de l'ouvrier qui, lui-même, n'a d'autre guide que ses sensations tactiles et auditives. Mais cette habileté n'est pas une garantie absolue, et il peut arriver, il arrive par exception, que le clou mal dirigé se plonge dans les chairs au lieu d'émerger qu dehors.

Dans ce cas encore, la responsabilité du chef d'atelier ne saurait être mise en cause, à moins de faute lourde, comme serait celle d'un ouvrier qui, après s'être aperçu qu'un clou ne sort pas, continue à le faire pénétrer à coups de marteau et, une fois implanté, le laisserait dans sa place sans s'inquiéter des suites de la fausse direction qu'il lui aurait donnée.

Ces quelques circonstances suffisent, je crois, pour faire comprendre les motifs sur lesquels on s'appuie pour ne pas faire peser sur l'ouvrier maréchal ou sur son répondant la responsabilité des accidents usuels de la ferrure. Il y a un dicton, usité dans les ateliers, qui est l'expression du sentiment commun et très juste des ouvriers à l'égard de leur responsabilité : « Il n'y a que ceux qui ne ferment pas, qui ne brûlent pas et qui ne piquent pas. » C'est qu'effectivement les chances sont nombreuses pour que l'un ou l'autre de ces accidents se produise contre la volonté de l'ouvrier et en dépit de son habitude.

.....

L'opération de la ferrure est une opération d'ordre chirurgical, puisqu'elle consiste dans une opération exercée par la main sur le corps d'un animal vivant, à l'aide d'instruments divers dont les uns séparent du sabot l'excédent de la corne, et les autres adaptent une partie artificielle, le fer, à une partie naturelle, le sabot, par l'intermédiaire de clous que l'opérateur doit diriger avec une grande habileté pour éviter qu'ils n'intéressent les parties vives.

Cette opération, comme toutes celles qu'on exécute sur le corps vivant, a donc ses chances mauvaises avec lesquelles doivent compter les propriétaires qui font ferrer leurs chevaux.

Il faut, en effet, considérer que l'épaisseur de la paroi du sabot dans laquelle le maréchal doit implanter les clous mesure moins d'un centimètre;

Que, dans la grande étendue du trajet qu'il parcourt, le clou longe les parties vives, lesquelles sont douées d'une extrême sensibilité;

Que, pour que le clou donne au fer la solidité d'attache que nécessitent les efforts de la locomotion et du tirage dont il est le point d'aboutissement, il faut qu'il monte haut dans la corne, et qu'il ait prise assez avant dans son épaisseur : deux conditions qui exposent à des blessures accidentelles avec les chances desquelles, je le répète, il est équitable de compter;

Que le clou doit avoir d'autant plus de force, ce qui implique l'épaisseur plus grande de sa lame, que la nature du service

de l'animal exige l'application de fers plus lourds, d'où les chances accrues des lésions des parties vives;

Que l'opération de la ferrure doit être pratiquée avec une grande prestesse pour que le cheval reste le moins possible à la forge, que quelle que soit l'habileté de l'ouvrier, il est possible qu'un clou dévie de la direction qu'on a l'intention de lui imprimer; qu'il suffit pour cela d'une infiniment petite erreur dans la position initiale;

Qu'il est possible aussi que la lame soit pailleuse à l'insu de celui qui l'emploie, et se divise dans la corne sous la forte impulsion que lui imprime le coup de brochoir (1);

Que l'animal, par la soudaineté d'un mouvement, peut être la cause de cette déviation;

Que la corne peut avoir une minceur anormale; que la dureté de sa couche externe, conséquence d'une extrême dessiccation, peut avoir pour résultat de faire monter le clou trop haut et dévier vers les parties vives;

Qu'enfin cet accident peut être causé par la présence, dans l'épaisseur de la corne, de tronçons de clous anciens, non visibles extérieurement et que, conséquemment, le maréchal n'a pu reconnaître et extirper.

Voilà un ensemble de circonstances qui rendent chanceuse, dans une certaine mesure, l'opération de la ferrure, beaucoup plus difficile et délicate que la banalité de son usage ne semble l'indiquer.

La thèse de la responsabilité du maréchal limitée à la faute lourde semble donc être la seule acceptable. Si, d'ailleurs, sa responsabilité devait être mise en cause dans tous les cas, les professionnels ne tarderaient pas à disparaître, car quel est celui d'entre eux qui, pour réaliser un modeste bénéfice de 4 ou 5 francs sur une ferrure, risquerait d'avoir à rembourser le prix d'un cheval de plusieurs milliers de francs — ou même d'un million s'il s'agit d'un cheval de courses — si un accident se produit?

Notons, en passant, qu'en cas d'expertise ordonnée par le Tribunal, il est logique et équitable que le maréchal incriminé soit présent à l'expertise. Et l'expert — qui est toujours un vétérinaire — n'a pas à faire d'enquête proprement dite, par exemple interroger des témoins en dehors de la présence des parties. Il peut seulement solliciter des renseignements susceptibles de l'éclairer pour établir son rapport.

§ 2. — Accidents au patron maréchal ou à son ouvrier.

Quelle est la situation d'un maréchal blessé par un cheval au ferrage? Peut-il se retourner contre le maître de l'animal et lui réclamer une indemnité? Le 17 décembre 1918, le Tribunal civil de Troyes a répondu négativement, « attendu que l'article 1385 du Code civil dispose que le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé; qu'il est de jurisprudence que l'artisan qui a reçu chez lui un animal pour

(1) Accident qu'en terme de métier on appelle « retraite ».

lui donner des soins que son état exige doit être assimilé à une personne qui en a momentanément l'usage et que le propriétaire, à moins d'avoir commis une faute particulière, n'est point responsable du dommage causé par l'animal tant qu'il ne lui est pas restitué; qu'il est constant que, dans l'espèce, M... avait, en qualité de maréchal, pris possession de l'animal pour le ferrer moyennant rétribution; qu'il se servait de la jument pendant qu'elle était à son usage, qu'il en avait la garde, qu'il lui incombait de prendre les précautions de sécurité que comporte l'usage et qui devaient lui être dictées par son expérience; que vainement M... prétend que l'animal serait resté sous la garde de son propriétaire, celui-ci ne l'ayant pas quitté, ayant assisté au ferrage et lui ayant même tenu le pied; que ces circonstances ne sauraient, en effet, être prises en considération, etc. »

On peut se demander si l'assimilation faite par le Tribunal de Troyes entre le maréchal qui ferre un animal et une personne qui en a momentanément l'usage est logique. Car l'usage est la jouissance de la chose pour laquelle elle est normalement destinée par sa nature. En jurisprudence, d'ailleurs, le chef de garde n'est pas suffisant pour établir la responsabilité (1).

En tous cas, le maréchal fera bien de s'assurer contre les accidents quoique, en réalité, la responsabilité du propriétaire devrait pouvoir être mise en jeu dans certaines circonstances particulières, notamment si, amenant pour la première fois dans une forge un animal méchant ou dangereux, il négligeait d'en informer l'artisan maréchal.

§ 3. — Accidents au propriétaire tenant les pieds ou à son préposé.

Il arrive fréquemment que, pour gagner du temps, pour se rendre utile, le propriétaire ou son domestique offre au maréchal de tenir le pied de l'animal ou de l'émoucher.

Quelle est la responsabilité du maréchal si l'animal blesse cet auxiliaire bénévole?

Le 7 janvier 1920, le Tribunal civil de Dreux a condamné un maréchal à payer 4.000 francs aux héritiers d'un domestique qui, tenant ainsi les pieds, fut tué par une ruade. Cependant le défendeur n'avait commis aucune faute; il nous semble que le Tribunal pouvait fort bien appliquer la théorie du cas fortuit et exoner le maréchal de toute indemnité.

Cette question est des plus importantes, car souvent, dans les campagnes où le maréchal est parfois seul à sa forge, sans ouvrier pour le seconder, ce sont les cultivateurs qui tiennent les pieds de leurs chevaux. Et pour cette aide, le maréchal consent généralement une réduction de 1 franc ou de 2 francs sur le prix de la ferrure.

Aussi, sûr la recommandation de leurs groupements professionnels, la plupart des maréchaux qui travaillent avec l'aide de leurs clients ont-ils cru bon d'apposer dans leur forge un

(1) Civ. c. 28 nov. 1904, D. P. 1905.1.253; Civ. c. 2 mai 1911, D. P. 1911.1.367; Paris 23 mars 1912, D. P. 1912.2.336.

placard indiquant que « *la maison ne répond pas des accidents qui peuvent survenir aux propriétaires tenant les pieds* ».

Mais est-il bien certain que la jurisprudence accepterait ce rejet de responsabilité? Là encore, l'artisan maréchal a tout intérêt à se garantir contre ce risque en contractant une assurance.

§ 4. — *Accidents pendant la conduite des chevaux.*

Lorsque le maréchal, ou son ouvrier, se rend chez un client pour amener un cheval à la forge ou, au contraire, le reconduire, une fois le ferrage terminé, le maréchal peut-il, en vertu de l'art. 1385, être rendu responsable des accidents survenus à l'animal ou causés par lui en cours de route?

Ici, évidemment, le maréchal a la garde entière et exclusive de l'animal. Cependant, pour la recherche de sa responsabilité, il faut distinguer comme le fait M. Garnier (1). « *Oui, s'il a commis une faute, une négligence, une imprudence, s'il a mené le cheval à une allure rapide, s'il s'est arrêté en route pour boire et si le cheval s'est échappé; non, s'il a conduit le cheval prudemment, soit qu'il le tienne à la main, soit qu'il fût monté dessus; non, si le cheval a eu peur, a fait un écart, désarçonné son cavalier. Non encore, si l'animal a été blessé par la voiture d'un tiers dont le cheval était emporté.* »

Un jugement a été rendu en ce sens le 18 juin 1884 par le Tribunal civil de la Seine, et confirmé le 25 janvier 1886, par arrêt de la Cour de Paris. Il s'agissait d'une blessure, nécessitant l'abattage, occasionné à l'animal par la voiture d'un tiers. Celui-ci fut rendu responsable.

Si, au contraire, l'accident était causé à un tiers par l'animal conduit par l'artisan maréchal, il est fort à craindre que les Tribunaux, assimilant encore le fait de conduire l'animal à celui d'en avoir l'usage, ne déclarent notre artisan responsable. Et, en cela, ils ne feraient que se conformer à un arrêt de la Cour de Cassation du 3 décembre 1872 (D. P. 1873, 1.337), cassant un jugement du Tribunal de Corbeil du 9 février 1870.

Cette conduite des animaux, faite du reste à titre gracieux dans la plupart des cas, est donc une source d'ennuis pour les maréchaux. Aussi, depuis plusieurs années, ont-ils tenté d'échapper à toute action en responsabilité, en faisant connaître, par voie d'affiche dans leur forge, par mention sur leurs factures, que « *la conduite des chevaux étant faite à titre gracieux, elle ne saurait engager la responsabilité du maréchal* ».

Mais cette précaution n'est sans doute pas d'une efficacité absolue. Aussi, tous les efforts des syndicats tendent-ils à la suppression pure et simple de la conduite des chevaux par le maréchal ou son ouvrier. En fait, dans beaucoup d'endroits, cette suppression est réalisée ou en voie de l'être.

(1) Presse vétérinaire 1889, p. 408.

§ 5. — *Le privilège du maréchal dans les faillites.*

Deux points différents sont à examiner :

1° Un maréchal qui a ferré les chevaux d'un failli peut-il, en vertu de l'article 2102 du Code civil; § 3, être reconnu comme créancier privilégié?

2° Ce même maréchal, qui a aussi soigné ces chevaux, peut-il considérer que ses honoraires sont privilégiés?

Le second point est certainement celui qui, en général, a reçu la solution la plus claire; il nous suffit de nous reporter à ce que les tribunaux ont décidé pour les vétérinaires diplômés et nous pourrions alors opérer une assimilation légitime, puisqu'il s'agit de soins donnés dans les mêmes conditions. Si le vétérinaire est reconnu comme créancier privilégié, il n'est pas douteux que le maréchal mérite la même faveur.

Les juristes, nous dit Gallier, *« s'appuient à juste titre sur le principe que le créancier qui a conservé la chose a fait l'affaire des autres créanciers; que les frais que le vétérinaire a faits, c'est-à-dire les honoraires qui lui sont dûs et les médicaments qu'il a vendus, ont eu pour but et pour résultat de conserver la valeur qui faisait le gage commun, sans qu'il soit besoin, d'ailleurs, de considérer si la maladie était bénigne ou grave et que, par conséquent, il doit être, sur l'objet conservé, préféré aux autres créanciers. »*

Mais ce privilège ne peut s'exercer que quand les soins donnés ont été « conservatoires », c'est-à-dire quand les animaux, objets de ces soins, existent encore au moment de la faillite ou de la déconfiture. »

De nombreux tribunaux ont accepté cette manière de voir très logique, ainsi que le témoignent les jugements suivants : Trib. de Commerce de Reims, 20 mai 1879; Trib. de Commerce de Guéret, 6 juillet 1883; Civ. c., 10 mai 1887 (D. P. 1887, 1.397); Trib. de Commerce de Rambouillet, 1888; Trib. de Commerce d'Arras, 8 juillet 1890; Trib. de Commerce d'Issoire, 10 février 1891; Cour de Poitiers, 8 février 1892 (D. P. 1892, 2.219); Civ. c., 14 février 1900 (D. P. 1900, 1.175).

Les cas dans lesquels les tribunaux ont jugé différemment furent très rares.

Dans ces conditions, nous pouvons estimer que le maréchal-ferrant ou le maréchal-expert, lorsqu'il soigne des animaux, doit être — pour ses soins et pour les médicaments fournis — considéré comme un créancier privilégié.

Mais lorsqu'il s'agit de ferrure, et nous revenons ici à la première question, en va-t-il de même? Le ferrage des animaux étant considéré comme d'ordre chirurgical, nous devrions pouvoir répondre affirmativement, et la Cour d'appel de Paris, 3^e Chambre, a pensé ainsi lors d'un jugement rendu le 6 avril 1900 (D. P. 1901, 2.95). Il s'agissait d'un vétérinaire tenant maréchalerie qui réclamait au Syndic d'une faillite la somme de 3.555 fr. 45, savoir : 107 fr. 75 pour soins vétérinaires et 3.447 fr. 70 pour travaux de maréchalerie. Le Tribunal avait rejeté globalement la demande de privilège et avait seulement inscrit le demandeur pour la somme de 3.555 fr. 45 à titre chirographaire.

Sur l'appel interjeté par le demandeur, le Syndic se déclara prêt à l'admettre au passif de la faillite par privilège, mais seulement pour la somme de 107 fr. 75, représentant les soins vétérinaires.

Or, la Cour considéra que « si les chevaux employés à l'exercice de sa profession n'avaient pas été ferrés, ils n'auraient pu être utilisés pour leur travail et auraient été impropres à l'usage auxquels ils étaient destinés; que le ferrage pour des chevaux de travail est aussi nécessaire que leur nourriture; que le maréchal-ferrant est donc en droit de revendiquer le privilège pour les fournitures de ferrage, etc. ».

Et elle décida qu'il y avait lieu d'admettre le vétérinaire maréchal-ferrant au passif de la faillite par privilège, pour la somme totale précitée de 3.555 fr. 45.

Mais, depuis cette époque, il semble que la jurisprudence s'oriente vers la solution opposée, qui est des plus préjudiciables aux intérêts des artisans maréchaux.

§ 6. — Les abonnements de ferrure.

Très souvent, le maréchal ferre les chevaux selon le système commercial dit « à l'abonnement ». Le client verse une somme fixe par mois et le maréchal s'engage à entretenir constamment en bon état la ferrure des animaux, à ferrer ceux-ci autant de fois qu'il le faudra, par conséquent. Ce procédé est assez répandu en France, surtout dans les grandes villes. Il est commode à la fois pour le client qui n'a pas à tenir le compte de ferrure de chacun de ses chevaux et pour le maréchal qui sait à l'avance, avec une approximation satisfaisante, combien il aura de fers à poser dans une période donnée.

Le client est assuré que son maréchal ne sera pas tenté de poser des fers trop minces qui s'useront vite et nécessiteront une réfection prématurée de la ferrure. Le maréchal, lui, a tout intérêt à employer de bons fers, résistants, qui dureront longtemps, donneront satisfaction au client en lui épargnant l'ennui d'amener l'animal à la forge au bout de quelques jours. Il peut, à l'avance, prévoir son stock de matières d'œuvre sans craindre de commander trop ou pas assez.

Dans son dernier tarif de ferrure (5 septembre 1925), le Syndicat des Patrons maréchaux de Paris a fixé le prix de l'abonnement à 45 francs par mois et par cheval, alors que le prix d'une ferrure complète est de 34 francs. Cela prouve qu'on admet que la durée normale d'une ferrure est d'un peu moins d'un mois.

L'usage professionnel veut que le client dont les chevaux sont à l'abonnement et qui désire remercier son maréchal, le prévienne un mois à l'avance, et réciproquement. Depuis de longues années, les Tribunaux de Commerce et les Cours d'Appel ont admis ce préavis tout à fait légitime, comparable à celui qu'on exige en cas de rupture du contrat de travail. Comme le disait excellemment dans une consultation le Président de la Fédération des Patrons maréchaux :

Cette obligation réciproque de prévenir un mois d'avance est justifiée par le fait que le maréchal a dû, en vue de la fer-

rure des chevaux de son client, se procurer ou commander d'avance certaines marchandises, telles que clous, fers, caoutchoucs, etc., qu'il a dû forger et ajuster d'avance des fers spéciaux pour des chevaux désignés et dont il n'aura que tout à fait occasionnellement l'emploi ailleurs, qu'il est tenu lui-même d'avertir d'avance les ouvriers qui lui deviennent inutiles lorsque le travail diminue, ou de leur allouer une indemnité de brusque renvoi proportionnée au temps passé dans la maison et aux services rendus.

Cette obligation du préavis se justifie encore par la considération que les chevaux ferrés vers la fin du mois peuvent encore marcher quelquefois tout le mois suivant avec la même ferrure et que ce serait le nouveau fournisseur qui encaisserait le prix de l'abonnement des chevaux (sans avoir à les ferrer), au détriment du maréchal précédent qui aurait fait le travail et fourni les marchandises.

Je ne puis mieux illustrer les arguments qui précèdent qu'en vous citant tous les inconvénients qu'aurait pour ma propre maréchalerie la suppression du préavis : ma clientèle est formée surtout de deux gros clients de 100 chevaux. Quelle serait ma situation si un soir ces deux clients venaient me dire : « Demain vous ne travaillerez plus pour nous. » Que ferais-je alors de mon personnel, de mes marchandises, de mon bail... et de ma feuille de contributions?

En 1920, cependant, par deux fois, le Tribunal de Commerce de la Seine, sous l'influence d'un président qui se déclarait nettement opposé aux usages, trancha dans un sens opposé à la coutume professionnelle.

Il ne nous apparaît pas que le Tribunal ait été bien inspiré en modifiant sa jurisprudence à cet égard, et il est à souhaiter qu'il revienne aussitôt que possible à sa tradition, non seulement dans l'intérêt de la maréchalerie, mais surtout par raison d'équité.

CHAPITRE III

Les soins aux animaux; Réglementation de la Médecine et de la Pharmacie vétérinaires.

§ 1^{er}. — Soins aux animaux et réglementation de la médecine animale.

Nous avons constaté que le maréchal-ferrant était tout désigné pour traiter les maladies et les accidents du pied. C'est ainsi que, s'il s'agit d'une affection du sabot, d'une défectuosité d'aplomb, d'une mauvaise conformation du membre et de l'extrémité digitée, le maréchal, faisant autant œuvre d'orthopédie que de maréchalerie propre, peut généralement remédier au mal par l'application d'une ferrure adéquate.

Par conséquent, sans sortir de sa sphère professionnelle propre, il portera remède au cheval sous-lui, campé, serré, trop ouvert, panard, cagneux, brassicourt, arqué, à genoux de bœuf, de veaux, à genoux cambrés, à jarrets coudés, droits, clos, trop ouverts, au cheval droit jointé, bas-jointé, court jointé, long jointé, usé, etc...

De même en ce qui concerne les irrégularités d'allures notre technicien devra prévoir un système de ferrure approprié au cheval qui se croise, qui se berce, qui butte, qui harpe, qui fauché, qui se coupe.

Certaines attitudes vicieuses d'écurie produisant des accidents multiples, il lui appartiendra de les prévenir par la pose de ferrures spéciales ou de dispositifs de protection.

Il aura enfin à remédier à toutes les défectuosités du sabot provenant des malfaçons imputables au maréchal lui-même : pieds trop parés, parés de travers, à pince trop longue, trop courte, à talons trop hauts, trop bas, trop râpés, pieds brûlés ou chauffés au moment où on a « porté le fer », piqués, encloués, blessés de diverses façons au cours du ferrage.

Plusieurs graves maladies du pied retiendront son attention : la fourbure, l'encastelure, la bleime, la seime, le kéraphyllocèle. Pour le traitement de la seime, par exemple, il devra en effectuer le « barrage » qui est déjà une véritable opération chirurgicale. Il y aura de même une technique thérapeutique pour le kéraphyllocèle (déformation de la corne due à une tumeur) pour le crapaud, pour le pied à fourmilière, pour l'écrasement, le décollement du sabot, le javart (carie de la corne ou des tissus cartilagineux). Et dans tous ces cas notre

technicien interviendra non seulement mécaniquement mais encore en prescrivant ou en appliquant un traitement spécifique plus ou moins compliqué.

Or, nous avons signalé que, bien souvent, il est appelé par le propriétaire d'un animal afin d'aider le vétérinaire, parfois de le remplacer, même lorsqu'il ne s'agit pas absolument d'un accident, d'une maladie de la jambe ou du sabot. Couramment on lui demandera de pratiquer une saignée, de débrider un abcès, de traiter une angine, une bronchite, un capelet, une indigestion, une congestion intestinale (tranchées) un coup de chaleur, un effort, une paraplégie, une pleurésie, les vessigons. La plupart du temps le maréchal est à la hauteur de sa tâche et il obtient de belles guérisons.

Ici encore il est demeuré dans son rôle traditionnel puisqu'autrefois — bien avant que Bourgelat n'eût, au XVIII^e siècle, créé les écoles vétérinaires — le maréchal, concurremment avec les hippiâtres, donnait des soins aux animaux.

D'ailleurs, sauf restrictions, la médecine des animaux ne s'exerce-t-elle pas sans entraves? N'est-elle pas différente de la médecine humaine qui, elle, n'est pas libre et ne peut pas l'être? La première n'est-elle pas seulement vénale, alors que la seconde est morale? Si, propriétaire d'un animal, j'ai le droit d'en disposer, notamment de le faire abattre si cela me convient, n'ai-je pas, *a fortiori*, le droit de le soigner moi-même ou de le faire traiter par qui bon me semble, par mon maréchal en particulier si j'ai confiance en lui. Ce praticien ne commettra certainement aucun délit en exécutant toute opération qu'il jugera nécessaire pas-plus qu'en administrant ou en prescrivant une médication. Et s'il se fait rétribuer pour son intervention, qu'y a-t-il là de répréhensible?

En effet, l'article 12 de la loi de juillet 1881 dispose que « *l'exercice de la médecine vétérinaire dans les maladies contagieuses des animaux est interdit à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de vétérinaire* ». Cela indique bien, que la médecine vétérinaire est libre toutes les fois qu'il ne s'agit pas de maladies contagieuses.

L'article 30 (pénalités) prévoit que « *toute infraction aux dispositions des articles 3, 5, 6, 9, 10, 11, § 2 et 12 de la présente loi sera punie d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 16 à 400 francs* ».

Maintes fois la jurisprudence a fait une application très exacte de ces dispositions légales.

Ainsi, dans ses attendus, un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation du 10 novembre 1893 (D. P. 1897, 1.202) statuant sur un arrêt de la Cour de Caen, rappelle « *que la médecine vétérinaire peut être exercée sans diplôme dans toutes les autres circonstances* » (autres que les maladies contagieuses).

Les décisions suivantes, en outre, déclarent toutes aussi que la profession qui consiste à soigner les animaux est libre et peut être exercée sans titre et sans diplôme : Caen, 28 août 1865 (S. 1866, 2.286), Cassation, 17 juillet 1867 (S. 1867, 1.436); Pau, 22 novembre 1880; Angers, 19 février 1881 (D. P. 1882, 2.110); Auch, 31 mai 1882.

Le 4 novembre 1911, le Tribunal Correctionnel de Bourges

a même été plus loin en décidant que le praticien non diplômé ne peut être puni s'il a traité une des maladies contagieuses dont il ne doit pas s'occuper que s'il a effectivement reconnu cette maladie et s'il a bien eu l'intention de la traiter.

La liste des maladies contagieuses que les vétérinaires diplômés seuls peuvent soigner est fournie par la loi du 21 juin 1898, article 29.

Elle comprend : la rage dans toutes les espèces, la peste bovine dans toutes les espèces de ruminants, la péripneumonie contagieuse, le charbon emphysémateux ou symptomatique, la tuberculose chez les bovins, (1), la clavelée, la gale (2) chez les ovins et les caprins, la fièvre aphteuse dans les espèces bovine, ovine, chevaline, asine et leurs croisements, la fièvre charbonneuse (3) dans les espèces chevaline, bovine, ovine et caprine, le rouget, la pneumo-entérite infectieuse des pores.

La loi, l'équité et la jurisprudence paraissent donc tout à fait d'accord pour choisir entre les trois régimes possibles de la médecine animale (monopole par les vétérinaires, liberté réglementée et liberté absolue) celui qui — nous le démontrerons — répond le mieux au bien du cheptel français et aux intérêts des agriculteurs et des propriétaires d'animaux, c'est-à-dire le régime intermédiaire : « *In medio stat virtus.* »

Mais, de toute évidence, la liberté dans l'art de soigner les animaux ne confère nullement à celui qui s'y adonne le droit d'employer le mot *vétérinaire* pris substantivement, cette appellation de vétérinaire étant strictement limitée aux personnes pourvues du diplôme (4) délivré, après études professionnelles et examen, par une des Ecoles Nationales d'Alfort, de Lyon et de Toulouse.

A vrai dire cette évidence n'est pas ancienne puisqu'un arrêt de la Cour de Cassation du 13 mai 1849 disposait que « les lois et règlements sur l'art vétérinaire n'en défendent pas l'exercice à ceux-mêmes qui ne sont pas pourvus du brevet dans des écoles spéciales; qu'ils peuvent dès lors se dire vétérinaires et l'annoncer publiquement, pourvu qu'ils se bornent à cette simple qualification, qu'ils ne se prévalent pas de la qualité de vétérinaires brevetés qui ne peut leur appartenir et qu'ils ne peuvent prendre sans se rendre coupables de contravention à ces règlements et d'usurpation de qualité ».

Quoi qu'il en soit, cette trop large tolérance n'est plus admise. Quant à l'emploi du vocable « *vétérinaire* », pris adjectivement, la jurisprudence est peu ferme. Faut-il punir le praticien non diplômé, dont l'enseigne et les documents

(1) Il semble qu'il y ait là une lacune, puisque la loi du 23 février 1905 parle de tuberculose en général et non pas seulement de la tuberculose des bovins.

(2) La gale des espèces chevaline et asine a été ajoutée à l'énumération des maladies contagieuses par le décret du 22 juin 1917.

(3) Ou sang de rate.

(4) Diplôme institué par l'art. 19 de l'ordonnance du 1^{er} septembre 1825. Cette ordonnance réduisait à un seul titre, celui de « vétérinaire », les deux catégories établies par le décret du 15 janvier 1813 : médecin-vétérinaire et maréchal-vétérinaire.

commerciaux porteront « médecine vétérinaire », « soins vétérinaires », « praticien en médecine vétérinaire »¹. Cela est discutable, il faudrait pouvoir pénétrer l'intention de ce praticien.

Plusieurs jugements contradictoires, quoique anciens, sont à retenir à ce sujet.

L'un, du Tribunal civil de la Seine, du 19 mai 1841, condamnait un individu qui avait inscrit sur l'enseigne de sa maison, dans laquelle il prenait les chevaux en pension : « *Infirmier vétérinaire. Chappart, ancien élève de l'Ecole d'Alfort* ». Si la première partie de la mention était acceptable, il est évident que la seconde était destinée à égarer le public, ce Chappart n'ayant jamais fréquenté d'école vétérinaire.

Un autre jugement a été rendu, le 7 mars 1856, par le Tribunal civil de Châteaudun. Il condamnait — et c'est là une rigueur excessive, à notre avis — un praticien qui avait employé l'expression : « *Thérapeutique vétérinaire* ».

Par contre, dans de nombreux cas, les Tribunaux n'ont pas hésité à déclarer que se servir du mot vétérinaire, en tant qu'adjectif, ne constituait pas une usurpation de titre.

Ainsi, le Tribunal civil de Narbonne a statué en ce sens par un jugement du 12 novembre 1885, spécifiant que « *en fait, le mot vétérinaire accolé au mot maréchalerie n'était pas un substantif servant à désigner les personnes ayant suivi les cours et subi des examens, mais un adjectif déterminatif ne pouvant être séparé du mot qui le précédait* ». Ce jugement a, d'ailleurs, été confirmé le 22 décembre 1886 par un arrêt de la Cour de Montpellier (1).

Le 10 mars dernier, sur appel d'un jugement du Tribunal civil de Dinan, la Cour d'Appel de Rennes a, en cette matière, rendu un arrêt intéressant.

Le Tribunal de Dinan avait, à la requête du Syndicat des Vétérinaires des Côtes-du-Nord, condamné un maréchal-expert pour usurpation du titre de vétérinaire. En effet, le mot vétérinaire était mis à la suite du nom de maréchal-expert sur l'annuaire des téléphones. Or, en appel, le maréchal-expert put faire la preuve qu'il n'avait nullement requis l'adjonction de ce qualificatif auprès de l'Administration des Postes.

Le Syndicat des Vétérinaires prétendit alors que le maréchal-expert devait au moins être condamné à des dommages-intérêts, en vertu de l'art. 1383, pour avoir négligé de vérifier son inscription. La Cour de Rennes ne reconnut pas cette négligence, infirma le jugement du Tribunal de Dinan, débouta le Syndicat vétérinaire et le condamna aux frais et dépens.

Mais il apparaît que désormais de semblables discussions deviendront moins fréquentes puisque, en vertu de la loi du 31 juillet 1923, complétée par les décrets des 31 mars et 21 juillet 1924, les vétérinaires peuvent obtenir le titre de Docteur si, après avoir subi leurs examens habituels, ils soutiennent une thèse devant l'une des Facultés de Médecine de Paris, Lyon ou Toulouse.

(1) Recueil de médecine vétérinaire 15 février 1887, p. 92.

Or, dans son article 3, cette loi « *punit des peines portées à l'article 259 du Code pénal ceux qui auront usurpé le titre de docteur-vétérinaire et de vétérinaire.* »

Pour éviter toute équivoque, les praticiens non diplômés auront intérêt à libeller leurs enseignes, en-tête de lettres et de factures en choisissant une des expressions suivantes : « *Soins aux animaux* », « *Consultations pour animaux* », « *Praticien en médecine animale* », etc.

Au sujet du qualificatif de vétérinaire, une récente réponse à une question écrite posée au Ministre de l'Agriculture corrobore ce qui précède, bien qu'elle se rapporte à la fabrication des produits servant à traiter les animaux et non pas à l'art de les soigner.

Il s'agissait de savoir si une Société commerciale fabriquant des produits vétérinaires aurait le droit, après comme avant la loi du 3 août 1923, de s'intituler « Société des Laboratoires vétérinaires » et pourrait inscrire sur ses papiers de commerce, prospectus, etc., la mention « produits vétérinaires » aussi bien que celle de « laboratoire vétérinaire », cette Société se bornant à fabriquer et à vendre ses produits sans exercer la médecine vétérinaire.

Le Ministre répondit que la loi du 3 août 1923 réserve désormais le titre de vétérinaire aux vétérinaires diplômés des écoles nationales vétérinaires; elle ne vise pas la vente des produits vétérinaires, laquelle reste soumise à la législation et à la réglementation antérieures.

Il en résulte qu'une Société commerciale, fabriquant ou vendant des produits vétérinaires, peut continuer à le faire, à la condition que rien, dans sa raison sociale ou dans les mentions qu'elle porte sur ses papiers de commerce, ne puisse faire supposer qu'elle est dirigée par des vétérinaires diplômés. Pour éviter toute équivoque, la Société dont il s'agit devrait donc s'intituler : « Société des laboratoires de produits vétérinaires ». (*Officiel* du 12 janvier 1924.)

Celui donc qui serait aujourd'hui convaincu d'avoir usurpé le titre de vétérinaire pourrait être, en vertu de l'article 1382 du Code civil et de l'article 3 de la loi précitée du 31 juillet 1923, condamné à des dommages-intérêts pour avoir nui aux praticiens diplômés, à la suppression des enseignes, à l'interdiction d'emploi des documents portant la mention « *vétérinaire* », enfin à une amende de 500 à 10.000 francs sans compter les frais d'insertion intégrale ou par extraits du jugement dans les journaux indiqués par le tribunal.

Mais si la médecine animale est libre, celui qui l'exerce — vétérinaire ou maréchal — est responsable de ses fautes lourdes en vertu des articles 1382 et 1383. Nous avons déjà mentionné cette responsabilité en étudiant celle du maréchal en ce qui concerne les accidents dont les animaux au ferrage peuvent être victimes.

Les maréchaux qui donnent des soins au cheptel — ils constituent environ la moitié du nombre total — doivent normalement prendre le titre de maréchal-expert. Cela entraîne une différence de classe pour la patente. Nous reviendrons sur ce fait dans notre troisième partie.

Nous devons ajouter qu'un peu partout en France, mais

surtout dans les provinces d'élevage de l'Ouest, il existe de nombreux praticiens (1) en médecine des animaux, patentés mais non diplômés qui, sous la dénomination de hongreurs ou de maréchaux-experts, et bien que ne pratiquant nullement le ferrage, rendent au cheptel des services dévoués et économiques. Jouissant de la confiance des fermiers et des propriétaires, ce sont eux qui, avec les maréchaux-ferrants, se partagent la plus grosse partie des soins au bétail. On constate, tout à leur honneur, que la mortalité des animaux dans les départements où les maréchaux-experts exercent concurremment avec les vétérinaires n'est pas supérieure à celle des autres départements. Et cependant les hongreurs pratiquent 80 % des castrations d'animaux!

Ces techniciens se forment par un sérieux apprentissage pratique, par l'étude des ouvrages de science vétérinaire, d'hygiène animale, de pharmacologie et même de maréchalerie. Certaines compagnies d'assurances contre la mortalité des bestiaux autorisent, depuis plusieurs années, les maréchaux-experts à donner les soins utiles aux animaux assurés et, en cas de sinistre, à constater le décès et évaluer le prix, tout comme le ferait un vétérinaire.

Telle est la situation de fait et de droit en ce qui concerne le rôle des maréchaux en médecine animale.

Mais depuis de longues années, soit isolément, soit par l'organe de leurs syndicats locaux, soit surtout par le truchement de leur Syndicat National de France et des Colonies, les Vétérinaires diplômés ne cessent de réclamer en leur faveur le monopole de la médecine vétérinaire.

Dans leurs cérémonies, banquets, congrès annuels, en général dans toutes leurs manifestations corporatives et démarches auprès des Pouvoirs Publics, ils proclament que les dispositions législatives actuelles laissent trop de liberté aux non-diplômés et que cette liberté — quoique réduite par les mesures concernant les maladies contagieuses — sont certainement préjudiciables au cheptel.

Leur argument essentiel est celui-ci : les maréchaux-ferrants, maréchaux-experts et hongreurs, les « empiriques », comme ils les appellent, ne possèdent point les connaissances scientifiques suffisantes pour se livrer à l'art de guérir.

Quelques citations mettront en lumière leurs griefs contre les « empiriques ».

« Il est nécessaire que le cultivateur, dont la basse-cour ou l'étable sont en détresse, recoure au vétérinaire, seul compétent pour guérir les bêtes, et non pas aux charlatans ignorants qui exploitent sa confiance et sa crédulité (2). »

« Cordonnier, pas plus haut que la chaussure » (3) s'écrie un autre vétérinaire en s'adressant à un maréchal qui avait écrit sur l'utilité, qu'il estimait contestable, des vétérinaires comparée à celle des maréchaux.

(1) Il y a environ en France 4.000 de ces praticiens.

(2) Recueil de Médecine vétérinaire 15 juillet 1923.

(3) La Semaine Vétérinaire, 16 août 1923.

« Les membres du Syndicat vétérinaire ne doivent avoir aucun rapport professionnel avec les hongreurs et les empiriques; ils doivent se refuser à toutes consultations avec eux. Les maréchaux étant généralement des collaborateurs pour les vétérinaires, ceux-ci devront entretenir avec eux les meilleurs rapports possibles tant qu'ils ne sortiront pas de leur rôle; dans le cas contraire, c'est-à-dire si le maréchal se livre habituellement à l'exercice de la médecine vétérinaire, il doit être traité comme un empirique (1). »

« Il faut que l'empirisme cesse d'exercer ses ravages tout au moins en ce qui concerne l'emploi des sérums, vaccins, de la tuberculine et des toxiques.

Qu'on le veuille ou non, voilà la pierre fondamentale de nos revendications, voilà la question qui prime actuellement toutes les autres.

Il faut concentrer tous les efforts de la profession vers ce but : obtenir un texte s'appuyant sur l'intérêt public et les vœux de sociétés savantes réglementant la vente des toxiques, des sérums, des vaccins et de la tuberculine. Le jour où les empiriques ne pourront plus acheter, détenir, ni employer le sérum antitétanique, les vaccins anticharbonneux et la tuberculine (pour ne parler que de ces trois groupes de produits biologiques dont l'emploi est si généralisé et dangereux quant à l'intérêt général), ce jour-là, bien des vétérinaires s'apercevront de l'immense résultat favorable qui en découlerait aussitôt (2). »

« Nulle loi ne protège notre profession contre les empiriques, les hongreurs, les charlatans qui se disent plus ou moins experts et que la crédulité paysanne accueille trop facilement; la loi réglementant l'exercice de la médecine vétérinaire est le complément nécessaire de la loi qui a créé le doctorat vétérinaire et protégé notre titre professionnel. Cette action néfaste de l'empirisme coûte cher au pays, frappe le cheptel d'un lourd impôt. Et si nous en souhaitons la disparition, c'est surtout dans l'intérêt général de l'agriculture (3). »

Inutile de multiplier ces citations qui suffisent à expliquer les efforts des vétérinaires pour détruire l'« empirisme » et atteindre aussi les maréchaux-ferrants en provoquant le vote d'une loi restrictive des libertés actuelles.

Sans nier les mérites, les connaissances scientifiques des vétérinaires, sans contester les grands services qu'ils rendent, eux aussi, au cheptel, il apparaît comme indéniable que la campagne qu'ils mènent est surtout inspirée par le seul désir d'améliorer leur situation professionnelle et d'obtenir un monopole dont ils retireront grand profit.

Quand ils reprochent aux maréchaux leur inexpérience des choses de la médecine animale, ils oublient qu'au cours de leur

(1) Art. 15 du règlement de Déontologie de M. Breton, Président du Syndicat National des Vétérinaires.

(2) Semaine Vétérinaire 2 octobre 1924, sous la signature de M. Raymond Amiot.

(3) Discours prononcé par le Président du Syndicat des Vétérinaires au Congrès de cette association en 1925.

apprentissage et sur le « *Tour de France* » ces techniciens ont acquis des connaissances dans cette branche du savoir. Ils oublient qu'à l'armée, le maréchal — gradé ou non — est le meilleur auxiliaire du vétérinaire, qu'il assiste aux visites, aux opérations, aux pansements, aux autopsies et que, souvent, il les pratique lui-même par ordre tout comme à l'infirmier vétérinaire il administre les remèdes prescrits et surveille la marche des maladies. Ils oublient encore qu'aux cours théoriques faits par les vétérinaires militaires, le maréchal complète son instruction technique d'une façon très heureuse.

Quant aux accusations que « les empiriques » emploient des procédés charlatanesques, rappelant la sorcellerie, pour tromper la clientèle, le bon sens des populations rurales en a depuis longtemps déjà fait justice et si ces populations s'adressent de préférence aux maréchaux et aux hongreurs c'est qu'elles constatent qu'à travail égal leurs prix sont toujours moins élevés que ceux des diplômés.

Par contre, le reproche ne peut-il pas se retourner quelquefois contre les vétérinaires eux-mêmes. Il nous est permis de le penser après la lecture des conseils suivants donnés par M. Friez, médecin-vétérinaire, dans son « *Guide pratique d'obstétrique vétérinaire avec méthodes nouvelles* », paru en 1924.

Vous avez été appelé d'urgence pour faire un accouchement; à l'exploration, vous vous rendez compte que l'obstacle à l'accouchement est insignifiant et que vous en aurez vite raison : ne dites jamais à votre client que ce n'est pas grave. Votre intérêt, tant au point de vue de votre réputation de bon accoucheur qu'à celui des honoraires à demander, vous ordonne de faire croire à des difficultés insurmontables. Votre diagnostic ne doit pas être précisé, il doit laisser croire à des complications bizarres. Il vaut mieux sortir 5, 6 fois son bras en paraissant ne pouvoir placer la cordelette, que de faire l'accouchement en quelques minutes. Naturellement le propriétaire sera enchanté, mais en lui-même il se demandera s'il n'aurait pas pu faire aussi bien que le vétérinaire, qui lui revient toujours trop cher. C'est triste à dire, mais avant tout il faut vivre, et il est bon d'user de procédés très en honneur parmi les empiriques, lesquels font toujours croire aux propriétaires des histoires invraisemblables. Il est recommandé de masquer les procédés que l'on emploie.

Quoi qu'il en soit, la lutte entre certains vétérinaires — car il faudrait se garder d'une généralisation absolue — et les maréchaux, est d'autant plus âpre que dans beaucoup de villes où les maréchaux soignent les animaux; les vétérinaires, eux, exploitent des maréchalleries. Il y a là un enchevêtrement préjudiciable à la bonne harmonie entre membres des deux professions et l'antagonisme qu'il produit a eu de sérieux épisodes.

Le 10 juillet 1886, un premier projet fut déposé pour restreindre les droits des non diplômés et, par la suite, il y eut les projets Faye, Dugné de la Fauconnerie, Lorgeril. Mais la plus chaude alerte fut le vote par le Sénat, le 5 novembre 1901, d'une proposition de loi déposée par M. le Sénateur-Vétérinaire Darbot.

En voici le texte :

TITRE PREMIER

Exercice de la médecine vétérinaire.

ARTICLE PREMIER. — L'exercice de la médecine des animaux est interdit à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de vétérinaire, délivré par les Ecoles nationales vétérinaires de France.

Exerce illégalement la médecine vétérinaire, toute personne qui, non munie de ce diplôme, prend part habituellement, ou par une direction suivie, au traitement des maladies ou des affections chirurgicales, sauf les cas d'urgence avérée.

ART. 2. — Tous ceux qui, sans être pourvus du diplôme de vétérinaire, traitent les animaux et sont inscrits, pour cette profession, au rôle des patentes depuis trois ans au moins au moment de la promulgation de la loi, seront autorisés à continuer l'exercice de leur profession.

ART. 3. — L'interdiction stipulée dans le premier alinéa de l'article premier de la présente loi ne s'applique pas à l'exercice de la médecine vétérinaire sur les points éloignés de plus de douze kilomètres de la résidence du vétérinaire le plus voisin.

Les soins à donner aux pieds des chevaux en vue de la ferrure, et pour prévenir les affections dont elle est la cause, de même que les opérations de castration d'animaux, ne sont pas considérés comme appartenant exclusivement au domaine de la médecine vétérinaire.

ART. 4. — Les vétérinaires porteurs d'un diplôme délivré régulièrement par une école étrangère pourront exercer leur profession en France, après avoir obtenu le diplôme de vétérinaire délivré par les écoles nationales vétérinaires françaises. Des dispenses de scolarité et d'examens pourront leur être accordées.

Ces vétérinaires sont également soumis à toutes les dispositions des lois et règlements sur l'exercice de la médecine vétérinaire et de la police sanitaire des animaux.

ART. 5. — La liste des vétérinaires exerçant dans chaque département sera dressée chaque année et soumise à l'approbation du Ministre de l'Agriculture.

Cette liste sera ensuite publiée et affichée en permanence à la mairie de chaque commune.

Pour être inscrits sur ladite liste, les vétérinaires devront présenter leur diplôme à la Préfecture ou à la Sous-Préfecture de leur résidence.

ART. 6. — Les vétérinaires de nationalité française, inscrits sur la liste prévue à l'article précédent, seront seuls requis par les autorités judiciaire et administrative pour tous les actes de leur compétence.

ART. 7. — Les vétérinaires ne peuvent tenir officine ouverte; ils sont autorisés seulement à préparer et à délivrer les médicaments destinés aux animaux confiés à leurs soins, tout en se conformant aux lois et règlement relatifs aux substances vénéneuses.

TITRE II

Pénalités.

ART. 8. — Quiconque aura : 1^o pris le titre de vétérinaire sans en avoir le diplôme ou aura tenté de faire croire, par un moyen quelconque, qu'il possède ce titre; 2^o exercé la médecine vétérinaire sans appartenir à une des catégories de personnes visées aux articles 1 et 2 de la présente loi, sera puni d'une amende de 16 à 200 francs.

S'il y a récidive, l'amende sera double, sans pouvoir être, en aucun cas, inférieure à 100 francs; les délinquants seront, en outre, condamnés à un emprisonnement qui n'excèdera pas quinze jours et le tribunal devra ordonner l'affichage et la publication du jugement.

ART. 9. — Les contraventions à l'article 7 seront punies d'une amende de 16 à 200 francs.

ART. 10. — L'article 463 du Code pénal est applicable dans tous les cas prévus par les articles précédents.

ART. 11. — Sont et demeurent abrogés toutes les lois, décrets et ordonnances antérieurs, en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi.

Les Syndicats de Maréchaux de la Seine, patronal et ouvrier, entrèrent immédiatement en action : de nombreuses conférences furent organisées à Paris et en province. On y exposa combien la proposition Darbot serait néfaste à l'agriculture, à l'armée, à la maréchalerie et au pays tout entier si elle venait, par un vote favorable de la Chambre, à se transformer en loi.

En effet, bien que les situations acquises fussent respectées (article 2 de la proposition) — c'était l'interdiction de soigner les animaux dans un rayon de 12 kilomètres de la résidence du vétérinaire le plus voisin, c'était l'aube des mesures restrictives, c'était la mise en tutelle de la maréchalerie par la vétérinaire. Pour le praticien non diplômé, c'était la perte d'une partie du gagne-pain, l'impossibilité pour lui de faire une injection, une saignée en cas de besoin, car, en définitive, serait-il toujours possible de déterminer s'il s'agit « *d'urgence avérée* » (article 1^{er} de la proposition).

L'agriculture et la maréchalerie eurent la bonne fortune de trouver au Parlement de chauds défenseurs, soucieux des intérêts véritables du pays. Ils intervinrent à la tribune, auprès des Pouvoirs publics, pour écarter la menace qui pesait sur le cheptel.

Parmi eux, nous devons citer MM. François Fournier (1),

(1) Député du Gard, ancien ouvrier maréchal, aujourd'hui Avocat à la Cour d'appel de Paris, qui s'est élevé ainsi par sa dignité, son travail, son éloquence. Il a publié, en 1904, une étude-critique très intéressante de la proposition Darbot, étude à laquelle nous empruntons une part de notre documentation.

Chautemps, Henri Michel et Vigouroux, députés. Au sein de la corporation elle-même, de nombreux militants, aux côtés de Charruau et de Peillon, entamèrent une vigoureuse propagande.

Les arguments principaux contre la proposition Darbot étaient ceux-ci : les non-diplômés ont acquis par l'expérience l'habitude de traiter les animaux. Pourquoi priver le cheptel de leurs services ?

En outre, le nombre des vétérinaires est infiniment trop faible pour qu'ils puissent satisfaire à tous les besoins de la clientèle.

En effet, d'après une statistique de 1888, on constatait que, dans trois départements agricoles pris pour exemple, il y avait :

15 vétérinaires pour 679.853 têtes de bétail dans le Finistère ;

6 vétérinaires pour 441.462 têtes bétail dans le Morbihan.

24 vétérinaires pour 695.200 têtes de bétail dans les Côtes-du-Nord ;

Aujourd'hui encore, dans l'un de nos départements les plus agricoles, celui de Maine-et-Loire, il y a environ 25 vétérinaires contre 250 maréchaux-experts. Appelés de divers côtés à la fois, ces quelques vétérinaires n'auraient pas le temps matériel de se porter auprès de tous les animaux malades et ceux-ci risqueraient fort de périr faute de soins. Autre danger capital, les maladies contagieuses, que les praticiens non diplômés décèlent sans les traiter, se développeraient prodigieusement.

Ainsi, la proposition Darbot, prétendant améliorer la santé du bétail, eût été à l'encontre du but.

Dans le pays, de nombreuses protestations s'élevèrent : celle de la Chambre Syndicale des Constructeurs de Machines et d'Instruments d'agriculture et d'horticulture de France (8 août 1901), celle du Comité Republicain du Commerce et de l'Industrie (31 mai 1901), celle du 5^e Congrès des Chambres Syndicales Commerciales et Industrielles de France, la même année, celle de la Chambre de Commerce de l'Indre (14 mai 1901), celle de la Société d'Agriculture du Var (1^{er} juin, 1901), celle de la Société des Agriculteurs de France (25 février 1902). Certains Conseils Généraux, ceux du Nord et de la Marne notamment, adoptèrent des vœux favorables aux maréchaux et demandant que, si on supprimait le libre exercice de la médecine vétérinaire, cette suppression ne visât pas les maréchaux qui donnent accidentellement des soins aux chevaux de leurs clients.

Aujourd'hui, les arguments développés il y a plus de vingt ans contre la proposition Darbot n'ont rien perdu de leur valeur. La situation reste identique : 3 à 4.000 vétérinaires ne peuvent — malgré leur zèle — monopoliser les soins que donnent 80 à 100.000 maréchaux-ferrants, maréchaux-experts et hongreurs.

L'attaque de 1901 avait été inquiétante : elle incita les maréchaux à se défendre et à s'instruire. Ce fut là un heureux résultat, pour la maréchalerie, de la campagne vétérinaire. En 1901, une Fédération groupant tous les syndicats patronaux existants fut créée, les groupements ouvriers s'organisè-

rent et, en 1902, une première école technique de maréchalerie fut fondée à Paris. Chaque année, dans leur Congrès, les délégués des Syndicats de Patrons Maréchaux, auxquels se joignent ceux de l'Union Fédérale des Maréchaux-Experts de l'Ouest, ne cessent de protester contre les menaces dont ils sont l'objet, menaces visant leurs droits séculaires et leur liberté professionnelle.

Depuis l'époque déjà lointaine de la proposition Darbot, nombre de vétérinaires n'ont cessé de militer pour qu'elle soit reprise; mais ils n'ont pas eu gain de cause. Cela est heureux pour la maréchalerie, car les vétérinaires, en possession d'un monopole de fait et de droit, auraient été tentés d'en abuser commercialement, surtout dans les villes où ils tiennent maréchalerie. Les propriétaires légalement contraints de s'adresser au vétérinaire pour faire soigner leurs animaux seraient vivement sollicités par lui de les lui confier aussi pour la ferrure. C'était là un autre écueil et une possibilité supplémentaire de déclin pour l'artisanat maréchal.

En Alsace-Lorraine, les lois sur l'exercice de la médecine vétérinaire sont les mêmes que celles régissant le reste du territoire; mais les maréchaux et les vétérinaires se cantonnent dans l'exercice de leur profession respective. Leurs rapports ne sont pas tendus, les intérêts corporatifs ne s'opposant point les uns aux autres.

Ajoutons que, dans les provinces recouvrées, pour pouvoir s'établir maréchal-ferrant, il faut posséder le brevet de capacité prescrit par la loi du 5 mai 1890, brevet dont nous parlerons ultérieurement.

§ 2. — Réglementation de la pharmacie vétérinaire.

Nous n'aurions qu'une idée incomplète de cette question des soins que donne le maréchal, si nous omettions de l'examiner au point de vue de la détention et de l'emploi des substances qui sont utilisées en pharmacie vétérinaire. Car, toujours, on a besoin de médicaments — au moins des plus usuels — pour traiter les maladies et les blessures. Bien souvent, la guérison dépend de la promptitude avec laquelle on a pu administrer le médicament adéquat.

Ainsi, dans l'indigestion stomacale du cheval, on préconise des injections sous-cutanées de pilocarpine, d'arécoline ou d'ésérine. Dans la paraplégie, on pratique d'urgence des injections de nitrate de pilocarpine ou de sulfate d'ésérine. Il serait facile de multiplier les exemples.

Aussi, dès à présent, posons-nous en principe que le corollaire du libre exercice de la médecine des animaux doit être, dans l'intérêt supérieur du cheptel, la libre détention et le libre emploi des principaux médicaments, des sérums et des vaccins. Bien entendu, la liberté ne sera pas absolue; les personnes appelées à en jouir — vétérinaires, maréchaux et hongreurs, pour ne parler que de celles rentrant dans le cadre de notre étude — devront être soumises à une réglementation efficace et souple.

Les dispositions en cette matière, actuellement en vigueur, sont contenues dans la loi du 21 Germinal an XI, la loi du 29 Pluviôse an XIII, la loi du 25 avril 1895, celles du 9 février 1916 et 12 juillet 1916, le Décret du 14 septembre 1916 et la Circulaire ministérielle y relative du 11 janvier 1917 aux Inspecteurs des Pharmacies (J. O. du 17 janvier 1917); le Décret du 9 février 1917, les Arrêtés ministériels des 22 et 23 mai 1917.

Le décret du 14 septembre 1916 répartit les substances vénéneuses en trois tableaux : A, B et C.

Celles du tableau A ne peuvent être délivrées, pour l'usage vétérinaire, que par les pharmaciens et les vétérinaires diplômés, ces derniers étant autorisés à les détenir à leur domicile. Sans avoir officine ouverte, ils ont le droit de les délivrer à leurs clients quand ceux-ci résident dans des communes dépourvues de pharmacie.

Dans les autres communes, ils ne jouissent de la même faculté que s'ils administrent eux-mêmes lesdites substances.

Ils doivent les placer dans des armoires fermées à clé ou dans des locaux où n'ont pas librement accès les personnes étrangères à l'établissement. Dans ces armoires ou locaux, il ne doit pas y avoir d'autres substances que celles des tableaux A et B. Les vétérinaires autorisés à délivrer des médicaments sont assujettis aux obligations imposées aux pharmaciens par les articles 22 et 23 du Décret du 14 septembre 1916. En outre, ils doivent mentionner sur leur registre le nom et l'adresse des clients auxquels la vente est faite.

Les pharmaciens ne peuvent délivrer lesdites substances pour l'usage de la médecine animale que sur la prescription d'un vétérinaire qui doit dater, signer, mentionner lisiblement ses nom et adresse, énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses prescrites et indiquer le mode d'administration des médicaments.

Les substances du tableau B sont, en principe, soumises au même régime que celles du tableau A, mais on a surtout voulu ici en réglementer le trafic. Il est interdit aux pharmaciens — sauf exceptions — de renouveler les ordonnances prescrivant ces substances, d'exécuter des ordonnances les prescrivant pour une période supérieure à sept jours. Ils ne doivent les délivrer aux vétérinaires qu'à condition que ces praticiens soient domiciliés dans la commune ou dans une commune contiguë, lorsqu'elle est dépourvue d'officine. Ils doivent conserver pendant trois ans les ordonnances.

Quant aux substances du tableau C, elles sont également délivrées par les pharmaciens et les vétérinaires, mais il convient de faire remarquer que l'Administration de l'Agriculture a, depuis le Décret de 1916, considéré avec juste raison que les maréchaux-experts pouvaient très bien les acquérir et les détenir sans qu'il soit besoin d'une ordonnance de vétérinaire.

L'exécution des prescriptions du Décret du 14 septembre 1916 est assurée par les Inspecteurs des pharmacies, les Maires et les Commissaires de police.

La Loi du 12 juillet 1916 prévoit, par les contrevenants, une amende de 100 à 3.000 francs et un emprisonnement de

six jours à deux mois. S'il s'agit des stupéfiants du tableau B, l'amende peut être de 1.000 à 10.000 francs, l'emprisonnement de trois mois à deux ans. Dans tous les cas, la confiscation des substances saisies peut être ordonnée, ainsi que la fermeture de l'officine.

Par cet examen rapide des textes en vigueur, nous constatons que les praticiens en médecine des animaux, non diplômés, se voient — en principe — refuser la délivrance des substances des tableaux A et B dont ils ont fréquemment besoin et cette restriction paralyse leurs efforts : des bestiaux périssent faute du médicament qui les guérirait peut-être.

Il nous apparaît qu'il serait sage de donner à ces praticiens sensiblement les mêmes droits qu'aux vétérinaires, sauf toutefois en ce qui concerne certaines substances pour lesquelles eux-mêmes n'insisteraient guère, telles que haschich, ciguë, phosphore.

D'une telle liberté, l'élevage ne pourrait qu'attendre grand bien et, d'ailleurs, ce ne serait que régulariser un état de fait à peu près certain, car il faut dire que, malgré les dispositions dont nous avons parlé, beaucoup de praticiens se procurent quand même quelques-unes des substances qui leur sont utiles. De même, ils emploient couramment les sérums, les vaccins et la tuberculine, emploi qui ne leur est guère contesté par l'administration, mais qui l'est davantage par les groupements vétérinaires, quoique la liberté de fait que nous constatons n'ait porté préjudice à personne ni causé d'abus.

Or, au lieu de s'orienter vers un régime plus libéral, il semble qu'au contraire des mesures restrictives soient à craindre. Tout d'abord, les pharmaciens ont tenté de monopoliser à leur profit la détention, en vue de la vente, de tous les produits thérapeutiques.

Le 27 mai 1920, une proposition en ce sens de M. Vincent, pharmacien, député de la Côte-d'Or, était portée à l'ordre du jour de la Chambre, sous réserve qu'il n'y aurait pas de débat. Il y eut une opposition, celle de M. Le Brecq, député du Loiret, qui, très judicieusement, déclara « *faire opposition au vote sans débat de la proposition de loi concernant l'exercice de la pharmacie pour la raison suivante : il ne peut être décidé sans discussion publique que l'exercice simultané de la profession vétérinaire avec celle de pharmacien soit interdit. Dans la plupart de nos campagnes, les cultivateurs sont habitués à administrer à leurs animaux malades les médicaments que leur fournit le vétérinaire. Les obliger à aller les chercher à l'officine du pharmacien, souvent fort éloigné, serait une mesure particulièrement impopulaire.* »

Faut-il ajouter qu'à la suite de M. Le Brecq, les organisations vétérinaires s'employèrent à faire échec à la proposition Vincent ? Elles cherchèrent à obtenir, non seulement le maintien du *statu quo* en leur faveur, mais encore des mesures restrictives à l'encontre des maréchaux-experts et des hon-greurs.

Puisqu'elles n'avaient pas pu faire aboutir la proposition Darbot, elles eurent le dessein d'abolir quand même le libre exercice de la médecine animale par une autre voie. Elles cherchèrent à empêcher à tout prix les non-diplômés de déte-

nir le moindre médicament. En effet, pas de soins efficaces sans médicaments immédiatement utilisables.

Ces lignes de M. Amiot, parues dans *La Semaine Vétérinaire* du 3 février 1921, en sont la preuve :

« Le jour où les hongreurs ne pourront plus, non pas vendre, mais se procurer les produits essentiels, ils seront des concurrents moins dangereux. Et il semble d'ores et déjà possible d'empêcher les toxiques (ce sera difficile), mais surtout les sérums, vaccins et produits similaires de leur parvenir. Portons nos efforts de ce côté... »

Voyons alors ce qui se passera : privés par exemple de sérum antitétanique, les hongreurs n'en continueront pas moins, au début, à castrer, caudectomiser, etc., les chevaux de leurs clients. Mais des revers ne tarderont pas à survenir, des contestations avec les propriétaires, des procès peut-être, et au prix où sont les chevaux!... »

Au Congrès national des Vétérinaires, en novembre 1921, M. Savary disait à son tour : « La profession vétérinaire périclité, nos écoles se vident, parce que, dans la plupart des milieux, le métier ne nourrit plus l'artisan, parce que de nos découvertes chacun s'empare, les appliquant avec plus ou moins de circonspection, souvent même avec défaut de discernement. Qu'aux seuls vétérinaires soit réservé l'emploi de la tuberculine, des sérums et vaccins, un grand pas sera fait pour l'application vraiment utile et sérieuse de ces grandes acquisitions de la science. »

Que la restriction de la liberté d'emploi des sérums, vaccins et toxiques soit un grand pas pour l'application de la science, il y a là un vrai paradoxe. Il semble étrange qu'à l'hôpital un médecin laisse à une infirmière toute latitude pour pratiquer des piqûres de morphine à un opéré, alors qu'un maréchal-expert ne pourra employer, pour la médecine des bêtes, quelques ampoules de sérums ou de vaccins généralement inoffensifs.

Quoi qu'il en soit, le 18 novembre 1920, une proposition de loi sur la pharmacie avait été déposée par MM. Paul Dubois, Gratien Candace et Ternois, députés, et renvoyée à la Commission d'Hygiène de la Chambre. Très favorable aux vétérinaires, elle avait été probablement élaborée d'accord avec leurs dirigeants.

L'exposé des motifs et le texte de cette proposition figurent, en annexe, au procès-verbal de la séance du 18 novembre 1920.

Les auteurs de la proposition indiquaient que l'intervention du vétérinaire n'avait qu'un but : guérir rapidement et économiquement une machine animée susceptible d'être ensuite exploitée avec profit par son possesseur. Or, l'intervention ne peut être utile, efficace et économique que si le vétérinaire a, au moment opportun, tout ce qui lui est nécessaire et c'est pour cela que les vétérinaires détiennent tous et débitent des produits vétérinaires.

Le diplôme qu'ils possèdent prouve qu'ils sont « habiles » à cette détention et à ce débit. Aussi peut-on considérer que c'est légitimement qu'ils se disent pharmaciens-vétérinaires.

Si on réservait aux pharmaciens le monopole de la vente des médicaments destinés aux animaux, cela constituerait une

gène pour les agriculteurs et fermiers, sans aucun intérêt pratique, sans être justifiée par aucun danger public, les vétérinaires diplômés présentant toutes garanties de moralité pour la détention des médicaments.

La proposition de MM. Dubois, Candace et Ternois était ainsi rédigée :

*
**

ARTICLE PREMIER. — Sont seuls autorisés à détenir et à vendre, pour le traitement des maladies des animaux domestiques, tous produits ou médicaments, les vétérinaires diplômés en France et les pharmaciens diplômés des Facultés françaises.

ART. 2. — Pour l'exercice de la pharmacie vétérinaire, les vétérinaires sont astreints aux mêmes obligations que les pharmaciens.

ART. 3. — Toutes dispositions contraires au présent titre sont et demeurent abrogées.

*
**

Nous estimons que les arguments qui, dans l'exposé, militent en faveur de l'assimilation des vétérinaires aux pharmaciens, en ce qui concerne la détention des produits figurant aux tableaux A, B et C, sont excellents et doivent être retenus. Mais, sous les quelques réserves que nous avons faites précédemment, nous considérons aussi comme parfaitement légitime la demande d'un article additionnel à la proposition ci-dessus de M. Dubois, faite par la Fédération des Patrons Maréchaux et l'Union fédérale des Maréchaux-Experts, article ainsi conçu :

« Les maréchaux-ferrants et hongreurs dont la profession est de castrer et de soigner les animaux domestiques peuvent légalement détenir en les employant eux-mêmes dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties que les vétérinaires, les produits et médicaments nécessaires pour donner des soins rationnels aux animaux. »

Depuis 1920, ni la proposition Vincent, ni celle de M. Dubois n'ont été votées. Leurs auteurs ont compris toute la perturbation qu'elles apporteraient dans les campagnes et les inconvénients qui en résulteraient pour le cheptel. Aussi ont-ils négligé d'insister pour le vote de leurs textes.

À l'heure actuelle, la situation des praticiens non diplômés est donc la suivante : ils sont libres de détenir, d'employer et de vendre les produits vétérinaires autres que ceux des tableaux A et B. Pour les substances du tableau C, ils jouissent d'une tolérance administrative très certaine. La plupart d'entre eux procurent néanmoins quelques-unes des substances toxiques dont ils ont besoin (des tableaux A et B) et les utilisent journellement.

La Circulaire du Ministre de l'Agriculture aux Inspecteurs des pharmacies, du 11 janvier 1917, fait d'ailleurs preuve d'une tolérance tout à fait légitime en décidant que « Pour qu'une préparation contenant une ou plusieurs substances

vénéneuses soit soumise au Décret (1), encore faut-il qu'à raison du mélange desdites substances, soit par leur dose, soit par le mode de composition, elle constitue vraiment une matière toxique. Au contraire, la nouvelle réglementation n'est pas applicable au commerce des préparations renfermant des substances vénéneuses à des doses si faibles ou sous une forme telle qu'on peut les considérer comme des préparations dont la manipulation et l'emploi ne présentent aucun danger, comme n'étant pas, par conséquent, en elles-mêmes, des substances vénéneuses. »

De même, les maréchaux se procurent et emploient les principaux sérums et vaccins qui leur sont indispensables.

Quant à la tuberculine, qui est tellement sans danger que beaucoup d'agriculteurs l'utilisent eux-mêmes fréquemment, il semble pourtant qu'on soit à la veille d'en réserver l'emploi aux seuls diplômés. Ainsi, le projet de loi sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes, annexé au procès-verbal de la séance du 5 novembre 1924 de la Chambre des Députés, signale dans l'examen des articles « qu'une réglementation de la préparation et de la délivrance de la tuberculine est indispensable. Il est possible, en effet, d'accoutumer les animaux tuberculeux à la tuberculine par des inoculations répétées; pendant plusieurs mois, la maladie ne peut être décelée que très difficilement et un trafic frauduleux peut s'opérer ».

Et l'article 6 du projet dispose qu'« il est interdit d'importer, de fabriquer et de vendre toute préparation destinée à servir au diagnostic, à la prévention ou au traitement de la tuberculose des animaux sans une autorisation du Ministre de l'Agriculture rendue après avis du Comité consultatif des épizooties. Les contrevenants seront punis des peines prévues à l'article 1^{er} de la Loi du 1^{er} août 1905 ».

(1) Décret du 14 septembre 1916.

2^{ÈME} PARTIE



L'Économie du Métier

CHAPITRE PREMIER

La valeur économique du métier.

§ 1^{er}. — *La situation des patrons et celle des ouvriers maréchaux.*

Dans son récent « *Traité de Maréchalerie* », Peillon fait observer qu'à partir de la féodalité jusqu'au xviii^e siècle, le cheval fut très en honneur. Les superstitions attachées au fer à cheval étaient nombreuses : il était symbole de bonheur et éloignait les sorciers. La situation morale du maréchal était excellente, beaucoup de personnes portaient intérêt à son art, et Solleysel pouvait écrire (1) : « *De mon temps, on a vu des Roys sçavoir forger un fer, et il est peu de personnes de qualité qui ne sçachent brocher des clous pour s'en servir dans la nécessité.* »

Par la suite, la maréchalerie n'a pas conservé la considération dont elle jouissait à cette époque, mais, depuis quelque vingt-cinq ans, on constate chez ses artisans un mouvement continu et fécond d'émancipation et de relèvement.

Actuellement encore, la profession est essentiellement artisanale, car ceux qui en vivent appartiennent bien à « cette catégorie d'ouvriers manuels qui, après avoir été longtemps enfermés dans le cadre rigide des corporations, s'étaient individualisés à l'excès et perdus dans la masse laborieuse, mais qui, aujourd'hui, reprenant conscience à la fois de leur nombre et de leurs intérêts communs, veulent, dans les formes plus libérales de la législation moderne, se grouper et s'organiser à part pour mieux défendre et faire progresser les corps de métier auxquels ils sont fiers d'appartenir (2) ».

Il est clair que la maréchalerie ne peut guère tendre vers

(1) Dans « *Le Parfait Maréchal* » (1664).

(2) M. Guérin, dans l'avis formulé au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre sur le projet qui est devenu la loi du 27 décembre 1923.

la concentration : il faut un maréchal dans toute agglomération et les clients — citadins ou ruraux — doivent l'avoir à leur portée quand ils ont besoin de ses services.

Habituellement, à la ville, notre artisan se cantonne dans l'exercice de sa profession : il n'est que maréchal et, parfois seulement, donne des soins aux animaux. S'il sait se faire rétribuer convenablement pour ces soins, s'il sait tirer de la vente des fournitures accessoires de la ferrure (pneumatiques, médicaments, onguent de pieds, etc.), un bénéfice légitime, sa situation sera bonne. Dans les villes, le patron maréchal emploie en moyenne de deux à six ouvriers (ferreurs et teneurs de pieds), rarement davantage. Le salaire de ces travailleurs suit celui des ouvriers qualifiés d'atelier ou d'usine dans la même région, ou reste légèrement au-dessous.

En septembre 1925, le salaire horaire des ouvriers maréchaux de la Seine est le suivant :

Ferreurs et brocheurs : 4 fr. 25; teneurs de pieds : 4 fr. 05.

Le voici, en outre, pour quelques régions à la même époque (1) :

Dunkerque : bons ouvriers, 2 fr. 50 l'heure; débutants, 1 fr. 50 (journée de 10 heures).

Arras : bons ouvriers, 3 francs l'heure; ouvriers moyens, 2 fr. 50 (journée de 11 heures).

Besançon : bons ouvriers, 2 fr. 50 l'heure; débutants, 1 fr. 25 (journée de 10 heures).

Troyes : bons ouvriers, 3 fr. 25 l'heure; ouvriers moyens, 2 fr. 50 (journée de 9 heures et demie ou 10 heures).

Châtillon-sur-Seine : de 150 à 250 francs par mois, suivant capacités, plus nourriture et logement.

Sens : ferreurs, 2 fr. 50 l'heure; teneurs de pieds, 1 fr. 50 à 2 francs (la journée est de 10 heures), ou 240 francs par mois, en moyenne, plus nourriture et logement.

Evreux : 2 fr. 50 l'heure en moyenne ou 200 francs par mois, plus nourriture et logement.

Vendôme : de 200 à 350 francs par mois, suivant capacités, plus nourriture et logement.

Pithiviers : 250 francs par mois, en moyenne, plus nourriture et logement.

Châteaudun : de 180 à 250 francs par mois, suivant capacités, plus nourriture et logement.

Angers : ferreurs, 20 francs par jour; teneurs de pieds, 18 francs.

Montluçon : 9 à 10 francs par jour, suivant capacités, plus nourriture et logement.

Strasbourg : 3 francs à 3 fr. 20 l'heure (moyenne, 170 francs par semaine). A ce salaire s'ajoute, en Alsace-Lorraine, le montant des assurances obligatoires payées chaque mois par le patron et pour chaque ouvrier, savoir :

Caisse de maladie, 30 à 35 francs; Accidents : 3 francs à

(1) Dans de rares régions, à Sens par exemple, les patrons sont affiliés à une Caisse de Compensation et les salariés touchent une allocation mensuelle de 15 francs pour le premier enfant, 25 francs pour le deuxième, 35 francs pour le troisième, etc.

3 fr. 50; Responsabilité : 3 francs à 3 fr. 20; Invalidité et vieillesse, 9 à 10 francs.

Nous devons, à l'occasion des salaires, signaler qu'en maréchalerie les organes de placement sont peu développés. Seuls, les sociétés compagnonniques et quelques syndicats — patrons et ouvriers — ont sérieusement abordé la question.

Autrefois le patron maréchal nourrissait et logeait son ouvrier, mais aujourd'hui cette coutume disparaît de plus en plus. L'ouvrier, uniquement rémunéré en argent, se considère comme plus libre et le patron se trouve quitte d'un souci supplémentaire.

En ville, le patron maréchal trouve fréquemment en face de lui un concurrent redoutable : le vétérinaire. Celui-ci, outre les soins qu'il donne, tient souvent un atelier de maréchalerie dans lequel un contremaître et des ouvriers travaillent sous son contrôle plus ou moins effectif. Ainsi à Paris, en règle générale, ce sont les vétérinaires qui possèdent les plus importantes maréchaleries. Nous avons déjà noté combien cette interprétation de la vétérinaire et de la maréchalerie était regrettable à bien des égards. Elle explique la riposte des maréchaux aux vétérinaires quand ces derniers leur reprochent de soigner les bêtes. Les maréchaux répondent, en effet : *« Pourquoi faites-vous de la ferrure ? »*

Pour se défendre contre la clientèle, contre leurs concurrents, pour améliorer leur sort moral et matériel, les patrons et ouvriers maréchaux se sont réunis en syndicats, peu nombreux en vérité, si on songe à la quantité extrêmement considérable des travailleurs de la profession.

D'après les renseignements recueillis au Ministère du Travail (Bureau des Syndicats professionnels), il existait en 1920 106 Syndicats de Patrons Maréchaux groupant 5.319 membres et 15 Syndicats d'Ouvriers Maréchaux groupant 3.140 membres.

§ 2. — Les tarifs de ferrure et la question de la concurrence.

En général, la situation des artisans maréchaux dépend de la façon dont les tarifs syndicaux sont respectés.

Dans le département de la Seine, quoique fortement divisés sur nombre de questions, les patrons maréchaux et les vétérinaires s'entendent pour établir un tarif commun de ferrure, tarif établi d'accord entre leurs deux syndicats. Sans être observé unanimement, il limite cependant les effets de la concurrence.

Voici le tarif établi le 5 septembre 1925.

Nous le faisons suivre du prix de revient d'une ferrure, en attirant l'attention sur la précision qui a été apportée, par les Syndicats, à la confection du second document :

Ferrure des quatre pieds.....	Fr.	34	»
Abonnement ferrure (base).....		45	»
Fer à planche.....		16	»
Rassis		6	»
Clous à glace à l'atelier (le clou).....		0	40
Clous à glace à domicile (le clou).....		0	50

Caoutchoucs pneumatiques (la paire).....	18	»
Talonnettes (la paire).....	11	»
Plaque de cuir.....	4	»

PRIX D'UNE FERRURE

D'APRÈS LE PRIX DE REVIENT AU 1^{er} MARS 1924
(Majoré de 12 % environ le 5 septembre 1925)

	FER NEUF	LOPINS CISAIL- LÉS	FERS MÉCA- NIQUES
<i>Main-d'œuvre. — Par heure : Ferreur.</i>			
3 fr. 80; teneur de pieds, 3 fr. 60; soit,			
7 fr. 40. — Rendement : 6 pièces.			
Par semaine : 182.40 + 172.80 fr. = 355.20 fr.			
pour 48 heures de travail et pour un ren-			
dement de 288 pièces.			
Prix d'une pièce : 1.233 francs.			
On compte pour forger et poser 4 fers,			
12 pièces	14 79	14 79	9 85
On compte pour poser 4 fers, 8 pièces....			
<i>Fer</i> : 5 kilos (1k.200 × 2 + 1k.300 × 2)			
Fer neuf à 80 francs.....	4		
Lopins à 60 francs.....		3	
Fers Mécanique à 150 francs.....			7 50
Perte 10% : fer neuf et lopins (déchets, fers,			
cassés, brûlés, etc.).....	0 40	0 30	
5% fers mécaniques.....			0 37
<i>Clous</i> : 36 clous n° 7 : 0 k. 340 à 470 fr. =			
1 fr. 59			
<i>Clous</i> : 36 clous n° 6 : 0 k. 320 à 480 fr. =			
1 fr. 53			
Moyenne : 1 fr. 56 + 0 fr. 15 de perte (clous			
coudés, cassés, rouillés, perdus, etc.)....	1 70	1 70	1 70
<i>Charbon. — 210 francs la tonne :</i>			
100% pour forger et ajuster (lopins)....		1	
80% pour forger et ajuster (fer neuf)..	0 85		
50% pour ajuster (fer méc.).....			0 55
<i>Assurance-Accidents</i> : 4 fr. 75% s. 14 fr. 796			
de salaire	0 70	0 70	0 46
4 fr. 75% sur 9 fr. 864.			
Totaux	22 44	21 49	20 43
<i>Frais généraux</i> : 14% sur prix brut (impôts			
4%, loyer et divers 10%), chiffre mini-			
mum	3 14	3	2 86
Totaux	25 58	24 49	23 29
<i>Bénéfice</i> : 25 % à l'achat, soit 20% à la			
vente	6 39	6 42	5 82
Totaux	31 97	30 61	29 11
<i>Impôt</i> de 1 fr. 10 sur le chiffre d'affaires			
sans majoration	0 35	0 33	0 32
Totaux généraux	32 32	30 94	29 43
Non compris les pertes de créances, dé-			
rangements, etc.			

En campagne et dans les villes de province, le tarif de ferrure est beaucoup moins élevé qu'à Paris. Il varie de 16 à

24 francs, suivant les localités, et aussi suivant la grosseur des chevaux (distinction rarement faite à Paris et dans les grandes villes). Il est vrai que, si les prix d'achat des matières premières sont sensiblement les mêmes partout, les frais généraux sont beaucoup moins élevés en province qu'à Paris. Néanmoins, il est certain que la situation des patrons maréchaux de campagne reste certainement inférieure à celle de leurs collègues des villes, surtout parce qu'ils posent moins de pneumatiques et vendent peu d'accessoires. Ils ont aussi le tort de ne point se faire rétribuer des soins qu'ils prodiguent aux animaux, ou, du moins, de n'exiger souvent qu'une rétribution dérisoire. Ils ont fini par ancrer chez leurs clients cette idée que les soins aux animaux sont un service gracieux, rendu « par dessus le marché », méritant tout au plus un remerciement verbal.

D'autres causes aussi amoindrissent la situation de notre artisan dans les campagnes. Parmi elles, il importe de signaler chez lui l'absence de toute comptabilité, ce qui l'empêche d'établir avec exactitude son prix de revient et, par suite, son prix de vente. Trop souvent, il achète, commande, paie, encaisse des montants de travaux sans rien noter et sans se rendre un compte suffisant des relations qui doivent exister entre ces diverses opérations. Il y a là une éducation commerciale à entreprendre et qui, d'ailleurs, commence à s'ébaucher.

Egalement, il convient de mettre en relief tout le préjudice que subissent les maréchaux par la pratique des longs crédits. Dans les campagnes, trop souvent, les clients ne règlent qu'en fin d'année, parfois même après un délai beaucoup plus considérable. Entre temps, le débiteur peut disparaître, changer de situation... et la créance est oubliée, perdue, réduite, surtout si le maréchal n'a pas de livres tenus à jour, ce qui est fréquent, nous venons de le voir. Cet inconvénient n'est d'ailleurs pas particulier au maréchal : le charron, le taillandier, le bourrellier des campagnes sont sujets, tout comme lui, à perdre des créances et, en tous cas, à avancer pendant d'interminables périodes, sans aucun intérêt, l'argent nécessaire à l'achat quotidien des matières d'œuvre utiles, argent qu'ils ne récupéreront que beaucoup plus tard.

En dernier lieu, il faut noter que la concurrence, en maréchalerie, joue à fond dans les campagnes. Elle est favorisée par ce fait qu'on peut s'établir facilement maréchal; point n'est besoin de capitaux importants. Tout ouvrier possesseur d'un pécule de quelques milliers de francs peut louer un mauvais hangar, acquérir un outillage rudimentaire, se constituer (au besoin à crédit) le stock de clous, de fer et de charbon qui lui permettra de travailler. Par la suite, s'il réussit, il achètera des machines-outils, augmentera son stock, mais sans attendre ces compléments il pourra, aussitôt établi, avilir les prix dans son rayon d'action. A ce propos, un certain nombre de professionnels ont pensé que la loi du 27 décembre 1923, « portant organisation du crédit aux sociétés coopératives d'artisans, ainsi qu'aux petits artisans », pourrait fort bien manquer son but et nuire aux intérêts corporatifs au lieu de les favoriser. En effet, par application de cette loi, les petits artisans

n'occupant pas plus de trois personnes dont un apprenti (membres de leur famille en sus) peuvent obtenir, sur le fonds de dotation de l'artisanat français, en vue de constituer, d'aménager, d'installer, de refaire partiellement ou totalement, de doter en outillage mécanique ou matériel leur entreprise, des avances ne dépassant pas 10.000 francs, remboursables en cinq années.

Comme Janus, cette loi n'a-t-elle pas double face? Tout en se proposant d'aider les artisans sans fortune, ne va-t-elle pas permettre à des professionnels peu soucieux des devoirs de confraternité de se lancer dans une concurrence excessive au détriment de l'artisanat tout entier?

Qu'il nous soit permis de signaler aussi une grave anomalie que présente cette loi et qui restreindra son champ d'application. L'Etat constitue un fonds de dotation de l'Artisanat français sur lequel seront effectués des prêts aux artisans. Mais les prêts ne sont pas faits directement de l'Etat à l'emprunteur : celui-ci doit passer par l'intermédiaire d'une Union agréée, laquelle pourra demander jusqu'à 8 % d'intérêt, pour ses frais de gestion. A cet intérêt, déjà énorme, viendra s'ajouter un pourcentage de 4 à 5 % destiné à la Société de caution mutuelle dont l'artisan emprunteur doit nécessairement faire partie. 12 à 13 % d'intérêt, alors que l'Etat avance l'argent sans intérêt, n'est-ce pas énorme? Les Unions agréées ne vont-elles pas s'enrichir au détriment des artisans et de l'Etat? N'y a-t-il pas à craindre que les artisans ne préfèrent s'adresser à des capitalistes pour obtenir des avances à meilleur compte et sans aucune formalité administrative? Dans le mécanisme de la loi du 27 décembre 1923, n'est-ce pas l'intermédiaire, seul, qui trouve son compte?

§ 3. — *La valeur des fonds de maréchalerie.*

Revenant à l'appréciation de la situation des artisans maréchaux, nous signalerons qu'en campagne le maréchal, n'ayant parfois pas assez d'occupation avec la ferrure des animaux, est en même temps charron, forgeron, serrurier, taillandier, ou bien encore, aidé de sa femme ou d'un membre de sa famille, il exploite un petit commerce d'épicerie, un débit de vins, etc.

Souvent aussi, il trouvera dans le commerce des chevaux, pour lequel il est bien placé et compétent, cela autant à la ville qu'à la campagne, un gain supplémentaire appréciable.

Il lui arrive également parfois, en l'absence de vétérinaire dans la commune, d'être chargé de l'inspection des viandes de boucherie. Ayant assisté aux autopsies à l'infirmerie régimentaire, il n'est généralement pas inapte à cette fonction.

Evidemment, il est fort difficile d'indiquer la valeur des fonds de maréchalerie : tout dépend de la situation, du chiffre d'affaires, de la valeur de l'outillage, de la commodité du logement, du bail restant à courir, enfin de nombreuses circonstances locales. Cependant, nous pouvons fixer les limites inférieure et supérieure de la valeur des fonds à 10.000 et 60.000 francs; à part de très rares exceptions, les prix oscillent entre ces deux chiffres.

CHAPITRE II

L'action sociale.

§ 1^{er}. — La lutte pour l'amélioration du sort des artisans maréchaux.

A. — LES GROUPEMENTS CORPORATIFS.

Nous avons montré combien les effectifs des syndicats patronaux et ouvriers de la maréchalerie sont faibles. Comment expliquer une telle indifférence à l'égard des groupements ? La principale raison est sans doute la dissémination même des ateliers, souvent fort éloignés les uns des autres. Réunir les patrons ou les ouvriers d'un canton, d'un arrondissement, à plus forte raison d'un département, est chose difficile : le temps manque pour répondre aux convocations et les moyens de transport sont parfois incommodes, toujours coûteux.

En général aussi, les patrons sont trop fiers, trop jaloux de leur indépendance. Ils ne se rendent pas assez compte des bienfaits que leur procurerait une solide cohésion, ne serait-ce que pour le respect des tarifs et l'achat en commun des matières d'œuvre.

Quant aux ouvriers, peut-être ne se sentent-ils pas autant le besoin d'être protégés contre l'employeur que dans la grande industrie. Ici, le contact est permanent, étroit, partant plus cordial, entre le patron et son ouvrier. Pour ce dernier, l'artisan maréchal n'est pas nécessairement l'antagoniste, le chef, mais bien plutôt le « *primus inter pares* ». En outre, un certain nombre d'ouvriers adhèrent aux Sociétés Compagnonniques et forment une classe laborieuse intermédiaire — comme aspirations — entre le patronat et le salariat. Beaucoup de patrons sont eux-mêmes « *compagnons* » et cette fusion a certainement un effet salutaire sur les rapports entre employeurs et salariés maréchaux.

En fait, les syndicats patronaux — disons artisanaux — sont à la fois plus nombreux et plus actifs que les syndicats ouvriers et nous avons noté comment la proposition de loi Darbot, qui constituait une menace directe contre l'artisanat maréchal, avait provoqué vers 1902 une floraison considérable de groupements patronaux.

A cette époque, la Fédération des Syndicats de Patrons maréchaux fut fondée, avec son siège à Paris. En 1906, elle ne groupait encore qu'une dizaine de syndicats. Mais peu à peu, grâce à une active propagande, grâce aux journaux professionnels qui sonnèrent le ralliement, le nombre des groupements affiliés augmenta.

Pendant la Grande Guerre, l'activité se ralentit naturellement, mais elle reprit un essor remarquable dès la cessation des hostilités.

En 1921, la Fédération comptait 30 syndicats et, cette même année, elle se transforma en Fédération nationale des Syndicats de Patrons Maréchaux, Charrons, Forgerons et Professions similaires. C'est qu'en effet bon nombre d'artisans avaient compris que la maréchalerie et le charronnage avaient des intérêts communs à défendre et d'autant plus même que, dans une infinité de villages, le maréchal-ferrant est aussi charron-forgeron.

Depuis 1921, l'action et l'autorité de la Fédération n'ont cessé de croître. En 1925, elle groupe 51 syndicats (38 de Patrons maréchaux et 13 de Patrons charrons et forgerons) comptant, au total, plus de 3.000 membres. A son Congrès de juin 1925, elle changea sa dénomination en celle de « Confédération nationale des Artisans Maréchaux, Charrons et Forgerons ».

Ce groupement forme, au sein de la masse des artisans maréchaux, une minorité extrêmement agissante et beaucoup de collègues, non groupés, sont sympathisants; ils suivent dans les journaux corporatifs toutes les questions d'ordre technique, syndical, économique et fiscal susceptibles de les intéresser professionnellement.

B. — LA PRESSE PROFESSIONNELLE.

Les promoteurs du mouvement syndicaliste patronal ont pensé qu'il y avait grand intérêt à éclairer leurs collègues et à les attirer dans les groupements au moyen de journaux professionnels (1). Les plus importants parmi ces organes sont :

L'Avenir de la Maréchalerie, fondé en 1902;

Le Moniteur de la Maréchalerie et du Charronnage, fondé en 1908;

Le Maréchal et le Charron modernes, fondé en 1911, et qui est devenu l'organe officiel de la Confédération nationale.

Au point de vue presse professionnelle, une tendance nouvelle de décentralisation se manifeste depuis 1924 : certains groupements provinciaux ont pensé attirer davantage leurs adhérents en fondant de petits bulletins donnant surtout des renseignements d'ordre local, comptes-rendus de réunions, tarifs, convocations, communications diverses.

Nous citerons, parmi ces modestes publications :

(1) La première publication professionnelle qui prit la défense des maréchaux fut « La Revue pratique de Maréchalerie et de Médecine vétérinaire ». Elle vécut seulement trois années.

Le Bulletin mensuel du Syndicat des Patrons maréchaux-constructeurs de l'arrondissement d'Arras;

Le Bulletin mensuel de la Chambre syndicale des Fabricants de voitures, Charrons et parties similaires du département de la Somme;

L'Agent de liaison, Bulletin de l'Union des Charrons et Charrons-Forgerons de l'arrondissement d'Arras.

A vrai dire, les deux dernières publications intéressent plus spécialement le charronnage et la forge que la maréchalerie proprement dite.

C. — LES MANIFESTATIONS CORPORATIVES.

Chaque année, depuis 1903 — exception faite pour la période de guerre — la Fédération des Patrons Maréchaux et Charrons a organisé un Congrès tenu soit à Paris, soit dans une grande ville de province, siège d'un syndicat. Cette manifestation réunit les délégués des groupements affiliés qui viennent prendre connaissance et discuter les rapports établis par certains d'entre eux sur les questions se rapportant à la vie corporative. On y prend aussi toutes décisions utiles dans l'intérêt de la maréchalerie et du charronnage et on y émet des vœux que le bureau a mission de transmettre aux Pouvoirs publics. Les travaux sont clos par un banquet présidé habituellement par un ministre, assisté de nombreux parlementaires. Cette solennité permet de mettre les personnalités officielles au courant des revendications de l'artisanat maréchal. En même temps, ces personnalités peuvent constater « *de visu* » la vitalité de la Fédération. Dans leur sphère plus réduite, les syndicats organisent eux-mêmes des réunions fréquentes et parfois de petits Congrès régionaux.

D. — LE LABEL MARÉCHAL.

D'autres institutions ont encore été créées dans le but soit de fournir les moyens d'intensifier la propagande et d'amener au sein des groupements toujours plus d'adhérents, soit d'améliorer plus directement le sort des artisans maréchaux. Nous traiterons successivement du « *Label* », des Coopératives, des œuvres de Mutualité et enfin de l'application de la loi de huit heures et de la loi sur le repos hebdomadaire.

Au Congrès de 1922, d'accord avec l'Union des Maréchaux-Experts et Hongreurs de l'Ouest, fut décidée la création du « *Label maréchal* » au profit des œuvres corporatives et d'enseignement technique. Voici en quoi consistait le « *Label* ». La Fédération faisait imprimer et vendait des timbres-vignettes destinés à être apposés sur tous produits pharmaceutiques, à raison de 1/100^e du prix de vente. Au-dessous de 1 franc, les produits étaient dispensés du timbre. On devait pressentir les principales maisons de droguerie et leur demander d'acheter des timbres, puis de les coller sur leurs produits sans en augmenter le prix, ce qui représentait pour elles un sacrifice de 1 % du montant des ventes.

En compensation, les maréchaux fédérés s'engageaient à se servir de préférence dans les maisons ayant accepté le « label ». Les sommes provenant de la vente des timbres devaient subvenir aux campagnes de défense et de propagande corporatives ainsi qu'à l'amélioration de l'enseignement technique maréchal. On espérait, en outre, si l'initiative était couronnée de succès, étendre par la suite le « label » aux différentes matières premières utilisées en maréchalerie et en charronnage : fer, quincaillerie, clous, bois, charbon, etc.

Il y avait un précédent heureux : antérieurement, le Syndicat national des Vétérinaires avait institué ainsi un « label » dans le but de fonder une maison de retraite pour ses adhérents et il avait obtenu un plein succès : en peu de mois, plusieurs centaines de mille francs furent recueillis.

Malheureusement, le « label maréchal » n'eut point la même chance et, s'il n'échoua pas, les résultats furent du moins très médiocres. Tout d'abord, quelques drogueries, menacées par les vétérinaires de les perdre comme clients si elles acceptaient le « label maréchal », préférèrent s'abstenir. D'autres estimèrent que l'apposition des vignettes était chose bien ennuyeuse et ne mirent aucun empressement à s'en procurer. Mais la cause essentielle de l'insuccès du « label » fut certainement le manque de volonté des intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire des maréchaux, qui ne surent pas réclamer avec assez d'énergie qu'on ne leur livrât des produits qu'à la condition expresse qu'ils fussent revêtus de la vignette.

Un résultat pourtant fut acquis : dans quelques régions, les fournisseurs acceptèrent de participer au « label » sous une forme spéciale. Par exemple, le Syndicat de la Droguerie de l'Ouest décida de verser chaque année globalement une certaine somme. Dans certaines villes, les droguistes et même les quincailliers consentirent à faire chaque année — aux seuls adhérents des syndicats locaux — une ristourne de tant pour cent sur le montant des achats. Mais, en réalité, cette dernière façon de procéder n'était que l'application de ce qui se passait à Paris avant la guerre; à cette époque, la maison Nozal accordait une remise de 5 % aux maréchaux, sur simple présentation de leur carte syndicale.

E. — LES COOPÉRATIVES

Sous l'égide de la Fédération des Patrons Maréchaux, Charrons et Forgerons, un certain nombre de coopératives d'achat en commun de marchandises se sont constituées depuis la guerre, conformément aux dispositions de la loi du 19 avril 1905.

Parmi elles, nous citerons celles de Paris (comprenant à la fois des maréchaux et des vétérinaires tenant maréchalerie), de Vendôme-Châteaudun, de Lyon, de Besançon, de Marseille, de Dijon, de Provins, de Montluçon, de Saint-Etienne, d'Evreux, qui comptent parmi les plus importantes.

En instituant ces coopératives, les maréchaux et charrons avaient pour but :

1° De lutter contre la hausse fantaisiste et parfois inexplicable des matières premières;

2° De recruter des adhérents pour les syndicats, puisqu'il était nécessaire d'être syndiqué pour pouvoir être coopérateur.

Bien des difficultés se présentèrent lorsqu'il s'agit de créer, puis, plus tard, d'assurer le fonctionnement normal de ces coopératives.

Tout d'abord, il fallait de l'argent, mais ceci n'était pas l'écueil essentiel. On plaça des actions — de 100 francs généralement — et on recueillit assez vite des sommes suffisantes pour traiter des marchés. Au début, il y eut bien quelque hésitation, les actionnaires de la première heure furent peu nombreux, mais les succès encouragèrent les moins hardis. Il fallut ensuite, pour chaque coopérative, un local, un personnel administratif et, au moins, un magasinier. Certaines coopératives firent même l'acquisition d'un camion automobile pour leurs livraisons.

Une tâche encore était pressante : celle de réaliser entre les différentes coopératives une liaison permanente en tant que renseignements, en tant qu'achats, en tant qu'aide réciproque. Cela revient à dire que toute coopérative qui découvrirait un lot de marchandises qu'elle ne pouvait absorber en entier, devait prévenir ses voisines, afin qu'elles puissent participer à la bonne affaire. Cela revient aussi à dire que chaque coopérative devait renseigner les autres sur ses prix d'achat, sur la qualité des marchandises qu'elle se procurait et qu'enfin toute coopérative à court de marchandises devait pouvoir en obtenir des autres si cela était possible. Au besoin, elles devaient se grouper pour leurs commandes et obtenir ainsi des prix très avantageux.

Les Congrès de Lyon (1921), de Paris (1922), de Troyes (1923), de Paris (1924), s'attachèrent à la mise au point de cette liaison.

Le Congrès de 1924 proposa comme programme, à cet égard, et en général pour développer l'action coopérative :

- 1° Une collaboration entre les directeurs et les conseils;
- 2° la centralisation des efforts et des achats;
- 3° l'unification des prix à l'achat et à la vente;
- 4° la constitution de réserves de marchandises pour satisfaire aux demandes des coopératives et parer à la hausse;
- 5° la lutte contre l'accaparement par des commandes faites en temps opportun;
- 6° la multiplication des coopératives et leur adhésion à une Union d'achat;
- 7° la constitution d'une réserve de prévoyance pour soulager les coopérateurs éprouvés, pour parer à l'imprévu dans les achats et aux pertes en cas de baisse;
- 8° l'augmentation du crédit au sein des coopératives et entre toutes les coopératives, l'idée de coopération ne pouvant s'épanouir sans celle d'un large crédit aux coopératives et aux coopérateurs;

9° l'intensification de la propagande en faveur des fournisseurs qui livrent aux coopératives.

Malgré beaucoup d'efforts la liaison ne fut jamais assurée de façon étroite et les coopératives de la maréchalerie et du charronnage, en dépit d'une floraison rapide, ne donnent pas — sauf de rares exceptions — tous les résultats qu'on en pourrait attendre.

Il y a, à cela, trois causes principales :

1° Pour approvisionner les coopératives il faut nécessairement s'adresser à différents fournisseurs. Pour le charbon, tout va bien : pourvu qu'on réalise un tonnage suffisant les mines expédient facilement. Mais pour les autres matières, clous, fers, etc., il n'en va pas de même. Les usines productrices, peu nombreuses, refusent généralement de livrer directement aux coopératives, alléguant qu'elles ont des représentants, des quincailliers dépositaires dans chaque région et qu'il faut obligatoirement passer par ces intermédiaires pour ne point les léser. Ainsi les coopératives sont entravées, elles perdent une bonne partie de leur raison d'être puisqu'il leur devient impossible de vendre à plus bas prix que les quincailliers.

À vrai dire, d'ailleurs, les fournisseurs de la maréchalerie n'ont jamais accueilli favorablement la création des coopératives, car ils comprenaient quelle arme dangereuse elles pouvaient devenir à leur égard. Dans certains cas même ils ont lutté contre elles avec beaucoup d'énergie, allant jusqu'à vendre à perte dans leur voisinage afin qu'elles disparaissent faute d'objet.

2° Beaucoup d'artisans n'ont pas compris les bienfaits que procurait la coopérative qu'ils avaient fondée, et ils ont failli à leurs devoirs de solidarité en achetant ailleurs. Ils n'ont pas saisi que, même si la coopérative vend certains articles plus cher que les fournisseurs, elle régularise néanmoins les prix puisque si elle périlite les fournisseurs reprennent aussitôt l'initiative sur le marché local et s'empressent d'augmenter leurs tarifs.

L'esprit de routine a beaucoup nui aux progrès de ces institutions. L'artisan, habitué à se fournir chez tel quincaillier dont il est plus ou moins l'obligé parce qu'il obtient de lui des facilités de paiement, accoutumé à recevoir la visite périodique d'un représentant déterminé dont il est devenu l'ami, hésite à se servir de la coopérative ne sachant pas se soustraire aux sollicitations de son fournisseur habituel.

3° Des difficultés d'ordre fiscal ont atténué l'essor du mouvement coopératif de la maréchalerie, comme celui d'autres professions, bien probablement.

a) En ce qui concerne la *patente*. L'article 9 de la loi du 19 avril 1905 dit que « *les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes, ne sont pas soumis à la patente.* »

Bien que le texte soit clair, certains contrôleurs ont pré-

tendu qu'il fallait — pour qu'une coopérative soit exonérée de la patente — que les marchandises soient distribuées aux adhérents aussitôt arrivées. Pourquoi la loi parle-t-elle alors de « magasins de dépôt » ?

b) En ce qui concerne l'impôt sur le *chiffre d'affaires*. En 1920, on avait admis qu'une société coopérative ne faisait pas acte de commerce, et par suite n'était pas soumise à l'impôt de 1,10 %, si elle se bornait à répartir les produits achetés sans distribuer de ristourne à ses membres en fin d'année. Or, ceci prêtait à confusion car en réalité, dans les coopératives, lorsqu'il s'agit de procéder à un achat, on demande aux adhérents un versement tant soit peu supérieur au montant de l'achat prévu pour assurer l'élasticité de la trésorerie. En fin d'exercice le trop-perçu est distribué sous forme de ristourne en même temps que le dividende fixe des actions.

En 1923, au cours des débats parlementaires qui eurent lieu en vue des modifications à apporter à l'impôt sur le chiffre d'affaires, on constata la volonté de beaucoup d'élus, influencés par l'Union des Intérêts Economiques, d'astreindre les coopératives au paiement de cet impôt.

Aussi à une question écrite qui lui avait été posée au sujet des impôts des coopératives, le ministre des Finances avait-il répondu, que si une coopérative de consommation consacrait ses bonis à des réserves dont les statuts prévoient la répartition entre les porteurs d'action elle ne remplit pas les conditions prévues pour être exonérée de l'impôt sur le chiffre d'affaires. (*Officiel*, 16 janvier 1924.)

c) En ce qui concerne l'impôt sur les *bénéfices industriels et commerciaux*. Bien des divergences se sont produites et la question a été très débattue.

Sont en dehors de cette cédule :

— les coopératives qui ne possèdent ni établissement, ni boutique, ni magasin et servent seulement d'intermédiaires entre les producteurs et vendeurs, d'une part, et leurs sociétaires, d'autre part.

— celles qui ont un magasin, mais pas de stock, et se bornent à grouper les commandes puis à les distribuer.

— celles qui constituent un stock mais ne vendent qu'à leurs sociétaires et répartissent leur boni proportionnellement aux achats de chacun ou à des œuvres corporatives ou constituent des réserves non réparties entre les porteurs d'actions.

Par contre, si la coopérative vend à d'autres qu'à ses sociétaires, elle est assujettie à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et à celui sur le chiffre d'affaires pour la partie des bénéfices réalisés sur les achats des étrangers. D'ailleurs les Tribunaux, au cours de 1923, ont eu des appréciations extrêmement divergentes sur toutes ces questions; un régime d'incertitude en résulta, telle coopérative payant certains impôts alors que sa voisine en était exempte.

Ce régime éloignait les coopérateurs éventuels susceptibles d'apporter des fonds, de participer aux opérations, en un mot de développer davantage l'institution. Aussi, sauf de rares exceptions, les coopératives marécales ne progressent pas sen-

siblement. L'une d'elles, celle d'Evreux, a même cessé ses opérations au début de 1925.

Nous terminerons l'examen de cette question en rappelant que la loi du 27 décembre 1923 prévoit l'organisation du crédit aux coopératives. Elle pourra, dans cet ordre d'idées, rendre plus de services qu'en ce qui concerne les prêts aux artisans.

F. — LES ŒUVRES DE MUTUALITÉ.

Au point de vue mutuel les artisans maréchaux ont pensé qu'il convenait de secourir ceux d'entre eux qui, pour des causes diverses, venaient à se trouver dans le besoin et aussi d'aider les familles des collègues défunts. Aussi ont-ils tenté quelques efforts intéressants.

Peu après sa fondation la Fédération avait créée une caisse de Secours mutuels dite « *Du franc au décès* ». Quand un membre fédéré venait à mourir, chaque survivant versait un franc et la somme recueillie était remise à la veuve. En raison des difficultés qu'il y avait à centraliser les cotisations de personnes habitant dans toutes les régions de France, cette caisse fut bientôt abandonnée.

Depuis quelques années, dans un cadre plus restreint, certains syndicats d'artisans maréchaux — ceux de Dunkerque et de Besançon notamment — ont réveillé les sentiments altruistes de leurs membres et prouvé que la Mutualité peut servir d'adjuvant et de soutien aux groupements professionnels.

A titre documentaire nous signalerons que le Syndicat de Dunkerque qui exige une cotisation élevée de ses membres — 35 francs, alors que dans la plupart des syndicats elle varie de 10 à 25 francs — et demande un droit d'entrée de 50 francs, leur donne, en échange, les avantages suivants :

- une prime de 150 francs par naissance d'enfant;
- un secours de 300 francs à toute femme de sociétaire atteinte de maladie incurable ou subissant une opération.
- un secours de 150 francs à la veuve de tout sociétaire décédé;
- un secours à tout sociétaire malade ou blessé dès que le temps d'indisponibilité atteint quinze jours.

Nous souhaitons que cette initiative s'étende à d'autres groupements car la solidarité dans le besoin, dans la maladie et dans le deuil est la plus heureuse manifestation de la conscience humaine.

G. — L'APPLICATION DE LA LOI DE HUIT HEURES ET DE LA LOI SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE.

Il nous reste à examiner maintenant comment se fait, dans la maréchalerie, l'application de certaines lois de protection ouvrière et artisanale.

L'extension à la maréchalerie de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures n'a pas été sans soulever quelques difficultés. Des accords partiels existent bien, à Paris par exemple, entre groupements patronaux et ouvriers. Mais les Règlements d'administration publique prévus à l'article 7 n'ont pas encore été pris. Aussi, en mai 1925, le ministre du Travail est-il intervenu auprès des syndicats en vue d'obtenir leur concours pour l'application de la loi sur l'ensemble du territoire.

A première vue il semble que dans une grande ville comme Paris la loi doit pouvoir être appliquée sans trop de heurts. Or, une première difficulté se présente : les vétérinaires qui, pour la plupart, tiennent maréchalerie, demandent qu'outre la dérogation de cent heures par an prévue pour besoins spéciaux au projet de décret déposé au Ministère du Travail en 1919, on accorde quatre-vingts heures de remplacement pour les fêtes et cent cinquante heures de dérogation permanente non tiercées pour le paiement. Il est peu probable que les ouvriers accèdent à ce désir.

D'autre part les vétérinaires souhaitent aussi la possibilité de décaler les équipes dans les ateliers qui en possèdent deux ou plusieurs. Or, ce procédé favoriserait les ateliers importants en leur permettant de recevoir des clients pendant beaucoup plus de temps dans la journée que les petites maisons. Là encore il faut penser que la demande des vétérinaires se heurtera à la résistance non seulement des ouvriers, mais encore à celle des patrons maréchaux et de ceux des vétérinaires qui n'occupent qu'une équipe d'ouvriers.

En province les difficultés sont plus considérables, car le rythme de la tâche quotidienne est basé sur celle des cultivateurs. Presque partout les artisans ont manifesté le désir de voir le nombre d'heures de travail journalier maintenu à neuf ou dix heures.

M. Durafour, Ministre du Travail, a pensé alors qu'on pourrait n'appliquer intégralement la loi que dans les agglomérations de 3.000 habitants et plus. Ce système paraît peu satisfaisant pour la raison suivante : lorsque la loi entrera en vigueur dans ces agglomérations les ouvriers n'accepteront aucune réduction de salaire et les patrons, pour compenser la réduction de production, devront augmenter leur tarif. Or, cela ne leur sera pas facile car aux faubourgs même de la ville, à quelque distance, dans les localités de moins de 3.000 habitants et où, par conséquent, la loi ne sera pas appliquée, se trouveront des artisans pouvant servir la clientèle à meilleur compte et chez lesquels ne manqueront pas d'aller les propriétaires d'animaux désireux de bénéficier d'une petite différence de prix. Ce sera donc la concurrence amplifiée, le front syndical rompu. De plus, les quelques rares ouvriers qu'on trouve encore dans les campagnes ne tarderont pas à venir s'embaucher à la ville où ils recevront, pour huit heures de travail, un salaire égal à celui qu'on leur accorde dans les villages pour neuf ou dix heures de travail.

Il semble préférable que la loi soit intégralement appliquée partout, mais avec les correctifs nécessités par les besoins locaux. En présence d'un texte comme celui du 23 avril 1919,

appelé à procurer tant de bien-être à tous les travailleurs — artisans et ouvriers — il convient d'exclure la routine et de négliger les petites commodités particulières, bien illusoire d'ailleurs quelquefois.

De même il sera bon de tenir la main à l'application de la loi sur le repos hebdomadaire mais, là encore, il conviendra de ne pas décourager la clientèle par des mesures trop rigoureuses si l'on veut qu'elle ne transforme pas sa traction hippomobile, et nous touchons ici au problème de la propagande en faveur du maintien du cheval.

La loi du 13 juillet 1906 ne s'appliquant qu'au personnel des établissements, beaucoup de patrons maréchaux ont continué à travailler le dimanche avec des membres de leur famille. Parfois même, dans les grands établissements de transports, camionnages, laiteries, qui ont à demeure et pour leur compte des ouvriers maréchaux, on n'hésite pas à méconnaître la loi et à les faire travailler le dimanche, au moins dans la matinée. Ajoutons que quelques patrons maréchaux occupent aussi leurs ouvriers le dimanche. Les Inspecteurs du Travail ont reçu de nombreuses plaintes à ce sujet, des procès-verbaux ont été dressés contre ceux qui, contrairement au vœu du législateur, tiennent en échec, par une concurrence regrettable, la grosse majorité des artisans respectueuse des lois.

A cette situation, la loi du 25 décembre 1923 apporte un remède en permettant au Préfet d'ordonner par Arrêté la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée du repos, lorsqu'un accord est intervenu à ce sujet entre les syndicats patronaux et ouvriers de la profession, et sur la demande de ces syndicats. Les patrons et ouvriers maréchaux devront donc simultanément faire au Préfet la demande nécessaire et joindre le texte de l'accord conclu entre eux. Bien entendu les grandes entreprises de camionnage ci-dessus mentionnées devront être consultées.

Nous croyons savoir qu'un accord interviendra à Paris entre Syndicats patronal et ouvrier dans les derniers mois de 1925 et nous pensons qu'en province également les Syndicats s'entendront pour mettre fin à l'état de choses qui règne depuis 1906.

§. 2. — La défense de l'avenir du métier et la lutte pour remédier à la crise de l'apprentissage.

A. — DIFFICULTÉ DU RECRUTEMENT DES MARÉCHAUX.

Comme beaucoup d'autres professions, la maréchalerie traverse, depuis plusieurs années, une crise de recrutement très sérieuse.

Outre les considérations d'ordre général qui expliquent ce fait et sont communes à tous les métiers, il y a lieu d'étudier ici celles qui lui sont propres.

Tout d'abord remarquons que la maréchalerie est une profession peu commune et passablement fermée. Quiconque ne la connaît point par relations spéciales ne dirigera pas ses enfants vers elle. On fera de son fils un menuisier, un mécanicien, un peintre, un maçon, un comptable, un boulanger, mais on le poussera bien rarement vers la maréchalerie qui requiert une vigueur physique exceptionnelle, une dextérité particulière et qui, en outre, exige un labeur pénible dans des conditions d'hygiène souvent insuffisantes, nous l'avons dit. On est souvent maréchal-ferrant de père en fils ou parce qu'on a un oncle, un cousin qui est lui-même maréchal et a provoqué une vocation. Nombre d'ateliers ont été exploités par une même famille depuis des siècles : peu d'apports étrangers dans cette profession, par conséquent. Souvent aussi les forges sont tenues par d'anciens maréchaux de l'armée, adjudants, maréchaux des logis ou brigadiers qui, ayant accompli quinze, vingt ou vingt-cinq ans de service prennent leur retraite au pays natal, y achètent un fonds leur permettant de mieux vivre en complétant la modeste pension que l'Etat leur accorde.

Telle est, dans la grosse majorité des cas, le mode de recrutement des artisans maréchaux.

Certes, quelques jeunes gens embrassent cette carrière par goût, mais ils sont rares et encore bien souvent la quittent-ils prématurément, attirés par les usines des villes, les compagnies de chemin de fer, de tramways, la grande industrie où on les utilise comme forgerons, outilleurs, mécaniciens de la grosse partie, etc... Ils trouvent là un salaire souvent meilleur, gagné avec moins de fatigue et de danger; car à la forge artisanale le patron fait souvent équipe avec l'ouvrier, la surveillance est continue, il n'y a aucune perte de temps, les heures de présence sont toutes des heures de rendement, de tâche effective, alors qu'il n'en est pas souvent de même dans la grande industrie.

Ajoutons enfin que les maréchaux — patrons comme ouvriers — ne se sont jamais livrés à une propagande méthodique pour attirer les jeunes gens et que le problème de l'orientation — disons simplement de la sélection professionnelle — n'a jamais été posé scientifiquement dans la maréchalerie. De même l'usage du contrat écrit d'apprentissage n'y est pas assez répandu.

Longtemps l'apprentissage s'est fait — et il se fait encore beaucoup — à l'atelier paternel. Au point de vue apprentissage, la maréchalerie offre un écueil sérieux qui est le suivant : lorsque l'enfant quitte l'école primaire vers 12 ou 13 ans, il y a impossibilité d'en faire immédiatement un apprenti maréchal, car sa force physique ne le permet pas. Comment cet enfant, en effet, pourrait-il tenir les pieds et surtout « frapper devant » avec une lourde masse? Ce sont là, pourtant, les premières tâches du débutant, de celui qui aide le ferreur. Cela est une des raisons qui fait que le métier de maréchal est délaissé, les parents n'étant pas toujours disposés à attendre que leur fils ait 15 ou 16 ans pour commencer l'apprentissage d'un métier. Chez le menuisier, chez le plombier, l'enfant de 13 ou 14 ans peut rendre des services, effectuer de petites

besognes préliminaires alors que chez le maréchal il ne pourra, comme on vient de le dire, ni tenir les pieds, ni « frapper devant ».

Dans l'enseignement de la maréchalerie, les bons techniciens recommandent de faire une démarcation nette entre forger et ferrer.

« Au début il faut apprendre à bien forger, à aller lentement mais à exécuter consciencieusement. La vitesse de réalisation vient par la suite.

« Il faut, au cours de la première année d'étude, s'attacher à faire convenablement un lopin, à donner une bonne tournure au fer, à connaître à fond les outils, leur nom, leurs différentes parties et leurs usages.

« Il faut exiger des élèves des gestes précis, corrects, nullement précipités. Ce n'est qu'après cet ensemble de résultats qu'on pourra passer au ferrage des pieds morts puis, par la suite des pieds vivants » (1).

Le jeune maréchal doit, autant que possible, posséder une bonne instruction générale car « si une solide instruction technique permet au maréchal de contenter son client, de rendre service au cheptel national, l'instruction générale lui facilite cette tâche d'abord et, en outre, fait de lui un chef de maison averti, pouvant discuter avec ses clients comme avec ses fournisseurs, sachant calculer, apte à établir un prix de revient, capable de présenter une facture, un mémoire dont le libellé et le soin témoignent d'une certaine culture. C'est dire que l'instruction générale permet à l'artisan de mieux gagner sa vie, de relever son prestige, d'augmenter la considération — souvent minime — dont il jouit dans l'esprit du public et de sa clientèle (1).

Malheureusement beaucoup de jeunes gens choisissent le métier de maréchal sans avoir un bagage suffisant de connaissances générales. Beaucoup d'entre eux ne possèdent même pas le certificat d'études primaires.

Ainsi à Paris, aux examens du certificat d'aptitude professionnelle de maréchal-ferrant, sur 60 jeunes gens qui se sont présentés en 1923, 28 seulement étaient pourvus du C. E. P. En 1924, il n'y en avait que 39 sur 76 candidats et, en 1925, 36 sur 82 candidats. Nous touchons ici du doigt les résultats néfastes de la mauvaise fréquentation scolaire dans les villes et surtout dans les campagnes, de cette plaie sociale qui paralyse tous les efforts vers le mieux-être et le progrès.

Nous avons dit que l'apprentissage se fait surtout à l'atelier. Il se complétait autrefois sur le « Tour de France », mais cette institution, malgré les efforts des sociétés compagnonniques depuis la guerre de 1914-1918, ne semble pas, au contraire, prendre de l'extension. De toute façon, il y a malheureusement dans ces modes d'apprentissage — atelier unique ou ateliers successifs — une double lacune fondamentale au

(1) Rapport sur les Ecoles, présenté au Congrès de la Fédération des Patrons Maréchaux en 1922.

point de vue instruction technique et au point de vue enseignement général.

Au point de vue technique, le degré de perfection qu'atteint un jeune homme donné est variable suivant les aptitudes de son maître. Si celui-ci est habile, intelligent, l'apprenti recevra de bons principes. Dans le cas contraire notre jeune homme risquera de demeurer toute sa vie un producteur médiocre. Et même si le maître possède à fond la technique de son art, a-t-il nécessairement les qualités pédagogiques requises, a-t-il une véritable méthode d'enseignement adaptée à son jeune apprenti?

Au point de vue instruction générale, le mal est plus grand encore car le patron n'a ni le temps ni souvent la compétence pour donner au jeune homme quelques directives en langue française, en calcul, en comptabilité, en technologie.

B. — LES ÉCOLES TECHNIQUES ET LEURS PROGRAMMES.

A tout cela un seul remède est possible : fonder de nombreuses écoles professionnelles. Actuellement il en existe plusieurs en France, toutes créées par des Syndicats patronaux sous l'égide de la Fédération, dirigées par ces Syndicats et généralement subventionnées par l'État, les Départements, les Villes, les Chambres de Commerce et recevant aussi des dons des Syndicats eux-mêmes ainsi que des particuliers.

Les villes qui possèdent une Ecole de Maréchalerie sont les suivantes : Paris (Ecole supérieure), Angers, Arles, Lyon, Reims, Saintes et Tourcoing.

Bien entendu, l'enseignement dans les différents établissements n'est pas absolument uniforme, mais adapté aux besoins régionaux, encore que les différents Congrès annuels des Patrons maréchaux aient recommandé une certaine unité de méthode, par analogie avec ce qui a lieu dans l'armée, pour la formation des aides-maréchaux.

A Arles, à Saintes, une large part est faite à l'étude des machines agricoles (construction, réparation), à Paris tous les efforts se portent sur la forge, la ferrure, ainsi que sur les premiers soins à donner aux animaux.

L'intérêt qu'offrent ces écoles c'est qu'elles permettent non seulement de faire de l'apprentissage proprement dit avec suite et méthode en choisissant comme professeurs les patrons et les ouvriers d'élite et qui ont quelque aptitude à l'enseignement, mais encore de rendre possible le fonctionnement de cours théoriques, lesquels se divisent généralement en deux groupes :

1° Anatomie, forge et ferrures théoriques, soins aux animaux;

2° Instruction générale (français-calcul), technologie des matières d'œuvre, éléments de comptabilité et de législation.

Les cours (1) du premier groupe sont professés par un vété-

(1) A titre d'indication, voici le programme des cours professés à l'Ecole Supérieure de Maréchalerie de Paris.

A. — Cours pratiques.

Exercices pratiques de forge et de ferrure.

rinaire civil ou militaire et les seconds par un instituteur ou un comptable. Ils ont lieu, soit seulement le dimanche matin,

Les commençants s'exercent à l'étau sur pieds morts, les autres sur l'animal vivant.

B. — Cours théoriques.

De la maréchalerie. — Rôle social et économique du maréchal. — Importance de la maréchalerie civile et militaire. — Préjugés contre cette profession si noble et pourtant si peu considérée. — De la nécessité de la relever dans l'esprit public. — Conditions physiques et morales que doit remplir le vrai maréchal. — Historique de la ferrure du cheval. — Des rapports de la maréchalerie avec les diverses branches de l'art vétérinaire et d'autres sciences. — Origine de la ferrure. — Ferrure dans l'antiquité, pendant le moyen âge, dans les temps modernes, de l'époque actuelle.

Importance capitale de l'étude du pied et de sa ferrure.

Anatomie descriptive du pied, de ses parties internes et externes. — Forme différentielle des pieds antérieurs et postérieurs. — Sa raison. — Conséquences diverses qui en découlent au point de vue de la ferrure et de son rôle protecteur.

Considération sur l'anatomie générale du pied et de toutes ses parties constituantes.

Développements sur la physiologie du pied, sur l'élasticité du sabot, la prolifération cornée, sur les modifications plus ou moins profondes que subit le pied sous l'influence du travail, de l'âge, du régime, du sol, de l'état de santé, des aplombs, de la parure du sabot, etc.

Notions indispensables sur les aplombs des membres antérieurs et postérieurs vus de face et de profil, sur l'hygiène des sabots, la nature de la corne, sur les effets de l'avature, etc.

De la ferrure normale, hygiénique, de la ferrure orthopédique, de la ferrure chirurgicale. — Divers systèmes de ferrures à glace et d'appareils utilisés contre les glissades.

Du fer à cheval. — Description très détaillée. — De sa confection. — Détails sur le matériel et l'outillage de la forge; sur les matières premières employées. — Indications sur les foyers ordinaires, les fours à réchauffer, avantages, inconvénients.

Des règles inéluctables de la ferrure. — De son rôle multiple. — Manuel de la ferrure. — Procédés français et anglais. — Moyens de contention des chevaux à ferrer. — Différents systèmes de travaux.

Ferrures à chaud et à froid; avantages, inconvénients. — Ferrures étrangères, anglaise, américaine, etc.

Fers ordinaires, exceptionnels, pathologiques. — Comparaisons de leur valeur conservatrice, palliative ou curative. — Examen complet des fers les plus usuels. — Description, confection et application.

Vices d'aplomb. — De l'emploi judicieux des moyens propres à les combattre. — Du rôle considérable du maréchal sur leur production ou leur redressement, suivant que cet ouvrier est maladroit, routinier, ou habile et instruit.

Défectuosités diverses du pied, naturelles ou acquises. — Moyen d'en pallier les effets par la ferrure.

Ferrure chirurgicales. — Conditions de leur emploi.

Ferrure des chevaux de selle, de traits légers, de traits lourds, de course au trot, au galop, de plat, d'obstacles. — Ferrure de l'âne, du mulet, du bœuf.

Maladies principales du pied. — Description sommaire. — Exploitation rationnelle du pied. — Opérations de petite chirurgie. — Connaissances que le maréchal doit posséder pour donner avec intel-

soit le dimanche matin et une autre fois par semaine, après la journée de travail.

C. — LE CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE
ET LA QUESTION DU BREVET DE MAÎTRE-MARÉCHAL.

Après le vote de la loi du 25 juillet 1919, la Fédération a engagé ses syndicats à demander que soient organisées,

ligence les premiers soins aux chevaux accidentés, boiteux ou malades.

Notions élémentaires sur les topiques les plus fréquemment employés pour le traitement des maladies du pied, des piqures, des enclouures, des retraites, des clous de rue, des javarts, des bleimes, des seimes, des kéraophylloës, des resserrements, de l'encastelure, du crapaud, de la crapaudine, etc.

Notions d'extérieur, étude sommaire des tares molles et dures; de l'influence de la ferrure sur leur production et comme moyen palliatif.

C. — Cours d'Instruction générale, de Comptabilité et de Technologie.

Instruction générale. — Eléments de la langue française. — Règles pratiques d'orthographe et de grammaire. — Correction collective des fautes relevées sur les devoirs.

Rédactions de lettres sur des sujets professionnels ou commerciaux: demande d'emploi, circulaire à la clientèle pour annoncer l'ouverture d'une maréchalerie, lettre à son propriétaire demandant des réparations, réclamation à un fournisseur, demande de délai de paiement; modèle de bail, de contrat sous seing privé, modèle de facture détaillée, etc.

Exercices de calcul mental et écrit. — Devis d'installation d'une forge. — Remises et commissions. — Emprunt, intérêt. — Escompte. — Calcul des surfaces, des volumes, des poids, etc., etc.

Notion du droit usuel.

Instruction morale: l'alcoolisme.

Instruction commerciale. — Comptabilité du maréchal. — Obligations légales du commerçant. — Livres exigés par la loi.

Exercices pratiques très élémentaires de tenue des livres. — Inventaire du matériel de l'atelier. — Achat et vente d'un fonds. — Liquidation judiciaire. — Faillite, répartition de l'actif. — Banqueroute, pénalités.

Rédaction d'effets de commerce. — Comptes courants, usage du chèque. — Placement de fonds. — Actions et obligations. — Rente. — Opérations de Bourse. — Caisse d'épargne. — Assurances diverses. — Mutualités. — Caisses de retraites. — Placements en viager.

Technologie des matières d'œuvre. — La chimie du maréchal; propriétés de l'air et de l'oxygène. — Composition de l'eau; oxydation des métaux.

Notions sur la métallurgie, les propriétés, les usages de la fonte, du fer, de l'acier, de l'aluminium et des métaux usuels.

Le charbon. — Son extraction.

Cette dernière série de leçons est accompagnée d'expériences et de projections.

Notions de mécanique. — Forces, composition des forces. — Décomposition. — Travail d'une force. — Force vive (application au travail de la forge); avantage du mouvement circulaire continu (exemples).

Machines simples: intensité de la puissance et de la résistance, vitesse.

Description sommaire d'une machine à vapeur, d'un moteur à pétrole à 4 temps, carburation, allumage, transmission. — Les automobiles.

dans différentes régions de France, des sessions d'examen du certificat d'aptitude professionnelle prévu par l'article 47 de la loi précitée (1).

Dès 1922, de telles sessions eurent lieu dont Paris, Tourcoing, Lyon et Arles furent les principaux centres. Elles atti-

(1) Voici quels sont les programmes de cet examen, approuvés par le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique, en ce qui concerne les départements de la Seine et du Nord :

1^o DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

A. — *Exercices pratiques.*

(Durée 2 heures, coefficient 5.)

Confection des quartiers et des lopins, conduite du feu, chauffer un lopin. — Manière de se servir des outils, leur réparation. — Choix des lopins. — Divers temps pour forger un fer. — Chaudillon première branche, puis deuxième. — Dispositions des étampures, tournures, contre-perçure, bigornage. — Lever les pinçons, les crampons; donner l'ajusture française, anglaise ou mixte. — Evider un fer. — Ajustures à rejeter. — Déboucher, donner le fil d'argent. — Parer un pied d'aplomb, au degré voulu (les débutants ont été exercés sur pieds morts, puis sur pieds vivants). — Porter et fixer le fer. — Précautions. — Fers et ferrures anglais, fers exceptionnels et pathologiques. — Ferrure de l'Armée, ferrure à glace. — Ferrure du mulet, de l'âne et du bœuf.

B. — *Interrogations techniques, théoriques*

(Durée 20 minutes, coefficient 3.)

Importance de la maréchalerie civile et militaire. — Préjugés contre cette profession si noble et cependant si peu considérée. — Origine, historique très sommaire de la ferrure. — Rapports de la Maréchalerie avec l'art vétérinaire et d'autres sciences. — Anatomie externe et interne du pied et de la jambe. — Physiologie du pied, élasticité du sabot, prolifération cornée, modifications que subit le pied sous l'influence du travail, de l'âge, du régime, du sol, la nature de la corne, les effets de l'avalure. — Ferrure normale, orthopédique, à glace. — Appareils contre les glissades. — Description détaillée du fer. — Matériel et outillage de forge. — Matières premières. — Foyers ordinaires et fours. — Manuel de la ferrure. — Procédés français et anglais. — Contention des animaux. — Pourquoi il faut éviter la brutalité. — Les travaux. — Ferrure à chaud, à froid. — Croquis d'un fer, prise de mesures pour ferrure en ville. — Fers ordinaires et pathologiques.

Vices d'aplomb. — Rôle du maréchal sur leur production ou leur redressement. — Défectuosités du pied, naturelles ou acquises. — Moyens d'en pallier les effets par la ferrure. — Ferrure des chevaux de trait, de selle, de chasse, de course au trot, au galop, ferrures Lafosse et Charlier. — Ferrure de l'âne, du mulet, du bœuf. — Maladies principales du pied, description sommaire. — Exploration rationnelle du pied. — Premiers soins aux animaux, boiteux, accidentés ou malades. — Notions élémentaires sur la pharmacie et sur les principaux topiques employés dans les accidents et maladies du pied. — Notions sur les races, les âges, les robes. — Etude sommaire des tarses molles et dures. — Questions élémentaires sur la réparation des instruments agricoles.

rèrent de nombreux candidats; ainsi à Paris il y eut en 1923 60 candidats et 57 admis, en 1924 76 candidats et 46 admis, en 1925 82 candidats et 54 admis.

De bonne heure, pour encourager l'enseignement de la maréchalerie et attirer les jeunes gens dans les écoles professionnelles, on pensa qu'il serait bon d'attacher certains avantages à la possession du certificat d'aptitude professionnelle. On demanda au Ministre de la Guerre qu'il soit assimilé au brevet d'aptitude militaire et donne à tout jeune homme qui en serait pourvu, le droit de choisir son régiment. Jamais satisfaction ne fut obtenue. Toutefois, par Circulaire du 28 août 1923, adressée aux Commandants de Corps d'armée, le Ministre de la Guerre entraînait dans une voie favorable et s'exprimait ainsi :

« Le certificat d'aptitude professionnelle constitue, pour les jeunes gens qui en sont détenteurs, une preuve de connaissances techniques sérieuses, que l'armée a le plus grand intérêt à utiliser au mieux de ses besoins.

« Les commandants de recrutement en tiendront le plus

C. — *Interrogations de Technologie, de Comptabilité
et d'Enseignement général.*

(Durée 20 minutes, coefficient 2.)

Importance de la houille, extraction. — Les houilles maréchales. — La chimie du maréchal : l'oxygène dans l'opération du forgeage. — L'air et l'eau, composition. — Fer, fonte et acier, production. — Importance de l'hygiène : fléaux individuels, familiaux et sociaux-alcoolisme, tuberculose, maladies vénériennes.

Les commerçants, obligations légales, tenue des livres, inscription au registre du Commerce. — Tribunaux de Commerce et conseils de Prud'hommes. — Accidents du travail. — Devis d'installation d'une forge. — Le contrat d'apprentissage. — Bail d'un local, état de lieux. — La facture, traite, billets, chèque, rôle important dans les transactions. — Intérêt et escompte. — Bénéfice de tant % à l'achat ou à la vente. — Remises. — Règles de Société, rentes, actions et obligations. — Caisse d'Epargne, retraites pour la vieillesse. — Périmètres et surfaces simples. — Volumes. — Mesures pour le bois de chauffage. — Poids et densités. — Idée des forces (application au travail de la forge), puissance, résistance, vitesse. — Description sommaire d'une machine à vapeur, d'un moteur à 4 temps.

2° DÉPARTEMENT DU NORD.

Dessin. — Epreuve facultative : croquis d'un fer.

Technologie. — Notions simples sur la métallurgie du fer; fers cavaliers, dimensions principales :

De la soudure, lopins.

Petit outillage, entretien et emploi.

Etude anatomique du pied normal, étude des aplombs, des irrégularités de la marche, de l'usure des fers.

Ferrage des pieds normaux.

Etude des cas les plus fréquents nécessitant des ferrures spéciales, dites pathologiques.

Prix de revient : matières, forgeage, ferrage, frais généraux.

Travaux pratiques. — Ferrage de pieds morts : préparation du pied, forgeage du fer approprié, ferrage du pied.

grand compte pour la détermination de la subdivision d'arme d'incorporation de ces jeunes gens, *sans toutefois que ce certificat puisse en aucun cas être considéré comme donnant droit à une incorporation à tel ou tel arme ou service et pas davantage à telle ou telle garnison.*

« La possession du certificat d'aptitude professionnelle sera indiquée par les intéressés sur le bulletin de renseignements à établir pour chacun d'eux par les maires au moment du recensement de chaque classe.

« D'autre part, je demande à M. le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique d'inviter les directeurs des cours professionnels à signaler directement aux commandants de recrutement intéressés, trois mois avant l'incorporation de chaque contingent, les jeunes gens de ce contingent ayant suivi les cours qu'ils dirigent et obtenu le certificat d'aptitude professionnelle à la fin de ces cours.

« Les commandants de recrutement auront donc tous les renseignements nécessaires pour affecter les jeunes gens dont il s'agit en connaissance de cause.

« Ils signaleront ces jeunes gens à leur chef de corps, qui pourra ainsi leur donner, dans la limite des besoins de son corps, un emploi de leur spécialité. »

Il est bien évident que le certificat d'aptitude professionnelle, tel qu'il est actuellement délivré, ne prouve pas que celui qui en est pourvu soit un ouvrier accompli. Maintes discussions ont eu lieu à ce sujet dans les derniers Congrès patronaux et ont révélé le désir à peu près général que soit créé un diplôme de Maître-Maréchal-ferrant, supérieur au certificat d'aptitude, délivré seulement aux ouvriers accomplis et sous le contrôle de l'Etat (1).

(1) Dans son « Traité de Maréchalerie rationnelle et pratique », Peillon indique que le programme de ce nouveau diplôme pourrait être le même que celui du Certificat d'aptitude professionnelle, augmenté des matières suivantes :

— Exercices pratiques.

Confection et pose d'une ferrure exceptionnelle ou pathologique que le candidat doit déterminer seul d'après la conformation ou l'état des pieds de l'animal.

Exécution d'une petite opération : saignées, ponction, injection hypodermique, points de suture, clou de rue, bleime suppurée, seime, kéraphyllocèle, fourmière, ou d'un pansement.

— Interrogations techniques thoriques.

Histoire détaillée de la ferrure du cheval.

Les divers systèmes de ferrures à glace.

Les divers systèmes de travail.

Principales ferrures étrangères. Ferrures de trait léger, de trait lourd, de courses (à plat et d'obstacles).

Description et traitement des piqûres, des enclouures, des

Au sujet des sanctions qu'il conviendra de donner à ce dernier diplôme lorsqu'il sera créé et généralisé, une question s'est posée. En vue de limiter la concurrence dans l'avenir, en vue surtout de sauvegarder les intérêts du cheptel en ne confiant les animaux qu'à des techniciens tout à fait expérimentés, ne conviendrait-il pas d'exiger de tout maréchal voulant s'établir, par analogie avec ce qui a lieu en Alsace-Lorraine, la possession du diplôme de Maître-Maréchal-ferrant?

Au sein des Congrès patronaux, les avis ont été très partagés. Nous estimons qu'il faut répondre négativement, d'abord parce que ce serait une atteinte insuffisamment justifiée à la liberté du travail et aussi parce que les maréchaux diplômés, jouissant alors d'un véritable monopole, seraient très mal placés pour faire échec aux vétérinaires lorsque ceux-ci réclameraient en leur faveur le monopole de la médecine. En outre, il n'est nullement prouvé qu'en Alsace-Lorraine, où le monopole de la maréchalerie existe, les chevaux soient, dans l'ensemble, mieux ferrés que dans les autres régions.

D. — LES CONCOURS ET LES EXPOSITIONS DE MARÉCHALERIE.

Pour encourager les jeunes maréchaux à se perfectionner et pour créer entre eux une émulation favorable, plusieurs syndicats patronaux organisent, soit régulièrement, soit occasionnellement dans différentes villes de France des Concours et des Expositions dotés de nombreux prix offerts par les Syndicats eux-mêmes, par les Pouvoirs publics, les fournisseurs, les Sociétés d'Agriculture, etc..

Chaque année, en juin ou juillet, la plus importante de ces manifestations corporatives a lieu à Paris sous le patronage des ministres de l'Agriculture et de la Guerre. Les gradés et aides-maréchaux de l'Armée reçoivent régulièrement l'autorisation d'y participer. Ces concours réunissent beaucoup de concur-

retraites, des javarts, des bleimes, des seimes, des kéraphyllocèles, des resserrements, de l'encastelure, du crapaud, de la crapaudine, etc. Influence de la ferrure sur la production des tares molles et dures et comme palliatif de ces tares.

— Interrogations de technologie, de comptabilité
et d'enseignement général.

*Différents combustibles, la houille blanche.
Chambres de Commerce et de Métiers. Notions historiques sur les corporations.
Inconvénients du crédit à long terme. La faillite. Notions sommaires.
Relevé de comptes. Chèque barré. Chèque postal.
Surface latérale des principaux solides.*

rents et, de 1911 à 1925, les chiffres des lauréats ont été les suivants :

	Apprentis	Ouvriers civils	Brigadiers maréchaux	Aides maréchaux	Exposants	Totaux
1911 ..	19	15	10	32	15	91
1912 ..	24	19	11	44	24	122
1913 ..	18	21	21	40	28	128
1914 ..	29	17	15	64	28	153
1920 ..	11	23	7	7	8	56
1921 ..	23	23	8	28	23	105
1922 ..	17	22	18	57	13	127
1923 ..	13	19	5	30	10	77
1924 ..	18	12	12	53	16	111
1925 ..	10	18	11	71	13	123

E. — FILM PROFESSIONNEL.

Pour clore cette revue des initiatives de la maréchalerie en matière d'enseignement professionnel, nous signalerons qu'en 1923 un film de « La Maréchalerie » a été édité par souscription entre les Syndicats adhérents à la Fédération Nationale des Patrons maréchaux et, individuellement, entre les artisans de ces syndicats.

Ce film est certainement un des premiers en matière d'enseignement et les différentes projections qui en furent faites soit à Paris soit en province ont rencontré un accueil favorable. Le Ministère de l'Agriculture, celui de l'Instruction publique et le Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique en ont acquis un certain nombre d'exemplaires.

Le film dont il s'agit répond au double but suivant :

1° il permet de servir à l'orientation des jeunes gens à l'âge où ils doivent choisir un métier;

2° il peut servir aux démonstrations nécessaires pour les cours de forge et de ferrure professés dans les écoles de maréchalerie.

§ 3. — Le Régime spécial à l'Alsace-Lorraine.

Nous étudierons, en deux parties distinctes, le Statut des écoles de maréchalerie et l'exercice de la profession de maréchal-ferrant dans nos provinces recouvrées.

A. — STATUT DES ECOLES DE MARÉCHALERIE (1).

En Alsace-Lorraine les écoles de maréchalerie ont pour but de perfectionner dans l'art de la ferrure les jeunes gens qui ont terminé leur apprentissage et de les préparer aux examens prescrits par la loi du 5 mai 1890, examens qui ont pour sanction le Brevet de Maître maréchal dont nous parlerons plus

(1) « Zentral-und Bezirks-amtsblatt », 1911, page 317.

loin. Elles sont placées sous la surveillance supérieure du Ministère.

Dans chaque école le personnel instructeur comprend :

1° un vétérinaire, à la fois directeur et professeur, chargé de la partie théorique de l'enseignement;

2° un maréchal-ferrant moniteur pour la partie pratique.

Le directeur reçoit les demandes d'admission, exerce la discipline, accorde les congés, assure l'exécution des programmes, gère l'école, la représente au dehors, prononce les renvois d'élèves, etc...

L'école peut être la propriété soit du vétérinaire-directeur, soit du maréchal-moniteur; l'un ou l'autre est tenu de remplir certaines obligations contractuelles concernant les locaux et le matériel.

Toute occupation autre que les exercices de forge et de ferrure est interdite aux élèves.

L'enseignement est gratuit, mais les élèves pourvoient par leurs propres moyens à leur nourriture et à leur logement. Quelquefois le moniteur pratique se charge de la nourriture et du logement; dans ce cas un contrat est passé avec lui.

Le matériel d'enseignement est fourni par l'Etat et un crédit est attribué pour entretenir et compléter ce matériel ainsi que les collections.

Il comprend essentiellement : un squelette de cheval et de bovin, des préparations d'os et de tendons, des préparations anatomiques démontables, des reproductions de chevaux avec aplombs réguliers et irréguliers, des modèles de pieds normaux et défectueux, des modèles de ferrure du cheval et du bœuf (ferrures normales et ferrures pour terrains glissants), des modèles de fers et d'appareils pour chevaux ayant des aplombs ou allures irréguliers et pour pieds défectueux ou malades, des modèles de clous, crampons, grappes, patins et plaques, des instruments de forge et de ferrage, des livres et des périodiques techniques. En outre chaque élève doit se procurer, pour l'enseignement théorique, le manuel en usage à l'école ainsi que le matériel de dessin et d'écriture.

Le programme comprend :

ENSEIGNEMENT THÉORIQUE

Définition; nécessité, difficulté de la ferrure.

L'extérieur du cheval, anatomie générale, anatomie et physiologie du pied, pied régulier et fonction du pied.

Installation d'un atelier de maréchalerie.

Ferrure normale (fers ordinaires et rainés, fers militaires, fers de chasse et de courses, ferrures Charlier, Pader, ferrure en acier et en aluminium, fers mécaniques, ferrures pour terrains glissants).

Clous, ferrure sans clous.

Exécution du ferrage (appréciation du cheval à ferrer, traitement du cheval pendant le ferrage, enlèvement du vieux fer, parage du pied; choix, ajusture, portée et attache du nouveau fer).

Contrôle du ferrage, influence de la ferrure sur le pied et le membre.

Hygiène du pied.

Ferrure des aplombs irréguliers.

Ferrures appropriées aux attitudes vicieuses à l'écurie.

Ferrures appropriées aux défauts des allures.

Ferrures appropriées aux pieds défectueux ou malades (fers à planche, pieds inégaux, pied grand, pied petit, sec, tendre, plat, plein; encastelure, formes cartilagineuses, pied à talon, trop bas, trop haut, à pince trop courte, pied bot, pied de travers, fourbure).

Lésions de la corne (seimes, faux quartiers, pourriture de fourchette, crapaud, crapaudin).

Lésions de la chair du pied (piqûres, brûlures, blessures de la sole et de la fourchette, clous de rue et atteintes, bleimes et javart).

Ferrure de l'âne, du mulet et du bœuf.

L'enseignement théorique comprend généralement, en outre, un cours de dessin, des leçons de comptabilité et des notions sur la responsabilité.

ENSEIGNEMENT PRATIQUE

Forgeage et pose, sur pieds vivants ou, à défaut, sur pieds morts de la ferrure ordinaire et des principales ferrures spéciales et pathologiques étudiées aux cours théoriques.

Pour être admis aux écoles tout postulant (1) doit produire, outre une demande au directeur :

1° son acte de naissance;

2° la preuve qu'il a fait, avec succès, son apprentissage de maréchal-ferrant;

3° la preuve, par certificats ou par livret d'ouvrier, qu'il a travaillé comme maréchal pendant au moins deux ans.

Il doit justifier de sa bonne conduite par une attestation du maire et prouver que lui ou ses parents ou son tuteur pourront payer ses frais de séjour à l'école.

L'admission peut dépendre d'une épreuve préliminaire à passer devant le directeur et comprenant :

a) la forge d'un fer à cheval en deux chaudes sur lopin en barre;

b) le ferrage complet d'un pied.

En cas de désaccord entre le directeur et le maréchal-ferrant moniteur sur l'opportunité d'admettre ou non un postulant, la décision appartient au vétérinaire principal.

Chaque cours ne doit pas comprendre plus de dix élèves. S'il y a davantage de postulants on choisit les plus avancés et, parmi ceux de même valeur, d'après la date de la demande d'admission.

(1) Les étrangers ne sont admis qu'avec l'autorisation du ministre.

S'il y a moins de cinq postulants le cours n'a pas lieu.

La durée d'un cours est normalement de trois mois; il y en a un ou deux par an et la répétition d'un cours est permise.

A la sortie, les élèves qui se sont bien conduits et ont subi, avec succès, l'examen dont il est question ci-après, obtiennent une prime en espèces. Chaque élève reçoit une collection de fers forgés par lui-même.

B. — L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE MARÉCHAL-FERRANT (1).

Nous trouvons les renseignements relatifs à l'exercice de la profession maréchale en Alsace-Lorraine dans le Règlement du 19 octobre 1911, pour l'exécution de la Loi du 5 mai 1890. Le principe est le suivant : nul ne peut prendre le titre de maréchal-ferrant breveté et instruire des apprentis maréchaux (2) s'il n'est possesseur du brevet de maréchal-ferrant délivré dans les conditions ci-après.

L'examen peut être passé dans les villes de Strasbourg, Metz ou Mulhouse, devant une Commission présidée par le vétérinaire principal, chef des Services vétérinaires d'Alsace-Lorraine et comprenant, pour chaque endroit, le vétérinaire directeur de l'école, le maréchal-moniteur, un éleveur désigné par le Bureau de la Société Hippique d'Alsace-Lorraine. Les décisions sont prises à la majorité des voix; celle du Président est prépondérante. Le Président et les membres de la Commission reçoivent une indemnité fixée par le Ministère. En règle générale les examens ont lieu deux fois par an. Le candidat doit faire une demande à l'autorité administrative en fournissant, outre son acte de naissance, la preuve qu'il a travaillé au moins pendant quatre ans comme maréchal-ferrant. S'il a fréquenté une école de maréchalerie, une école d'artisans ou autre, le candidat joindra un certificat du directeur de cette école.

Pour l'examen, les candidats doivent se munir de leurs outils de ferrage, justifier de leur identité et déposer les droits d'examens.

Les épreuves sont divisées en deux parties : partie théorique; partie pratique.

A. — La partie *pratique* comprend :

1° la forge de deux fers ordinaires, d'été et d'hiver, pour la ferrure du bipède diagonal d'un cheval et l'exécution complète de la ferrure au moyen de ces fers;

2° la forge d'un fer rainé;

3° la forge d'un fer à bœuf et le ferrage d'un onglon avec ce fer;

4° la forge d'un ou deux fers pour pieds défectueux ou malades, ou pour des chevaux à aplombs ou allures irréguliers et le ferrage d'un pied avec un de ces fers.

(1) « Zentral und Bezirks-Amtsblatt », 1911, page 314.

(2) Art. 129, al. 6 de la Loi sur les Professions.

B. — La partie *théorique* est orale. Elle comprend des questions sur :

- l'extérieur du cheval;
- les différentes parties du pied du cheval et du bœuf;
- l'hygiène des sabots et des onglons;
- les règles et principes de la ferrure et les fautes à éviter;
- les différentes ferrures usuelles;
- la ferrure appropriée aux aplombs et allures irréguliers et aux pieds défectueux du cheval et du bœuf.

Pour ces examens le matériel, les chevaux, sabots et onglons nécessaires sont fournis pour le propriétaire de la forge affectée à l'Ecole de Maréchalerie.

Sur le régime en vigueur en Alsace-Lorraine nous ferons seulement les deux remarques suivantes :

1° dans nos provinces recouvrées, par opposition avec ce qui a lieu dans les autres régions, le contrôle de la maréchalerie est exclusivement exercé par les vétérinaires;

2° dans les programmes d'enseignement, contrairement aussi à ce qui a eu lieu dans certaines autres provinces et comme conséquence de ce qui est dit à la première remarque, aucune part n'est faite à la médecine générale des animaux : on se borne à prévoir les « *premiers soins* » à donner par le maréchal pour certaines lésions ou maladies du pied.

CHAPITRE III

Les tendances actuelles de la Maréchalerie.

L'existence même de l'art maréchal et aussi sa prospérité dépendent naturellement du nombre des chevaux.

En 1913, il y avait en France 3.222.080 chevaux et on en exportait chaque année 25.000 environ.

En 1918, la grande guerre en ayant fait une consommation, énorme il n'y en avait plus que 2.232.930. Depuis 1918 un effort sérieux a été accompli par les éleveurs, on a aussi importé beaucoup, de sorte qu'en 1924 nous retrouvons 2 millions 847.970 chevaux.

Ce relèvement est certainement heureux pour la prospérité de l'artisanat maréchal et il l'est surtout pour l'économie nationale. Il faut souhaiter que nous arrivions d'abord à nous passer de l'importation puis, par la suite, que nous recommencions à exporter.

Au point de vue militaire aussi, il y a grand intérêt à ce que notre pays soit riche en chevaux de selle et de trait.

Depuis plusieurs années déjà, nombre d'esprits avertis demandent que l'Agriculture soit dotée d'un organisme chargé de défendre le cheval, le cheval des campagnes spécialement. *« celui dont le pays a besoin, qui soutient notre change, et qui gagne son picotin sur le sol du pays. Car, quels que soient les efforts pour créer un carburant national, notre terre ne produit pas encore de pétrole. Dans chaque auto qui passe, il y a un rongeur de notre billet de banque. Beaucoup de nos difficultés financières sont nées avec cette limousine de luxe, qui file comme un éclair et dont les voyageuses aux bas de soie ont tué l'époque du bas de laine (1) ».*

Quoi qu'il en soit, il est indéniable que les progrès de l'industrie automobile depuis plusieurs années ont porté un

(1) Jules BLIER (L'Echo du Sol).

coup sérieux à la maréchalerie. Nombre d'ateliers ont disparu dans une proportion plus grande même que pourrait le laisser croire la diminution du nombre des chevaux entre 1913 et 1924 (1). Les villes surtout ont été très atteintes. A Paris, la presque totalité des ateliers existant dans les arrondissements centraux ont disparu, car la limousine a remplacé les coupés de nos quartiers aristocratiques. Avant la guerre, il y avait à Paris 100.000 chevaux, alors qu'actuellement il n'y en a plus que 30.000 environ. Les seuls ateliers qui ont pu subsister sont ceux des arrondissements périphériques voisins des gares de marchandises et où se fait le gros roulage du charbon, des bois, des matériaux de construction, du lait, des bestiaux, etc.

Au cours du second trimestre de 1924, une violente campagne, inspirée et soutenue par les grandes firmes automobiles, a été menée pour qu'on supprime le cheval à Paris. Immédiatement, toutes les industries qui en vivent ont senti le danger, se sont groupées, et ont fortement réagi.

La Société du Cheval d'attelage, d'accord avec les différents groupements hippiques, a voulu, non seulement résister à l'attaque, mais encore éclairer les pouvoirs publics et la population sur les avantages que présente la traction hippomobile par rapport à la traction automobile. Elle a fait une enquête très documentée auprès des principales maisons de Paris utilisant les chevaux et l'automobile, puis elle a vulgarisé les arguments qui militent en faveur du maintien des chevaux dans la capitale.

Le point de vue économique a été particulièrement exposé. Il est certain que les chiffres fournis par la Société du Cheval d'attelage ont été recueillis dans des conditions favorables à sa thèse. Néanmoins, ils sont intéressants et fournissent de précieuses indications. Voici, sommairement consignés, les résultats de l'enquête mentionnée ci-dessus.

*Différence en faveur de la traction à chevaux
par tonne kilométrique transportée.*

1° Véhicule, avec batterie électrique (charge utile,	
1.500 kg.), pour 80 km.....	1,016
Réduit à 35 km.....	2,326

(1) On peut expliquer cette disproportion par les deux considérations suivantes :

a) dans un atelier de deux hommes employant des fers mécaniques, on peut arriver à ferrer autant de pieds que dans deux ateliers de deux hommes forgeant eux-mêmes leurs fers. Or, on sait que l'emploi du fer mécanique s'est beaucoup généralisé au cours de ces dernières années ;

b) en campagne, les maréchaux pratiquent habituellement le charonnage, la construction de l'outillage agricole, la serrurerie et divers menus travaux, ce qu'ils appellent la « bricole ». Or, de plus en plus, les voitures, l'outillage, se font en série dans les usines et les petits ateliers disparaissent.

Véhicule à un cheval (charge utile, de 1.500 à 2.000 kg), pour 35 km.....	0,749
<i>Différence en faveur du cheval (employé sur 35 km. seulement) :</i>	
2,326 — 0,749 = 1,577.	
2° Véhicule avec batterie électrique (charge utile, 4.000 kg.), pour 60 km.....	0,715
Réduit à 35 km.....	1,225
Véhicule à deux chevaux (charge utile, 4.000 kg), pour 35 km.....	0,518
<i>Différence en faveur des chevaux (employés sur 35 km. seulement) :</i>	
1,225 — 0,518 = 0,707.	
3° Véhicule, moteur à essence (charge utile 4.000 kg) pour 80 km.....	0,714
Réduit à 35 km.....	1,08
Véhicule à deux chevaux (charge utile, 4.000 kg), pour 35 km.....	0,518
<i>Différence en faveur des chevaux (employés sur 35 km. seulement) :</i>	
1,08 — 0,518 = 0,562.	

Ces différences du prix de revient de la tonne kilométrique expliqueraient pourquoi de nombreuses maisons de commerce de Paris : Potin, Damoy, la Compagnie générale pour le Service des Chemins de fer, la totalité des maisons de déménagement, Bahut, Karcher, Le Planteur de Caiffa, le Bazar de l'Hôtel de Ville, etc., continuent à employer la traction hippomobile et n'utilisent guère la traction automobile que pour leur service de grande banlieue et de province (1).

Il y a lieu de noter aussi que, pour l'approvisionnement des Halles, l'encombrement rend presque impossible, à certains moments, l'emploi des automobiles. En ce qui concerne les grands magasins de nouveautés, qui ont adopté totalement ou partiellement la traction automobile, leurs frais généraux pour service de livraison ont augmenté. En effet, dans une voiture automobile, le commis-livreur est plus vite transporté que dans une voiture à cheval, mais le nombre de paquets montés dans les immeubles n'est guère plus grand qu'avec la traction hippomobile, car la bonne volonté des livreurs et leur force de résistance ne sont pas illimitées..

La Société du Cheval d'attelage concluait en demandant :

1° qu'on autorise les propriétaires de voitures hippomobiles à dételer leurs chevaux quand le déchargement du véhicule

(1) Aux Etats-Unis, où l'industrie automobile a pris un essor si considérable qu'il y a, en moyenne, une automobile pour sept habitants, la traction hippomobile conserve cependant une importance appréciable. A l'heure actuelle, à Chicago, par exemple, le service municipal de voirie occupe encore 1.700 chevaux. Il y a maintenant, dans l'ensemble du territoire des Etats-Unis 27.300.000 chevaux, soit 300.000 de plus qu'avant 1914.

doit durer plusieurs heures, puisqu'on autorise bien le conducteur du tracteur à laisser sa remorque;

2° que les transports par voitures hippomobiles soient, comme ceux par voitures automobiles, exonérés de la taxe de 1,30 %;

3° qu'une plus grande surface de rues soit pavée en pavés de pierre;

4° qu'une école hippique soit fondée pour parer à la crise du recrutement du personnel, cocher, camionneur, palefrenier.

Si ces vœux étaient pris en considération, un léger retour à la traction hippomobile pourrait en être la conséquence. La maréchalerie parisienne — tout comme celle des grandes villes où le même problème se pose, quoique avec une acuité moins grande, et où il faudrait envisager des mesures analogues, — y gagnerait un regain d'activité appréciable.

Mais, en province, quel sera, pour le maréchal-ferrant, le remède au déclin du cheval? Se contentera-t-il de disparaître, purement et simplement, ou, au contraire, devra-t-il évoluer et s'adapter à des besoins nouveaux?

Nous ne pouvons mieux répondre à cette question, toute d'actualité, qu'en approuvant les termes d'un excellent rapport adopté en 1923 par le XVII^e Congrès de la Fédération des Patrons maréchaux et dont voici les passages essentiels :

« La diminution du nombre des chevaux, tant dans l'agriculture que dans le commerce et dans l'industrie, diminution due à la concurrence que fait le moteur mécanique au moteur animé, doit nous engager à chercher d'autres débouchés.

Nous avons constaté un abaissement notable dans le rendement de la plupart des clientèles des grandes villes, et, même à la campagne, cette situation a un douloureux retentissement. Le Congrès a le devoir de s'en préoccuper et de rechercher une solution favorable à ce problème que vient nous poser la réalisation d'un progrès contre lequel il serait puéril de s'élever. Il me semble logique de demander un remède à nos maux à celui-là même qui les cause, au moteur mécanique.

Dans les villes, il n'y a rien à faire; des ateliers de maréchalerie devront disparaître, c'est fatal; le nombre des mécaniciens déjà installés ne permet pas de nous créer de ce côté un débouché. Mais, dans les campagnes, c'est autre chose. Le moteur mécanique est déjà d'un emploi très fréquent et très répandu. S'il n'y a pas encore le tracteur pour les labours ou les charrois, il y a au moins le moteur à essence pour actionner ici une pompe, là un coupe-racines, un broyeur de grains, parfois une batteuse. Et l'agriculteur y aurait encore recours plus souvent, s'il n'était rebuté par les petits accidents auxquels il ne sait pas remédier et qui l'obligent à recourir à l'intervention onéreuse du mécanicien de la ville voisine. Perte de temps et d'argent considérable.

C'est pour cette raison que, désireux d'étendre les applications du moteur mécanique, M. Gaston Vidal, sous-secrétaire

d'Etat à l'Enseignement technique, a envisagé l'institution de l'ouvrier-maître de village (1).

Il faut que le cultivateur trouve sur place, chez lui, à quelques pas de sa ferme du moins, le camarade expert à dépanner, à reviser de temps en temps le moteur et les autres appareils.

Il s'agit là d'une mécanique peu compliquée, qu'un maréchal adroit saura bientôt pratiquer. Ce que le moteur mécanique nous enlève, il faut qu'il nous le restitue. Voilà la voie nouvelle qui s'ouvre à nous. Une addition à nos cours d'apprentissage permettra à nos jeunes gens de s'y engager avec fruit.

Il ne faut voir dans cela qu'une solution provisoire, mais applicable pendant une période de transition qui sera longue. Et, dans notre pays, n'y a-t-il pas que le provisoire qui dure ? Il n'est pas douteux que, pendant quelques années, nous assisterons à des changements fréquents dans l'outillage des exploitations. Tel qui aura été enthousiaste du moteur mécanique l'abandonnera quelque temps pour y revenir ensuite quand il le connaîtra mieux. Nous assisterons à des alternatives dans l'utilisation de ce moteur et des moteurs animés. Le maréchal n'aura pas cessé d'être utile dans les milieux où le mécanicien n'aurait pas encore sa raison d'être et son existence assurée. Il peut, dès maintenant, y consolider sa position et rester plus tard l'homme indispensable, également capable de faire marcher le cheval, rouler l'auto et tourner le moteur.

★★

Les termes de ce rapport sont excellents. Mais nous ajoutons qu'il serait bon que l'artisan rural apprenne, non seulement ce qui se rapporte au moteur et à la mécanique agricole, mais encore qu'il acquière une pratique suffisante des montages électriques et de la soudure autogène. Ainsi, il pourrait rendre d'utiles services toutes les fois que les travaux qu'on lui demanderait d'effectuer en ces matières ne présenteraient pas de difficultés exceptionnelles.

Pour atteindre ce but, pour fournir à l'artisan rural les notions théoriques et l'habileté manuelle dont il aurait besoin, un plan d'enseignement doit être établi par des organismes compétents, sous la haute direction du Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique.

Des cours pour les jeunes gens et adultes pourraient être créés dans les Ecoles de Maréchalerie, dans les Ecoles d'Arts et Métiers, dans les Ecoles pratiques et de métiers, ainsi que dans celles dépendant des Chambres de Commerce et des groupements industriels. On pourrait prévoir des stages d'instruction dont la durée serait en rapport avec la difficulté et l'étendue des notions à acquérir. Des bourses d'entretien

(1) Nous avons entendu M. Gaston Vidal employer une autre expression à laquelle il attachait le même sens, celle « d'artisan rural ».

seraient accordées aux sujets dont la situation ne permettrait pas une privation de salaire pendant un, deux ou trois mois.

Ainsi, par une adaptation heureuse, le maréchal-ferrant serait en mesure d'étendre son rôle social, de devenir le Maître Jacques du village et, s'engageant résolument dans la voie du progrès, de rendre chaque jour plus de services à ses concitoyens. En même temps, il exercera une influence favorable sur le maintien du cheval s'il sait à la fois se contenter d'un gain normal — ce qui a lieu de façon presque absolue — et se mettre à la disposition des clients pour ferrer leurs animaux en faisant un équitable départ entre ses commodités personnelles et les besoins des propriétaires de chevaux.

3^{ÈME} PARTIE



Le Métier et l'Impôt

Nous posons en principe, en abordant cette partie de notre étude, que le maréchal-ferrant est, au point de vue fiscal, soumis au droit commun des industriels et des commerçants. Mais nous verrons que la loi du 30 juin 1923 a apporté de nombreuses exceptions à cette règle et que le droit commun est ici devenu l'exception.

Nous nous contenterons d'ailleurs de signaler les particularités que présente la fiscalité applicable aux maréchaux et les difficultés pratiques auxquelles elle a donné lieu.

Successivement, nous aborderons : l'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'Impôt sur le chiffre d'affaires, les principes de fiscalité artisanale posés par la loi du 30 juin 1923, la Patente et la Taxe d'apprentissage.

CHAPITRE PREMIER

L'impôt sur les Bénéfices industriels et commerciaux.

Introduit par la loi du 31 juillet 1917, cet impôt atteint les particuliers et les sociétés exerçant, en France, une profession industrielle et commerciale. Il est dû, chaque année, pour les bénéfices nets de l'année écoulée et comporte des exonérations à la base et des réductions. La déclaration nécessaire doit être faite au Directeur des Contributions directes, dans les deux premiers mois de l'année. Actuellement, son taux est de 9,60 %, double décime compris. La loi du 25 juin 1920 distinguait deux hypothèses : celle où le chiffre d'affaires était supérieur à 50.000 francs et celle où il était inférieur à ce chiffre.

Dans le premier cas, le contribuable devait, dans les trois premiers mois de l'année, adresser au Contrôleur l'indication de son chiffre d'affaires pour l'année précédente. Dans le second cas, il ne faisait connaître ce chiffre que si le Contrôleur le lui demandait; la réponse devant être fournie dans les vingt jours. Le contribuable se trouvant dans la seconde situation pouvait, sur sa demande, bénéficier du régime du forfait.

Ajoutons immédiatement que la loi du 30 mars 1923 a relevé le chiffre du forfait à 120.000 francs et celle du 16 avril 1924 à 200.000 francs (1).

Sur le chiffre de base forfaitairement adopté, on applique des coefficients de bénéfices pour les diverses professions, coefficients fixés en principe pour trois années par une Commission siégeant au Ministère des Finances. Pour chaque profession, il pouvait y avoir — d'après l'article 7 de la loi du 31 juillet 1917 — soit un coefficient unique, soit un coefficient maximum et un coefficient minimum.

Pour la maréchalerie, le coefficient maximum était de 30 %

(1) On avait même proposé 300.000 francs, mais il y a là quelque exagération. Le chiffre de 200.000 francs est très suffisamment élevé.

et le coefficient minimum de 15 %. Il s'ensuivait des écarts d'imposition énormes, suivant les régions, les départements et aussi entre maréchaux d'une même commune. Selon la volonté du Contrôleur, il pouvait y avoir une différence du simple au double dans l'imposition de deux maréchaux voisins faisant le même chiffre d'affaires. De plus, ce fonctionnaire pouvait faire usage d'un coefficient supérieur au coefficient maximum ou au coefficient unique de la profession et, en cas de contestation, il prouvait que le coefficient dont il s'était servi n'était pas abusif. Pour faire la preuve contraire, les maréchaux devaient présenter leurs livres et leurs documents commerciaux. Or, beaucoup d'entre eux ne tiennent aucune comptabilité — nous l'avons signalé — et ils obtenaient rarement gain de cause quand des difficultés de ce genre se présentaient.

A maintes reprises, la Fédération des Patrons Maréchaux avait protesté contre cette disposition et, avec elle, nombre de groupements industriels et commerciaux.

Aussi, la loi du 16 avril 1924, modifiant le régime fiscal du petit commerce et de la petite industrie, notamment les articles 7, 9 et 10 de la loi du 31 juillet 1917, a prévu une fiscalité particulière en faveur des contribuables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 200.000 francs ou 40.000 francs, suivant la nature de la profession. Les maréchaux rentrent d'ailleurs dans les contribuables de la première catégorie.

La loi nouvelle offre les particularités suivantes : les contribuables dont le chiffre d'affaires n'excède pas 200.000 francs peuvent être imposés d'après le montant de leur bénéfice réel s'ils préfèrent ce mode d'imposition et fournissent les justifications nécessaires dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 31 juillet 1917.

Un coefficient unique est établi par l'article 1^{er} de cette loi pour l'imposition des contribuables dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 200.000 francs ou 40.000 francs. Il est fixé par la Commission prévue à l'article 6 de la loi de 1917. Le *Journal Officiel* du 15 mars 1925 a publié le tableau des nouveaux coefficients.

Nous y trouvons, au Groupe III (Sidérurgie) :

N° 257 Fabricants d'articles de taillanderie, 12 %.

N° 370 Maréchalerie (exploitant un établissement de), 15 %.

N° 372 Serrurerie, 15 %.

N° 376 Forgeron travaillant à façon, 15 %.

Le coefficient unique s'impose autant à l'administration qu'au contribuable, c'est-à-dire que le Contrôleur ne peut choisir un coefficient plus élevé, et que le contribuable ne peut demander l'application d'un coefficient plus faible. Si le contribuable exerce des professions différentes — ce qui est le cas fréquent d'un maréchal faisant de la taillanderie — on appliquera à chacune des professions, considérées comme distinctes, le coefficient approprié.

En outre, quand un contribuable a été admis au régime

du forfait pour l'impôt sur le chiffre d'affaires, c'est au montant du chiffre de ce forfait que le Contrôleur doit appliquer le coefficient unique dont nous venons de parler. Il ne peut prendre une évaluation différente.

La loi du 16 avril 1924 dispose encore que les contribuables placés sous le régime du forfait ne sont pas tenus de produire la déclaration de leur chiffre d'affaires de l'année précédente et on ne peut les obliger à fournir des justifications à cet égard.

A noter qu'un maréchal ne pourra discuter le coefficient appliqué à sa profession, mais qu'il pourra contester que ses travaux professionnels aient été bien classés sous la rubrique convenable. C'est pourquoi, avant l'établissement des impositions, le contrôleur prévient le contribuable du coefficient qu'il entend lui appliquer. Un délai de vingt jours est accordé pour protester et pour indiquer — avec justifications à l'appui — quel est le coefficient qui paraît le mieux s'appliquer aux travaux exécutés. D'ailleurs, après ce délai de vingt jours, il peut encore réclamer par la voie contentieuse.

Dans cet ordre d'idées, il y aura désormais peu de difficultés en ce qui concerne la maréchalerie.

CHAPITRE II

L'impôt sur le chiffre d'affaires.

Institué par la loi du 25 juin 1920, modifié par des lois postérieures et finalement porté à 1,30 %, l'impôt sur le chiffre d'affaires atteint, en principe, le maréchal-ferrant. Sous le régime de l'art. 67 de la loi du 25 juin 1920, modifié par l'article 28 de la loi du 31 décembre 1921, les contribuables dont le chiffre d'affaires ne dépassait pas 120.000 francs — les maréchaux étaient du nombre et beaucoup ont usé de la faculté qui leur était offerte — pouvaient verser un forfait annuel, ce qui leur évitait la production des relevés mensuels et des justifications nécessaires à la détermination de leur chiffre d'affaires.

Nous avons vu que l'article 5 de la loi du 16 avril 1924 avait élargi le champ d'application du forfait et rendu applicable aux industriels et commerçants faisant moins de 200.000 fr. d'affaires.

Le Règlement d'administration publique du 9 novembre 1924 (articles 2 et 3) dispose que le forfait est accordé à partir du 1^{er} janvier (1), pour deux années au maximum, aux redevables dont l'exploitation a duré au moins un an. Il est établi sur demande du redevable adressée avant le 31 janvier au directeur départemental chargé du recouvrement de l'impôt sur le chiffre d'affaires et d'accord avec ce redevable, de façon à correspondre au chiffre d'affaires annuel présumé pendant la durée du forfait.

D'ailleurs, l'Administration apprécie le bien-fondé de la demande sans faire d'enquête chez l'assujéti, en se basant sur la valeur de ses locaux, l'importance de sa clientèle, de son outillage, le nombre de ses ouvriers, la quantité de marchandises achetées ou vendues, etc. A défaut d'entente entre le

(1) Pour 1925, la date extrême d'introduction des demandes a été fixée au 28 février.

contribuable et l'Administration, l'évaluation du forfait sera effectuée par une Commission spéciale (art. 5, alinéa 4 de la Loi du 16 avril 1924), qui siège au chef-lieu du département.

L'admission au forfait présente de notables avantages et nombre de patrons maréchaux désireront certainement en bénéficier. La circulaire n° 1440 (17 mars 1925), 1^{re} Division, 3^e Bureau de la Direction générale des Contributions directes, les met en évidence. On peut les résumer comme suit :

Les contribuables admis au forfait sont dispensés de la tenue du livre journal spécial prévu — à défaut de comptabilité régulière — par l'article 66 de la loi du 25 juin 1920.

Ils ne sont plus obligés de déclarer chaque mois leur chiffre d'affaires du mois précédent et de payer l'impôt y afférent.

Enfin, l'article 32 de la loi du 31 juillet 1920, qui dispose que tout contribuable faisant un chiffre d'affaires supérieur à 50.000 francs par an est tenu de présenter aux agents du Trésor les livres prescrits au titre II du Code de Commerce, ainsi que tous livres et documents annexes, cesse d'être applicable aux bénéficiaires du forfait.

En nous reportant à la Circulaire précitée, nous constaterons qu'actuellement, pour l'établissement de l'impôt sur le chiffre d'affaires, les patrons maréchaux seront soumis à l'un des trois régimes suivants :

a) *Régime de droit commun.* C'est celui institué primitivement par les articles 66 et 67 de la loi du 25 juin 1920. (Obligation pour le contribuable de soumettre ses livres de comptabilité, de souscrire une déclaration chaque mois et d'acquitter en même temps le montant de l'impôt correspondant.)

b) *Régime du paiement par acomptes provisionnels,* qui n'est qu'une modification du précédent. Il donne simplement aux redevables des facilités pour les déclarations et le paiement de la taxe.

c) *Régime du forfait.* C'est celui que nous venons d'étudier et qui résulte de la Loi du 16 avril 1924.

Ajoutons qu'au sujet de l'impôt sur le chiffre d'affaires, l'Administration différencie le maréchal-ferrant et le maréchal-expert. Ainsi, un député ayant demandé si les maréchaux-experts, dont les occupations consistent, non pas dans la vente de médicaments, mais dans la pratique de la médecine vétérinaire, ne doivent pas continuer à être considérés comme exerçant une profession libérale, bien qu'accessoirement, dans les soins qu'ils donnent aux animaux, il leur arrive de fournir et d'utiliser eux-mêmes certains produits, par exemple en faisant une application de moutarde ou une injection antitétanique, le Ministre des Finances répondit que le maréchal-expert, *dès lors qu'il ne tient pas d'atelier de maréchalerie* et qu'il se borne à pratiquer la médecine vétérinaire dans la mesure où cela lui est légalement permis, ne fournissant des produits que pour les animaux confiés à ses soins, peut être considéré comme n'exerçant pas une profession commerciale et se trouve par là même exempt de l'impôt sur le chiffre d'affaires. (Officiel, 13 juillet 1921.)

CHAPITRE III

La fiscalité artisanale.

Le maréchal n'est ni un industriel ni un ouvrier. Il travaille à ses risques et périls des matières premières qui lui appartiennent et dont il se sert pour ferrer les animaux, cela seul ou avec un personnel extrêmement réduit. C'est un artisan.

Depuis la guerre, nous assistons à une tentative fort intéressante de rénovation des métiers, probablement sous l'influence de l'organisation artisanale régionaliste d'Alsace-Lorraine.

Nous avons déjà indiqué que la loi du 27 décembre 1923 organisant le crédit aux Coopératives d'artisans et aux artisans eux-mêmes avait pour but d'encourager l'artisan en tant que travailleur en lui permettant d'accroître sa production tout en continuant à exercer sa profession d'une manière indépendante.

Dans le domaine fiscal, la protection légale des artisans s'est manifestée par le vote de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 (*Journal Officiel* du 1^{er} juillet 1923), concernant l'application de la taxe sur le chiffre d'affaires à certaines catégories de professions. Cet article est ainsi conçu :

« L'article 13 de la loi du 31 juillet 1917 est modifié ainsi qu'il suit :

Ne sont pas soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et sont passibles de l'impôt sur les traitements et salaires institué par le titre III de la présente loi :

1° Les ouvriers travaillant chez eux, soit à la main, soit à l'aide de la force motrice, que leurs instruments de travail soient ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants avec des matières premières fournies par ces derniers, et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants habitant

avec eux, d'un apprenti de moins de seize ans (1) et d'un compagnon;

2° Les artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui des personnes énumérées au paragraphe précédent;

3° La veuve de l'ouvrier et celle de l'artisan travaillant dans les conditions prévues aux paragraphes 1^{er} et 2° ci-dessus, lorsqu'elle continue la profession précédemment exercée par son mari.

Etc., etc...

Les dispositions du présent article sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1922, sauf celles contenues dans les paragraphes 1^{er}, 5 et 6 ci-dessus, qui auront effet à compter du 1^{er} janvier 1920.

Or, la loi du 25 juin 1920 soumet à l'impôt sur le chiffre d'affaires :

a) Les personnes qui, habituellement ou occasionnellement, achètent pour revendre;

b) Les personnes qui accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (Titre I^{er} de la loi du 31 juillet 1917).

De toutes ces dispositions, il résultait que les maréchaux-ferrants qui cessaient d'être assujettis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux étaient exonérés, par là même, de celui sur le chiffre d'affaires.

Une Instruction du Ministre des Finances pour l'exécution de l'article 10 parut le 20 novembre 1923 (N° 3797) et prit soin de définir que « l'artisan » est celui qui exerce à ses risques et périls une industrie manuelle, travaillant lui-même comme ouvrier, en général avec des matières lui appartenant et, exceptionnellement, à façon (Définition extraite du rapport présenté au nom de la Commission chargée de déterminer les coefficients applicables au chiffre d'affaires pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. J. O. du 18 mars 1918, p. 2466, 1^{re} col.).

Pour être artisan, il faut donc travailler par soi-même et, en outre, ne pas exercer sa profession dans des conditions telles qu'elles entraînent la qualité de commerçant. L'Instruction précitée faisait la discrimination de l'artisan et du commerçant en se basant sur un arrêt de la Cour de Toulouse, du 26 février 1908, confirmé par un arrêt de la Cour de

(1) Cet âge peut être suffisant dans certains métiers n'exigeant que peu de vigueur physique. Pour les métiers pénibles, comme celui de maréchal, la limite devrait être reportée à 18 ans, car, nous l'avons dit, beaucoup de jeunes gens ne peuvent commencer à forger que vers 15 ans et, par suite, n'ont pas terminé leur apprentissage à 16 ans. A noter aussi que, pour encourager la formation professionnelle, l'art. 10 de la loi du 30 juin 1923 aurait dû tolérer à l'artisan deux apprentis au lieu d'un seul.

Cassation du 22 avril 1909, ainsi qu'il résultait des différentes discussions instituées au Parlement et des déclarations du Ministre des Finances au Sénat, le 17 janvier 1923.

Elle précisait les éléments des professions artisanales de la façon suivante :

a) *L'artisan n'achète et ne travaille les matières premières dont il a besoin que pour satisfaire aux commandes qui lui sont faites;*

b) *L'artisan tire son gain de son travail manuel et ne se livre pas à une spéculation sur la matière première;*

c) *L'artisan ne réalise pas la vente de ses produits au moyen des procédés en usage dans la pratique commerciale.*

— En ce qui concerne l'application de l'impôt cédulaire et les conséquences au point de vue de l'exigibilité de l'impôt sur le chiffre d'affaires, l'Instruction du 20 novembre 1923 ajoutait les précisions suivantes :

A. — Application de l'impôt cédulaire.

Les artisans, tels qu'ils ont été définis ci-dessus, sont passibles de l'impôt sur les traitements et salaires, à raison de la totalité de leur revenu professionnel, y compris les bénéfices réalisés sur la vente accessoire d'articles provenant d'achats.

Mais si cette vente ne peut être considérée comme secondaire par rapport à celle des produits de leur propre travail, les intéressés se trouvent dans le cas d'être soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, d'après l'ensemble de leur revenu professionnel.

Toutefois, la règle ainsi formulée n'est susceptible de recevoir son application que si les objets revendus rentrent parmi ceux qu'il est d'usage de trouver chez les artisans en même temps que ceux de leur fabrication. Lorsqu'il en est autrement, les intéressés doivent être considérés comme exerçant un commerce distinct et soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'impôt sur les salaires étant applicable s'ils se trouvent dans les conditions requises, aux revenus provenant de leur profession artisanale. Tel serait, par exemple, le cas d'un maréchal-ferrant qui tiendrait une épicerie (Circulaire de la Direction générale des Contributions directes du 23 août 1923, pages 8 et 9).

B. — Conséquences au point de vue de l'exigibilité de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

1° L'artisan est cotisable à l'impôt sur les salaires :

a) S'il vend *exclusivement* le produit de son travail, l'impôt sur le chiffre d'affaires n'est pas exigible;

b) S'il vend *principalement* les produits de son travail.

L'impôt sur le chiffre d'affaires est exigible sur les ventes accessoires portant sur des objets achetés, par application de l'article 59 de la loi du 25 juin 1920, qui assujettit à cet impôt « les personnes qui achètent pour revendre ».

Tel serait le cas d'un maréchal-ferrant, qui vendrait accessoirement des machines agricoles ou des instruments aratoires achetés en vue de la revente.

Toutefois, à titre de pure tolérance, on n'insistera pas sur le recouvrement de la taxe lorsque les affaires de vente portant sur des objets achetés seront de *minime importance*. Mais, en dehors de ce cas, l'impôt devra être exigé sur les ventes accessoires, surtout quand elles porteront sur des objets classés comme étant de luxe.

2° L'artisan est cotisable à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux comme vendant principalement des objets achetés. Dans ce cas, il est passible de la taxe sur la *totalité* de ses opérations.

3° L'artisan est cotisable à la fois à l'une et l'autre cédule comme exerçant un commerce distinct de sa profession artisanale. Dans ce cas, on fait application combinée des règles posées aux numéros 1 et 2 ci-dessus.

Si, en fait, l'intéressé n'est cotisé à aucune cédule, les agents de l'impôt sur le chiffre d'affaires détermineront sa situation en se basant sur les règles formulées dans l'Instruction, après s'être concertés, au besoin, avec le Service des Contributions directes.

La nouvelle réglementation, en ce qu'elle visait les artisans, avait effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 1922. Elle prévoyait que la restitution des sommes acquittées au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires par les bénéficiaires de l'article 19 de la loi du 30 juin 1923, serait consentie, le cas échéant, sur la demande des intéressés, et alors même que le paiement de l'impôt remonterait à plus de deux ans, la prescription édictée par l'article 70 de la loi du 25 juin 1920 ne pouvant être opposée pour les paiements antérieurs à la promulgation de la loi nouvelle. Cette restitution devait être effectuée, sous les justifications utiles, au vu d'un simple relevé établi sur papier non timbré et indiquant, par référence aux relevés précédemment déposés, le montant des affaires pour lesquelles l'impôt acquitté se trouve rétroactivement non exigible.

Le remboursement aurait lieu par imputation sur les crédits budgétaires.

Un grand nombre de maréchaux, remplissant les conditions exigées, furent désormais considérés comme « artisans ». Ils cessèrent d'être assujettis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et à l'impôt sur le chiffre d'affaires pour être placés sous la cédule de l'impôt sur les salaires. C'était là une situation fiscale beaucoup plus avantageuse que l'ancienne, ainsi que le fera saisir l'exemple suivant :

Situation fiscale d'un maréchal-ferrant marié, père de deux enfants, réalisant 20.000 francs de bénéfices nets annuels :

A. — Si la loi du 30 juin 1923 n'était pas intervenue, il devrait payer — outre l'impôt sur le chiffre d'affaires — comme impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, aux 9,6 % :

Pour la fraction de bénéfices de 1 à 1.500 fr., comptée pour 1/4.....	Fr. 36 »
Pour la fraction de bénéfices de 1.500 à 5.000 fr. comptée pour moitié.....	168 »
Pour la fraction de bénéfices de 5.000 à 20.000 fr. comptée pour la totalité.....	1.440 »
Total brut.....	1.644 »
Réduction pour charges 10 %.....	164 40

Total net..... 1.479 60

B. — Sous l'empire de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 et de l'article 7 de la loi portant fixation du budget général pour 1925, il paiera, comme impôt cédulaire sur les salaires, taux 7,20 % :

Salaire jusqu'à 7.000 francs.....	Néant
Salaire de 7.000 à 9.000 francs, soit la moitié sur 2.000 francs	72 »
Salaire de 9.000 à 20.000 francs, compté pour la totalité	792 »
Total brut.....	864 »

A déduire :

Pour la femme (si elle n'a ni salaire, ni revenus personnels)	216 »
Pour les deux enfants (s'ils ont moins de 18 ans).....	432 »
Total des déductions.....	648 »

Montant de l'impôt : 864 fr. — 648 fr.....	216 »
Réduction 10 % pour charges.....	21 60

Somme nette à verser au fisc..... 194 40

*
* *

Beaucoup d'artisans firent la demande prévue pour obtenir la restitution des impôts payés depuis le 1^{er} janvier 1922. Mais les crédits ayant été rapidement épuisés, la plupart des ayants droit ne purent être remboursés qu'en 1924 et même 1925.

Bien que l'Instruction du 20 novembre 1923 eût tenté de donner aux Contrôleurs des directives précises pour l'application de l'article 10, une certaine fantaisie se manifesta pendant plusieurs mois dans l'établissement des impositions. Des Contrôleurs refusèrent la qualité d'artisan à des maréchaux, sous prétexte qu'ils avaient des clous et des fers d'avance, et assimilèrent cette avance à des stocks commerciaux. On refusa

la même qualité à des charrons ou maréchaux-charrons parce qu'ils avaient de modestes dépôts de bois dans leurs ateliers. Or, le bois doit sécher avant l'emploi et c'est ce qui expliquait la présence de ces petites réserves. Ailleurs, les Contrôleurs posèrent en principe que si le maréchal, le forgeron, le charron a une ou plusieurs machines-outils mûes par l'électricité ou un moteur, il cesse *ipso facto* d'être artisan. De même, on ne fut pas toujours d'accord sur le mot « *compagnon* » ; certains Contrôleurs le considéraient comme synonyme d'ouvrier et ils étaient dans la vérité ; d'autres le considéraient comme synonyme d'apprenti connaissant déjà un peu son métier.

Bref, l'incohérence fut telle qu'un Contrôleur du Loiret put se targuer de n'avoir aucun « artisan » au sens fiscal du terme, dans sa circonscription, ce qui était une étrange exagération.

Aussi, pendant l'année 1924, le *Journal Officiel* renferma-t-il une foule de questions écrites adressées au Ministre des Finances et destinées à obtenir des précisions sur le nouveau régime dont l'application ne présentait aucune uniformité.

Voici, parmi les plus typiques, celles qui se rapportent essentiellement aux maréchaux-ferrants et aux maréchaux-charrons.

Un député ayant demandé au Ministre des Finances si un artisan détaxé par application de la loi du 30 juin 1923, qui a été condamné en 1922 à une amende pour erreur dans la tenue de ses livres, doit recouvrer, en plus des taxes dont la restitution est prévue par la loi, le montant de l'amende, le Ministre répondit que l'affirmative s'imposait à la condition que la contravention sanctionnée de pénalités s'applique à une période de non-imposition. (*Officiel*, 9 janvier 1924.)

Un autre député ayant signalé au Ministre des Finances le cas d'artisans et façonniers n'employant qu'occasionnellement de la main-d'œuvre et à certaines périodes de l'année, et demandé si la taxe qu'on leur réclame sur le chiffre d'affaires ne pourrait pas être perçue seulement pour le trimestre dans le cours duquel ils ont été obligés d'employer cette main-d'œuvre supplémentaire momentanée, dont l'Administration invoque la présence pour exiger le paiement de la taxe toute l'année, obtint la réponse suivante :

L'emploi occasionnel par un façonnier ou un artisan d'une main-d'œuvre en excédent de celle qui est prévue au paragraphe 1^{er} de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, ne suffit pas pour faire perdre à ce façonnier l'entier bénéfice des dispositions de la loi nouvelle ; mais c'est à la condition expresse que le concours de l'aide supplémentaire soit de courte durée et ne revête pas un caractère périodique. S'il en était autrement, l'impôt sur le chiffre d'affaires serait applicable à l'intégralité des opérations accomplies par le façonnier ou l'artisan. (*Officiel*, 16 janvier 1924.)

Interrogé sur le point de savoir si une famille composée du père, de deux filles, d'un neveu et d'un oncle vivant et tra-

vaillant en commun, peut revendiquer le bénéfice de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 et être exonérée ainsi de la taxe sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les bénéfices commerciaux pour être soumise à l'impôt sur les salaires, le Ministre fit connaître ce qui suit :

L'application du régime institué par l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 en faveur de certaines catégories de façonniers et d'artisans est, aux termes mêmes de cet article, exclusivement réservée : 1° aux ouvriers travaillant chez eux soit à la main, soit à l'aide de la force motrice, que leurs instruments de travail soient ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants avec des matières premières fournies par ces derniers, et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants habitant avec eux, d'un apprenti de moins de seize ans et d'un compagnon; 2° aux artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui des personnes énumérées ci-dessus. Dès lors, à supposer qu'il travaille dans les conditions d'un façonnier ou d'un artisan, le chef de la famille visé par la question ne pourrait bénéficier des dispositions dudit article que si ses deux fils habitaient avec lui et si, son oncle étant considéré comme ouvrier ou compagnon, son neveu était, d'autre part, âgé de moins de seize ans. (*Officiel*, 1^{er} avril 1924.)

La question de savoir si sont assujettis à l'impôt cédulaire et à l'impôt sur le chiffre d'affaires : 1° les maréchaux-ferrants qui n'emploient pour ferrer les chevaux que des fers de fabrique ou n'en forgent qu'à de rares intervalles, pour pieds spéciaux, et ne vendent qu'incidemment quelques boîtes d'onguents de pieds; 2° deux maréchaux-ferrants associés qui occupent un compagnon, qui fabriquent eux-mêmes leurs fers et n'en emploient qu'incidemment de fabrique, et vendent quelques boîtes d'onguent de pieds, fut ainsi résolue :

1° Le maréchal-ferrant qui limite son activité professionnelle aux opérations indiquées dans la question, travaillant seul ou avec l'aide d'un seul compagnon, est un artisan, assujetti comme tel à l'impôt cédulaire sur les salaires par l'article 10, n° 2, de la loi du 30 juin 1923 et, par suite, affranchi de la taxe d'affaires. En ce qui concerne les affaires de vente portant sur des produits achetés, l'Administration n'insiste pas sur le recouvrement de la taxe, lorsqu'il s'agit de produits de minime importance; 2° la disposition précitée de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 est étrangère au cas où deux maréchaux-ferrants travaillent en société ou en association. Dans cette hypothèse, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ainsi que l'impôt sur le chiffre d'affaires sont applicables suivant le droit commun. (*Officiel*, 19 janvier 1924.)

Egalement consulté en vue de savoir si un maréchal-ferrant, travaillant avec son frère et un ouvrier (chiffre d'affaires

25.000 fr. environ), est assujéti à la taxe sur le chiffre d'affaires, le ministre des Finances indiqua qu'un artisan ne peut bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 qu'à la condition de ne point utiliser d'autre concours que celui de sa femme, de ses père et mère, de ses enfants ou petits-enfants habitant avec lui, d'un apprenti de moins de seize ans et d'un compagnon. (*Officiel*, 19 fév. 1924.)

Ces deux dernières réponses sont grosses de conséquences : lorsque deux frères travaillent ensemble ils sont considérés comme associés et ne bénéficient plus des avantages fiscaux attachés à la qualité d'« artisan » alors qu'en fait le second frère remplace simplement le « compagnon » autorisé par l'article 10 de la loi du 30 juin 1923.

De sérieuses protestations se sont fait entendre à ce sujet et, au début de 1925, M. Thoumyre, député, ancien ministre, a déposé la proposition de loi que voici :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 10, 1^o, de la loi du 30 juin 1923, est complété ainsi qu'il suit :

« 1^o Les ouvriers travaillant chez eux, soit à la main, soit à l'aide de la force motrice, que leurs instruments de travail soient ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon pour le compte d'industriels et de commerçants avec des matières premières fournies par ces derniers, et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants habitant avec eux, d'un apprenti de moins de seize ans et d'un compagnon ou d'un associé.

« 2^o Les artisans, travaillant chez eux ou en dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui des personnes énumérées au paragraphe précédent. »

Cette proposition est parfaitement justifiée et il est souhaitable qu'elle reçoive la sanction législative. Mais nous devons regretter que M. Thoumyre n'ait pas, en même temps, visé le cas fréquent de la veuve d'un artisan qui continue l'industrie de son mari et est obligé de remplacer le défunt à l'atelier par un second « compagnon ». Actuellement la présence de ce second compagnon fait perdre à la veuve la qualité d'« artisan » (1) et il y a là une anomalie certaine.

Aussi un texte additionnel ainsi conçu devrait-il être adopté :

« Lorsqu'un artisan bénéficiant des dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 vient à décéder, sa veuve qui continue l'industrie ou la profession ne perd pas la qualité d'artisan même si elle occupe un second compagnon qui, en réalité, ne fait que remplacer à l'atelier artisanal le mari défunt. »

Un certain nombre de réponses résolvent les questions relatives à l'emploi de la force motrice, la constitution d'appro-

(1) *Officiel*, du 4 mai 1924, réponse à une question écrite du 11 mars 1924.

visionnements de matières d'œuvre, l'exposition dans une boutique ou vitrine des objets fabriqués, etc...

Ainsi le ministre des Finances estima que le seul fait d'utiliser une force motrice ne suffit pas à faire perdre aux artisans le bénéfice de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923. Mais il résulte de la discussion qui a précédé le vote de cet article qu'on ne peut considérer comme des artisans, que les personnes dont la profession consiste principalement dans l'exécution d'un travail manuel. Par suite, la qualité d'artisan ne peut être reconnue à celui qui utilise une force motrice que si le rôle du moteur dans la transformation de la matière première peut être considéré comme secondaire par rapport à celui de l'ouvrier et des aides dont il est autorisé à utiliser le concours. Le point de savoir si cette condition se trouve remplie est essentiellement une question de fait, qu'il appartient au service local d'apprécier dans chaque cas particulier, sous réserve du droit de réclamation des intéressés devant la juridiction contentieuse. (*Officiel*, 1^{er} avril 1924.)

En ce qui concerne les approvisionnements il estima que le fait pour un artisan de posséder en dépôt une certaine quantité de matières premières n'est pas de nature à le priver des avantages prévus par l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, si ses approvisionnements n'excèdent pas ceux qui sont indispensables à l'exercice normal de sa profession. Le point de savoir si cette condition se trouve remplie est essentiellement une question de fait qu'il appartient au service local de résoudre, sous réserve du droit de réclamation de l'intéressé devant les tribunaux administratifs. (*Officiel*, 1^{er} avril 1924.)

Un sénateur pria le ministre des Finances de vouloir bien confirmer : 1° que les dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 valent non seulement pour les petits faconniers, mais aussi pour les petits artisans, bien que ceux-ci achètent leurs matières premières; 2° que les petits artisans ne peuvent perdre le bénéfice de cette loi s'ils placent dans un magasin, une boutique ou un étalage, pour les offrir à la clientèle, les objets fabriqués par eux-mêmes avec les seuls concours prévus par le texte. Il obtint la réponse ci-après :

1° Bien que fournissant généralement la matière première, les artisans sont appelés à bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 en vertu du deuxième alinéa de cet article lui-même. Il résulte toutefois de la discussion qui a précédé le vote dudit article (*Journal officiel*, 15 juin 1921, débats, Chambre, p. 2683) que la qualité d'artisan ne peut être reconnue à la personne qui, en dehors des achats nécessaires à l'exercice de sa profession, constitue des approvisionnements de matières premières; 2° l'une des caractéristiques essentielles de la profession artisanale est de ne pas vendre suivant les procédés en usage dans la pratique commerciale. Il s'ensuit qu'en principe, on doit considérer non comme un artisan, mais comme un commerçant, celui qui

tient magasin ou boutique des produits de son travail. A cet égard, toutefois, le service local doit apprécier chaque situation de fait en tenant compte de l'importance de l'installation destinée à attirer la clientèle, sous réserve du droit de recours des intéressés à la juridiction contentieuse (*Officiel*, 1^{er} avril 1924.)

La question suivante, quoique concernant un artisan menuisier, s'applique tout aussi bien aux artisans maréchaux. Nous avons déjà rappelé, en effet, que beaucoup d'entre eux, à la ville comme à la campagne, adjoignent à leur forge un petit commerce tenu, le plus souvent, par leur femme.

Un député demanda si un artisan (menuisier), travaillant seulement avec le concours des membres de sa famille, peut être tenu de l'impôt sur le chiffre d'affaires en ce qui concerne sa menuiserie, sous prétexte qu'un petit commerce d'épicerie et mercerie tenu par sa femme est lui-même astreint à cet impôt.

Le ministre fit savoir que lorsque les diverses professions exercées par une même personne sont nettement distinctes comme c'est le cas d'un menuisier tenant commerce d'épicerie et de mercerie, l'administration envisage séparément les opérations de chacune de ces professions pour l'application des dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923. Par suite, l'artisan visé dans la question n'a pas à supporter l'impôt du chiffre d'affaires sur les produits de ses travaux de menuiserie, dès lors qu'il n'utilise pas d'autre concours que celui des personnes énumérées au dit article 10, 1^o, de la loi du 30 juin 1923, et qu'il ne procède pas, à titre principal, à la vente d'objets qu'il est d'usage de trouver chez les menuisiers, en même temps que ceux de leur fabrication. (*Off.*, 4 mai 1924.)

Malgré tant de précisions (1) un réel flottement persista dans l'application de la loi du 30 juin 1923; aussi le 24 juin 1924 une nouvelle circulaire du ministre des Finances (n^o 1419) apporta des indications complémentaires et restreignit dans une certaine mesure la liberté d'appréciation laissée aux agents du fisc. Elle spécifiait notamment que « le fait d'utiliser la force motrice et d'employer des machines, n'est pas exclusif de la qualité d'artisan, si le rôle de l'outillage mécanique dans la transformation de la matière première demeure secondaire par rapport au travail manuel de l'exploitant et de ses aides ».

« L'artisan peut, sans perdre cette qualité, posséder le stock de matières premières que comporte normalement l'exercice de son métier.

« Il peut aussi travailler sans commandes préalables.

(1) Beaucoup de contrôleurs ignorèrent ou voulurent ignorer les réponses du ministre des Finances parues à l'*Officiel*.

«Il ne s'ensuit pas que l'artisan ne puisse, sans devenir commerçant, apporter aucune majoration au prix d'achat de la matière première pour établir le prix de revient du produit fabriqué. Il convient d'admettre, au contraire, qu'il est fondé à récupérer sur la fourniture de la matière première une part de ses frais généraux. On ne saurait, non plus, lui dénier la possibilité de tenir compte, dans le prix de cette fourniture, de l'intérêt des sommes qu'il avance pour la constitution de ses approvisionnements. Ce n'est que dans le cas où, spéculant réellement sur cette fourniture... il pourrait, de ce chef, être considéré comme commerçant et exclu du bénéfice des dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923.

Il serait excessif d'assimiler à une véritable installation commerciale, suffisante pour conférer à celui qui en dispose la qualité de commerçant, le local qui sert d'atelier à l'artisan et dans lequel il expose les objets de sa fabrication, alors même que ce local serait muni de vitrages lui donnant extérieurement l'apparence d'un magasin.

La Circulaire fournit ensuite une liste de professions artisanales au nombre desquelles figurent la maréchalerie, la forge, la taillanderie, la serrurerie.

En ce qui concerne la vente d'articles provenant d'achats, elle spécifie que les artisans peuvent, sans perdre le bénéfice des dispositions de l'article 10, vendre accessoirement des produits provenant d'achats, à condition que le montant des ventes de ces produits n'excède pas 20 ou 25 % du chiffre d'affaires total.

Les précisions suivantes étaient encore apportées par la Circulaire :

— Le mot « *compagnon* » désigne tout ouvrier travaillant avec l'artisan.

— Le mot « *apprenti* » doit être interprété dans le sens le plus large.

— La main-d'œuvre supplémentaire occasionnelle ne fait pas perdre la qualité d'artisan à condition qu'elle soit de courte durée et ne revête pas un caractère périodique.

— En ce qui concerne la modification, en cours d'année, du nombre des personnes occupées, si la majeure partie des bénéfices de l'année considérée a été obtenue avec les seuls concours autorisés par la loi, il convient d'appliquer l'impôt sur les traitements et salaires à l'ensemble de ladite année.

Si, au contraire, les bénéfices de la même année ont été principalement réalisés pendant la période d'emploi de la main-d'œuvre en excédent, ils doivent être assujettis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

— Les ouvriers qui travaillent en association, qu'ils soient unis ou non par des liens de parenté, et alors même qu'ils n'emploieraient aucun concours étranger, restent passibles de la taxe sur le chiffre d'affaires. Les sociétés d'artisans, qu'il s'agisse de sociétés régulièrement constituées ou d'associations de fait, restent également passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

— Enfin la Circulaire prévoit les conditions dans lesquelles seront délivrés les certificats de dégrèvement demandés par les agents chargés de la perception de la taxe sur le chiffre

d'affaires aux contribuables visés par l'article 10 lorsqu'ils sollicitent le remboursement de cette taxe ou déclarent ne pas en être passibles.

Depuis la parution de cette Circulaire les difficultés entre contrôleurs et contribuables sont devenues beaucoup moins nombreuses et la fiscalité artisanale — qui s'applique aux deux tiers environ des maréchaux-ferrants — sans être complètement mise au point tend cependant à devenir plus uniforme et plus équitable.

CHAPITRE IV

La patente.

Nous n'avons que peu de choses à dire à ce sujet. Nous nous bornons à signaler que les maréchaux-experts sont inscrits dans la cinquième catégorie et les maréchaux-ferrants dans la sixième.

L'influence de la nouvelle fiscalité artisanale ne s'est pas fait sentir dans ce domaine et la loi du 30 juin 1923 a maintenu la contribution de la patente pour les artisans. A ce sujet le ministre des Finances fut questionné par un député désirant savoir ce que doivent faire les artisans et les faconniers pour obtenir le remboursement des sommes qu'ils ont versées au titre de la contribution des patentes. Il fournit la précision que voici :

En ce qui concerne la contribution des patentes, l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 n'a prévu aucune exonération nouvelle en faveur des artisans et des faconniers; ces contribuables n'ont droit, par suite, à aucun dégrèvement sur les cotisations qui ont été régulièrement mises à leur charge, en vertu de la législation antérieure. (*Officiel*, 4 mai 1924.)

CHAPITRE V

La taxe d'apprentissage.

En vue de se procurer des ressources permettant d'améliorer l'enseignement technique et l'apprentissage, le Gouvernement a proposé dans le Budget général pour 1925 (art. 8) la création d'une taxe spéciale, dans les termes suivants :

« Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale, ou se livrant à l'exploitation minière, est assujettie à une taxe pour le développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage. »

Cette taxe, dont le produit est rattaché au budget de l'Etat, est fixée à 0,50 % du montant total des appointements, salaires et toutes rétributions en espèces payées pendant l'année précédente par le chef d'entreprise.

Ne seront pas considérés comme chefs d'entreprises, aux termes du présent article ET NE SERONT PAS SOUMISES A LA TAXE, LES PERSONNES ÉNUMÉRÉES A L'ARTICLE 10 DE LA LOI DU 30 JUIN 1923 QUI NE SONT PAS ASSUJETTIES A L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX.

Des exonérations partielles peuvent, en outre, être accordées aux personnes et sociétés imposables, en considération des dispositions qu'elles prennent en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage.

Des majorations, dont le taux ne pourra pas dépasser le montant en principal de la taxe, pourront être imposées aux personnes qui se seront soustraites aux charges de l'apprentissage.

La taxe est due pour l'année entière par les personnes imposables le 1^{er} janvier; elle est établie et recouvrée comme en matière de contributions directes. »

Ainsi le projet soustrait les artisans aux charges de la taxe, car on sait que ces artisans — tels les maréchaux — forment volontiers des apprentis.

Disons immédiatement que la taxe d'apprentissage fut

violemment combattue par les Chambres de Commerce. Au Parlement elle subit aussi de rudes assauts, fut modifiée, et devint les articles 25 et 26 de la loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1925. (1^{er}re premier, Budget général.)

Le produit de la taxe doit contribuer non seulement aux dépenses de l'enseignement technique mais encore à celles des laboratoires scientifiques et elle envisage l'allocation de primes aux petits employeurs qui forment des apprentis.

Le taux de la taxe est fixé chaque année dans la loi de finances; pour 1925 il est de 0,20 %.

Les personnes énumérées à l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 ne seront pas soumises à la taxe ainsi que celles qui, dans l'année, n'auront pas payé *en espèces* plus de 10.000 francs de salaires.

En outre, des exonérations totales ou partielles pourront être accordées par les Comités départementaux de l'Enseignement technique aux assujettis en considération des dispositions prises par eux en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage soit directement, par l'intermédiaire des Chambres Syndicales, des Chambres de Commerce, ou de toutes associations consacrant une partie de leurs ressources à ce but.

Si nous comparons le texte primitif aux dispositions qui ont été votées, nous constatons que ces dernières sont plus favorables aux maréchaux-ferrant que celles du projet.

En effet, non seulement les maréchaux qui ont la qualité d'artisan, mais encore ceux qui n'auront pas payé plus de 10.000 francs de salaires *en espèces* dans l'année, seront exemptés de la taxe. Or, ce chiffre de 10.000 francs de salaires en espèces peut correspondre au gain annuel de trois compagnons maréchaux, s'ils sont en outre logés et nourris, ainsi que cela se fait encore dans quelques régions.

La protection du petit producteur, que nous avons déjà notée au cours de la présente partie de notre monographie, se manifeste encore ici. Elle se justifie par la situation toute particulière de l'artisan dans l'ensemble de la production, par les immenses services qu'il rend en ordre dispersé, si l'on peut dire, et aussi par le soin qu'il prend d'assurer la pérennité de l'art qu'il pratique en instruisant techniquement la génération appelée à lui succéder.

4^{ÈME} PARTIE



La Maréchalerie dans l'Armée

Nous ne croyons pas devoir clore cette étude de la maréchalerie sans y ajouter quelques détails sur le rôle que joue cette profession dans l'armée, rôle qui doit être considéré comme primordial si l'on songe que les Corps de troupes et Services utilisent au moins 250.000 animaux (chevaux et mulets).

CHAPITRE PREMIER

Organisation.

L'entretien de la ferrure des chevaux de l'armée est confié à des gradés maîtres-maréchaux à la disposition desquels sont mis un certain nombre d'aides-maréchaux dont l'effectif — sensiblement proportionnel au nombre des chevaux à ferrer — est réglementé par les décrets d'organisation de l'armée.

Ces maîtres-maréchaux, moyennant une rétribution forfaitaire dite « abonnement » dont nous signalerons plus loin les modalités, se chargent de la fourniture des matières premières et de l'outillage nécessaires à la bonne exécution de leur tâche, dans les conditions prévues par les règlements.

En principe il y a un maître-maréchal (brigadier ou maréchal des logis) par escadron dans la cavalerie et le train des équipages, par batterie ou par régiment dans le génie. Il y en a également un par compagnie de remonte dans les établissements hippiques.

Cependant ces chiffres peuvent être diminués, dans l'artillerie par exemple, en confiant (ce qui a lieu presque toujours)

l'entretien de la ferrure des chevaux de plusieurs batteries à un seul maître-maréchal. Toutefois, dans les batteries d'artillerie privées d'un brigadier maître-maréchal, il y a tout de même un brigadier maréchal, non abonnataire, appelé couramment brigadier haut-le-pied et qui n'est, en somme, qu'un premier aide sous les ordres de l'abonnataire.

Ils peuvent être également augmentés, ce qui a lieu particulièrement dans le train des équipages, quand l'une de ses formations a plusieurs détachements importants éloignés les uns des autres.

Il y a, en outre, un adjudant premier maître-maréchal dans chaque régiment de cavalerie et d'artillerie ainsi que dans les écoles : Saumur, Fontainebleau, Ecole de Guerre et à la Garde Républicaine.

Nous signalerons ici une lacune : l'absence d'officiers maréchaux dans l'armée. Actuellement, le plus haut grade auquel puisse prétendre un maréchal militaire est celui d'adjudant-chef, par conséquent de sous-officier seulement. Cependant la technicité de l'emploi est d'un ordre suffisamment élevé pour justifier — sous certaines garanties — la nomination d'officiers maréchaux, à raison d'un au moins par corps d'armée, officiers qui seraient, dans leur ressort, inspecteurs du service de maréchalerie. Il apparaît, en effet, d'une extrême logique que ce service soit exclusivement confié à des spécialistes. Et puis, il n'y aurait pas là d'innovation excessive, attendu que d'autres maîtres ouvriers atteignent le grade d'officier; il en est ainsi des officiers mécaniciens, des officiers contrôleurs d'armes, du capitaine arçonner de l'Ecole de Saumur, etc.

Pour la discipline générale, l'instruction militaire proprement dite, l'habillement, la nourriture, etc..., tous ces grades et aides relèvent du capitaine commandant leur unité respective. Par contre, en ce qui concerne leur instruction technique et leur service spécial, ils sont placés sous l'autorité directe du vétérinaire chef de service — secondé lui-même par d'autres vétérinaires — et qui est responsable vis-à-vis du colonel de la *bonne exécution de la ferrure*, le capitaine-commandant restant responsable de son *bon entretien*.

Cette dualité offre l'inconvénient de dissocier une responsabilité qui ne devrait pas l'être et de placer le maître-maréchal, pour un même travail — sous deux autorités différentes, parfois opposées dans la conception qu'elles se font du bien du service. A ce mal, nous ne voyons qu'un remède possible : l'autonomie, dans l'armée, du service de la maréchalerie et de ses cadres, cela bien entendu avec toutes les réserves imposées par la discipline et le besoin de cohésion nécessaires.

En plus de leur tâche spéciale, les maréchaux secondent les vétérinaires dans l'application des pansements aux chevaux blessés. En l'absence des vétérinaires ou en attendant leur arrivée, ils donnent les premiers soins aux animaux malades, administrent les médicaments, font les piqûres, les injections hypodermiques, les pansements; en un mot ils sont infirmiers-vétérinaires.

La main-d'œuvre maréchale militaire est répartie dans les différents Corps de troupes, suivant les règles ci-après :

Artillerie.

En principe, les régiments d'artillerie sont pourvus d'un adjudant 1^{er} maître-maréchal.

Les *Régiments d'artillerie divisionnaire* comprennent 5 groupes de 2 batteries chacun. Dans chaque groupe, il y a un gradé maréchal (Maréchal des Logis ou Brigadier), bien que le règlement en indique 2 (Maréchal des Logis et Brigadier).

De plus, dans chaque batterie, il y a 1 aide et 1 élève, soit, par régiment à effectif normal, 10 aides et 10 élèves.

Les *Régiments d'artillerie divisionnaire renforcés* comptent 1 gradé par batterie et, en plus, 2 aides et 1 élève, ce qui porte à 20 aides et 10 élèves l'effectif maréchal non gradé de ces régiments.

Dans les *Régiments d'artillerie des divisions de Cavalerie* — qui ne comprennent que 4 batteries — on compte, pour chacune d'elles, 1 gradé, 2 aides et 1 élève.

Les *Régiments d'artillerie à pied* ont chacun 1 gradé (adjudant ou maréchal des logis), 2 aides et 1 élève.

Les *Régiments d'artillerie lourde* se composent normalement de 4 groupes de 2 batteries chacun. A la tête du service de maréchalerie, se trouve l'Adjudant maréchal ayant sous ses ordres, dans chaque groupe, 1 gradé (Maréchal des logis ou Brigadier), 2 aides et 2 élèves.

Les *Régiments d'artillerie de montagne*, qui sont au nombre de 2, comprennent chacun 4 groupes de 2 batteries. Ils ont l'un et l'autre 5 gradés (1 Adjudant et 4 Maréchaux des logis), 10 aides et 5 élèves.

Les *Groupes d'artillerie d'Afrique* comprennent 3 batteries ayant chacune 1 gradé (Maréchal des logis ou Brigadier), 2 aides et 1 élève.

Cavalerie.

En principe, les régiments de cavalerie sont pourvus d'un adjudant 1^{er} maître-maréchal.

Ils ont 5 escadrons. En plus de l'adjudant, chargé du 5^e Escadron, il y a 4 gradés (Maréchaux des logis ou Brigadiers). Chaque gradé est affecté à un escadron et est secondé par 2 aides et 1 élève.

Génie.

Chaque Régiment ou Bataillon de Génie comprend un gradé (Maréchal des logis ou Brigadier), assisté de 2 aides et d'un élève.

Infanterie.

Ceux des Régiments d'Infanterie qui ont un gradé (Maréchal des logis ou Brigadier) ont aussi 2 aides et 1 élève. Ceux qui n'en ont pas fournissent 1 aide aux Régiments qui ont leurs

chevaux en subsistance. (Dans l'ensemble de l'armée, cela constitue un effectif d'au moins 100 aides).

Train des Equipages.

Les Escadrons du Train ont de 1 à 4 gradés (Maréchaux des logis et Brigadiers), assisté chacun de 2 aides et d'un élève.

Ecole de Saumur.

Son effectif maréchal gradé se compose de 1 Adjudant, 5 Maréchaux des logis et 5 Brigadiers.

Ecole Supérieure de Guerre.

Elle possède 1 Adjudant maréchal et un autre gradé.

Ecole de Saint-Cyr

Elle possède 1 Maréchal des Logis maréchal et 1 Brigadier.

Ecole de Fontainebleau

Elle possède 1 Adjudant maréchal et un autre gradé.

Ecole de Saint-Maixent et Ecole Militaire de Poitiers.

Elles possèdent chacune 1 Maréchal des logis.

Ecole du Génie de Versailles.

Elle possède 1 gradé maréchal (Maréchal des logis ou Brigadier).

Dépôts et Annexes de Remonte.

Dans l'ensemble, ces établissements occupent environ 30 gradés (Maréchaux des logis et Brigadiers), assistés d'un certain nombre d'aides.

Garde Républicaine.

Ce corps de troupe, qui se compose de 4 escadrons, a une organisation un peu spéciale au point de vue maréchalerie.

Le personnel maréchal comprend : 1 Adjudant premier maître-maréchal affecté au peloton hors-rang et assisté d'un aide.

Dans chaque escadron se trouve soit 1 Chef maître-maréchal, soit un Chef maréchal assisté de 2 aides-maréchaux et d'un élève.

A l'Infirmerie vétérinaire, sont affectés deux maréchaux infirmiers, dont l'un remplit les fonctions de Secrétaire, et qui comptent tous deux au peloton hors rang.

En récapitulant les effectifs indiqués ci-dessus, on constate qu'actuellement le nombre des maréchaux de l'Armée s'élève approximativement à 850 gradés, 1.800 aides et 1.000 élèves.

CHAPITRE II

Rôle des maréchaux militaires.

1° *Rôle des adjudants.* — L'adjudant premier maître-maréchal, qui assure en principe la ferrure des chevaux de l'Etat-major du régiment, est chef de l'atelier de maréchalerie. Il est également surveillant de l'infirmerie-vétérinaire.

En plus de la ferrure des chevaux confiés à ses soins il doit donc assurer la discipline du personnel de la maréchalerie et de celui de l'infirmerie. Il est responsable de la propreté des locaux et des cours, du pansage, de l'alimentation et de la surveillance des chevaux en traitement. Enfin il collabore avec le vétérinaire à l'instruction théorique et pratique des maréchaux-ferrants.

2° *Rôle des maîtres-maréchaux.* — Qu'ils soient maréchaux des logis ou brigadiers, les maîtres-maréchaux ont les mêmes attributions : ils assurent la ferrure des chevaux de leur unité (escadron, batterie ou compagnie). Dans le même régiment ils concourent entre eux, par tour de semaine, pour donner — de jour et de nuit — les soins appropriés aux chevaux qui tombent malades ou qui sont déjà en traitement à l'infirmerie. Enfin chacun d'eux, dans son unité, est le moniteur naturel des jeunes maréchaux à qui il donne l'instruction pratique du métier.

Mais, au point de vue situation matérielle et morale, une différence sensible existe entre les maîtres-maréchaux pourvus du grade de maréchal-des-logis et ceux qui ne sont que brigadiers. Tout d'abord la solde du brigadier est très inférieure à celle du sous-officier. En outre, quand l'unité se déplace pour tirs, services d'ordre, etc..., le sous-officier touche une indemnité journalière de déplacement, qui est en moyenne de 5 francs, alors que le brigadier, n'étant pas à sa solde mensuelle, ne la perçoit pas.

Les sous-officiers ont reçu l'indemnité forfaitaire de 500 francs allouée à tous les fonctionnaires pour le deuxième semestre de 1924, ainsi que les acomptes successifs de

125 francs à valoir sur les augmentations de traitement prévues dans le budget de 1925, à dater du 1^{er} janvier 1925. Les brigadiers n'ont rien touché de tout cela.

Alors que les sous-officiers maréchaux ont droit au port de la tenue de ville des rengagés, les brigadiers n'y ont pas droit; et si les sous-officiers ont accès dans les cercles et mess, les brigadiers ne jouissent de ce privilège, dans certaines garnisons, que par mesure de bienveillance.

La nouvelle loi des cadres, en préparation, doit améliorer le sort trop précaire des brigadiers maréchaux, notamment en prévoyant leur nomination automatique au grade du maréchal-des-logis après huit années de service, sauf exceptions motivées.

3^o *Rôle des aides-maréchaux.* — Les aides-maréchaux sont répartis par escadron ou batterie (en principe 2 par escadron ou batterie dont un premier aide et un deuxième aide). Ils secondent le maître-maréchal de l'unité à laquelle ils appartiennent, tant dans le travail de la forge qu dans les soins à donner aux animaux indisponibles (1) de leur unité.

Ils sont également employés, à tour de rôle, à l'infirmerie pour aider le maître-maréchal de semaine à donner les soins aux chevaux qui y sont en traitement et assurer le nettoyage du matériel vétérinaire : cuvettes, instruments de chirurgie, bandes et appareils divers.

A part les premiers aides rengagés qui perçoivent une allocation mensuelle de 6 francs, les autres n'ont droit, en dehors de leur prêt (0 fr. 25 par jour) à aucune indemnité spéciale. Ils peuvent toutefois, comme leurs camarades du rang, être nommés à la première classe dans leur escadron, batterie ou compagnie, ce qui augmente leur prêt de 0 fr. 10 par jour.

Les gratifications que les maîtres-maréchaux leur accordent parfois ne sont qu'une manifestation de bienveillance et d'encouragement; elles ne constituent pas un droit.

Nous apercevons ici une des causes de la raréfaction toujours plus grande de la main-d'œuvre maréchale dans l'armée. Il ne faut pas, en effet, se dissimuler que le travail d'un aide-maréchal est extrêmement pénible, beaucoup plus ingrat que celui du soldat faisant son service normal. Or, aucun avantage réel n'est consenti aux aides et beaucoup de jeunes maréchaux, au moment de leur départ au régiment, préfèrent cacher leur profession véritable. Comme la plupart d'entre eux ont fait plus ou moins de serrurerie, de mécanique, de charonnage ou d'agriculture, ils se déclarent serruriers, mécaniciens, charrons ou agriculteurs.

On obvierrait très facilement à cette désertion de la forge régimentaire en accordant une prime de travail aux aides-maréchaux. Ne serait-elle que de 1 franc par jour, elle stimulerait le zèle des recrues, éviterait ce que nous pourrions

(1) Ce sont ceux qui, suffisamment blessés ou malades pour être mis au repos, ne le sont pas assez pour que leur entrée à l'infirmerie s'impose.

appeler l'évasion professionnelle au moment de l'incorporation et, toutes choses égales d'ailleurs, augmenterait le rendement. Elle récompenserait, modestement, le labeur pénible des bénéficiaires et ne serait qu'un geste d'équité.

Il serait intéressant aussi, pour atténuer la crise de main-d'œuvre maréchale dans les régiments, que le service du recrutement prenne pour règle d'incorporer les jeunes gens exerçant le métier de maréchal et qui le déclarent régulièrement, dans le corps à cheval (artillerie, cavalerie, train des équipages, etc.). Or, cette règle est fréquemment perdue de vue et on envoie ces jeunes gens dans l'infanterie, les sections de commis et ouvriers où leurs aptitudes professionnelles trouvent rarement leur emploi.

CHAPITRE III

Enseignement technique de la Maréchalerie dans l'Armée.

1° *Cours régimentaires.* — Après avoir reçu dans leur escadron, batterie ou compagnie l'instruction militaire proprement dite, les recrues ayant exercé avant leur entrée au régiment la profession de maréchal, sont envoyées à la forge pour y suivre le cours régimentaire de maréchalerie. Pendant ces cours, qui commencent le lundi de la treizième semaine et finissent à la fin de la vingt-quatrième semaine qui suit leur incorporation, les élèves maréchaux reçoivent l'instruction technique indispensable à l'exercice raisonné de leur profession. Ces cours fonctionnent d'après les directives du vétérinaire chef de service sous la surveillance de l'adjudant, premier maître-maréchal, secondé par un maître-maréchal moniteur, et se terminent par un examen où sont données des notes théoriques et pratiques qui assurent un classement, lequel est non seulement un excellent moyen d'émulation entre les élèves, mais permet encore de déceler parmi eux les futurs premiers-aides. Le montant des dépenses engagées par les maîtres-maréchaux pour assurer le fonctionnement du cours leur est remboursé par l'Etat.

Tous les maréchaux-ferrants et élèves maréchaux sont munis, par les soins de leur régiment, du *Manuel de Maréchalerie* approuvé par le ministre de la Guerre le 13 juillet 1913.

2° *Cours de Saumur.* — Des cours de maréchalerie auquel chaque régiment envoie, chaque année, un ou deux élèves, fonctionnent également à l'Ecole de cavalerie de Saumur. Ces cours plus complets et d'une durée plus longue que les cours régimentaires (six mois au lieu de trois) ont lieu sous la direction d'un vétérinaire professeur de maréchalerie, et la surveillance de l'adjudant chef d'atelier qui a, pour le seconder, plusieurs moniteurs (maréchaux des logis et brigadiers). Les cours commencent les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année et se terminent par un examen dont les premiers

numéros deviennent, en principe, moniteurs à l'Ecole. Les candidats au galon de brigadier maréchal suivent *obligatoirement* ces cours, et doivent encore avant d'être nommés, subir avec succès les examens du brevet de maître-maréchal qui ont lieu également à Saumur en deux sessions annuelles et dont voici le programme.

1° EXAMEN ORAL :

L'examen oral, d'une durée de cinq minutes au minimum, porte sur une partie quelconque du *Manuel de Maréchalerie*.

2° EXERCICES PRATIQUES :

a) Forge, deux heures.

1° Forger quatre fers réglementaires pour un cheval désigné;

2° Forger deux fers pour un défaut d'aplomb ou un vice d'allure, pour pieds défectueux ou malades;

3° Forger un fer de mulet;

4° Forger deux fers à l'anglaise.

b) Ferrage, trois heures.

1° Ferrer un cheval des quatre pieds;

2° Ferrer un pied atteint de vice d'aplomb, de défectuosité ou de maladie;

3° Ferrer deux pieds à l'anglaise.

Le Jury de cet examen est composé comme suit :

Président : 1 vétérinaire major.

Membres : 1 vétérinaire en premier, 1 vétérinaire en second.

Membre consultatif : 1 premier maître-maréchal.

Nous constatons dans la composition du jury une anomalie : le premier maître-maréchal, qui est véritablement la personne la plus qualifiée en l'occurrence pour apprécier la valeur professionnelle du candidat, surtout au point de vue pratique du métier, n'a que voix consultative alors que les autres membres du jury, moins compétents à cet égard, ont voix délibérative. Il est certain que s'il y avait des officiers maréchaux dans l'armée, un pareil non-sens n'existerait pas et le technicien serait traité, au sein du jury, sur un pied d'égalité avec les autres membres.

CHAPITRE IV

Les taux d'abonnement et les modifications à ces taux.

Suivant l'arme, les taux mensuels d'abonnement par cheval sont échelonnés entre 3 fr. 36 pour la cavalerie légère et 4 fr. 83 pour l'artillerie lourde.

Ils ont été calculés en prenant pour prix de base du fer 85 francs les 100 kilos, du charbon 13 francs les 100 kilos, et des clous 475 francs les 100 kilos. Ils ne subissent aucune modification tant que les prix du fer restent compris entre 75 et 95 francs, ceux du charbon entre 10 et 16 francs, et ceux des clous entre 430 et 520 francs. Si les prix-limites supérieurs 95, 16 et 520 francs sont dépassés, il est accordé des majorations de 10 % et pour chaque nouvelle tranche de 20 francs de hausse pour le fer (1), de 7 % et pour chaque tranche de 3 francs de hausse pour le charbon, enfin de 4 % et pour chaque tranche de 20 francs de hausse pour les clous. Ces majorations sont indépendantes les unes des autres.

En cas de baisse des matières au-dessous des prix-limites inférieurs 75, 10 et 430 francs, des diminutions peuvent être imposées et sont décompées d'après le même barème et le même mécanisme, c'est-à-dire pour le fer une diminution de 10 % s'il tombe au-dessous de 75 francs, une deuxième diminution de 10 % s'il tombe au-dessous de 55 francs, etc...

Enfin, dans chaque arme, les taux d'abonnement sont majorés de 10 % pour les chevaux d'officier et de 100 % pour les troupes en marché (périodes de route de plus de vingt-quatre heures, grandes manœuvres, etc..., pendant lesquelles l'usure des fers est considérable). Pour l'Algérie et la Tunisie

(1) Exemple : le prix-limite supérieur pour le fer étant 95 francs, si les cours du fer dépassent 95 francs, il y a lieu d'accorder aux abonnés une majoration de 10 % du taux mensuel de l'abonnement. Si le fer atteint le cours de 95 fr. + 20 fr. = 115 fr., cela entraîne une deuxième majoration de 10 % et ainsi de suite par hausse de 20 francs.

le taux n'est majoré que de 60 % pour les troupes en marche.

Le point essentiel pour le jeu équitable de ces dispositions c'est de connaître exactement le prix des matières premières dans le commerce à l'époque considérée. Le soin en revient à l'Intendance qui se renseigne auprès des Chambres de Commerce de la région. Mais ici une grave difficulté s'est présentée car les Chambres de Commerce, consultées par l'Intendance donnent généralement les prix de gros des marchandises, pour 5 ou 10 tonnes, par exemple, en ce qui concerne le charbon. Or, jamais les maréchaux militaires n'achètent par quantités si considérables. Ils n'ont ni l'emplacement ni les fonds de roulement nécessaires. De plus, en route, en manœuvre, ils sont bien obligés de s'approvisionner au jour le jour dans les localités qu'ils traversent.

L'Intendance, en possession des prix de gros, néglige de considérer qu'il y a une marge considérable entre ces prix de gros et les prix de détail auxquels achète l'abonnataire. Elle a ainsi tendance à fixer des majorations plus faibles qu'il conviendrait.

Mis au courant de ces faits, le ministre de la Guerre, dans une lettre du 3 juillet 1925 (Cabinet du Sous-Secrétariat d'Etat) adressée à un député, indiqua « *que les fonctionnaires de l'Intendance doivent, aux termes des Règlements, déterminer le prix de revient des matières premières utilisées en maréchalerie, non pas d'après les renseignements donnés ou les factures établies par les commerçants, mais d'après les indications fournies par les Chambres de Commerce. Mais il ne s'ensuit pas que ces indications doivent porter uniquement sur les prix de gros. Il appartient aux fonctionnaires de l'Intendance de se renseigner également sur les prix de détail et d'établir entre les indications fournies une discrimination qui permette de ne pas nuire aux intérêts des maréchaux.* »

J'adresse des instructions dans ce sens aux fonctionnaires de l'Intendance, etc...

Cette assurance est de nature à donner aux maréchaux abonnés de l'armée les apaisements qu'ils souhaitent.

Si, maintenant, nous examinons les bénéfices que laisse l'abonnement, nous verrons qu'ils sont extrêmement variables parce que conditionnés par de nombreux éléments, tout d'abord par le nombre de chevaux; c'est là l'élément essentiel. Certains abonnés, particulièrement les adjudants de cavalerie, n'ont que de 40 à 50 chevaux, tandis que les escadrons actifs peuvent en avoir de 125 à 150 et même 175 à 180 si une section de mitrailleuses leur est rattachée. Enfin, certaines formations ont jusqu'à 200 chevaux et quelquefois davantage pour un seul abonnataire.

Il entre aussi en ligne de compte l'habileté de l'ouvrier, les ressources locales en matières premières, l'état des routes et la nature du sol de la région, la situation du quartier par rapport au terrain de manœuvres, etc. Il est clair, par exemple, que si le maréchal est obligé d'employer à la confection de ses fers à cheval une proportion importante de fer neuf à 85 ou 90 francs les 100 kilos, faute de trouver sur place de

vieux cercles de roues et autres ferrailles de carrosserie à 40 francs environ, ses bénéfices deviennent très réduits, sinon nuls.

On sait, d'autre part, que certaines routes (Touraine, environs de Paris) usent sensiblement plus les fers que celles de Champagne, par exemple.

Certains corps de troupe ont leur terrain de manœuvre à la porte du quartier; d'autres, pour s'y rendre, sont obligés de faire 2, 3, 5, 7 kilomètres. Ces exemples donnent une idée des éléments qui peuvent faire varier le montant des bénéfices entre un maréchal et un autre.

En s'en tenant aux chiffres indiqués dans les tarifs d'abonnement réglementaires, voici comment on pourrait décompter le prix de revient d'une ferrure, en prenant pour exemple une arme dont les chevaux représentent la taille moyenne dans l'armée, les cuirassiers, et dont le taux mensuel est de 4 fr. 20.

Fer neuf	3 k. 280 à 85 fr. =	2 fr. 788
Charbon	4 k. 250 à 13 fr. =	0 fr. 552
Clous	0 k. 200 à 475 fr. =	0 fr. 95
Outillage (amortissement)		0 fr. 50
Total		4 fr. 79
A déduire 1 k. 935 de ferraille récupérée provenant des déferres (20 fr. les 100 k.)		0 fr. 387
Prix net de revient d'une ferrure..		4 fr. 403

Le taux d'abonnement pour les cuirassiers étant de 4 fr. 20, on voit qu'en employant du fer neuf le maître maréchal, non seulement ne gagne rien, mais encore éprouve une perte de 0 fr. 203. Dans la pratique, heureusement, il arrive à forger ses fers, sinon en totalité, du moins en grande partie, avec de la ferraille dont le prix varie, suivant la commodité qu'elle offre de se transformer en fers à cheval, entre 30 et 50 francs les 100 kg, ce qui fait une différence de 0 fr. 75 à 1 fr. 50 en moins sur le prix de revient et ce procédé transforme la perte en un bénéfice qui va approximativement de 0 fr. 55 à 1 fr. 35 par cheval et par mois, soit 0 fr. 95 en moyenne.

Ce chiffre peut être réduit pour différentes causes : sol dur et mordant, travail fréquent sur routes, car alors les déferres sont extrêmement usées; à plus forte la réduction est-elle davantage sensible si la ferrure doit être renouvelée avant trente jours.

Il peut être au contraire augmenté pour les raisons inverses si toutefois le commandement laisse au maître-maréchal toute latitude pour prolonger la durée de la ferrure au-delà d'un mois.

CHAPITRE V

Soldes.

Après onze ans de services et quel que soit le temps qu'il reste ensuite dans l'armée, voici, pour une garnison de province de plus de 10.000 habitants, le montant de la solde et de ses accessoires d'un maître-maréchal marié et logé en ville : adjudant 649 fr. 50, maréchal des logis 529 fr. 50, brigadier 265 francs environ. Les soldes de l'adjudant et du maréchal des logis se décomposent ainsi, mensuellement :

	Adjudant (1)	Maréchal-des-Logis
Solde proprement dite.....Fr.	222 »	171 »
Supplément de solde	180 »	120 »
Prime exceptionnelle de guerre ...	60 »	60 »
Charges militaires (2)	120 »	120 »
Cherté de vie.....	22 50	13 50
Indemnité de logement.....	45 »	45 »
Totaux	649 50	529 50

Les deux premiers éléments de ce décompte entrent en totalité en ligne pour le calcul de la retraite. Le quatrième élément n'y entre que pour 60 francs, c'est-à-dire pour le chiffre représentant l'allocation attribuée à un sous-officier célibataire.

Le montant de la solde du brigadier n'est qu'approximative parce que deux des éléments qui la composent (haute-paye et chauffage) sont variables.

(1) L'adjudant doit s'habiller à ses frais, sauf en ce qui concerne le manteau.

(2) Pour un sous-officier célibataire, cette indemnité ne serait que de 60 francs.

Voici le détail, aussi exact que possible, des diverses indemnités perçues par un brigadier maréchal ayant quinze ans de services :

1° *S'il est célibataire :*

Solde	0 95	par jour
Haute-paye	2 50	—
Indemnité de fonctions....	0 10	—
	r	—
Total.....	3 55	—

2° *S'il est marié* (c'est-à-dire se nourrissant lui-même). Au total ci-dessus s'ajoute le prêt-franc, ainsi constitué (1) :

Pain	1 001	par jour
Vin	0 25	—
Viande	1 78	—
Prime fixe.....	0 60	—
	r	—
Total.....	3 631	—

La solde mensuelle pour le brigadier marié sera donc de $(3 \text{ fr. } 55 + 3 \text{ fr. } 631) \times 30 = 215 \text{ fr. } 43$.

A cette somme s'ajoutent les indemnités très variables de chauffage, éclairage et enfin de loyer (45 francs), ce qui porte les mensualités des brigadiers à 265 ou 270 francs.

A noter que lorsqu'un brigadier est en permission, il ne perçoit ni sa solde (0 fr. 95), ni son indemnité de fonctions (0 fr. 10), ni son prêt-franc (3 fr. 63), et perd ainsi 4 fr. 68 par jour, c'est-à-dire environ la moitié de ce qu'il gagne. Au contraire, et jusqu'à concurrence de quarante-cinq jours, le sous-officier perçoit intégralement toutes ses indemnités comme s'il était présent au corps.

Enfin, pour tous, adjudants, maréchaux des logis et brigadiers, est ajoutée, s'il y a lieu, l'indemnité pour enfants, d'après les lois en vigueur (2).

Ajoutons qu'un projet de relèvement des soldes et indemnités est actuellement à l'étude et que les maîtres-maréchaux qui sont commissionnés n'ont pas droit au bénéfice de la circulaire n° 2163 (B. O. E. C. 1924, page 389), qui prévoit des stages d'instruction professionnelle de six mois pour les engagés ou rengagés avant leur libération. (Réponse à une question écrite, J. O. du 25 juillet 1925.)

(1) La plupart des éléments composant le prêt-franc sont essentiellement variables.

(2) A partir du 1^{er} janvier 1925 : 540 fr. pour le premier enfant, 720 fr. pour le deuxième, 1.080 fr. pour le troisième et 1.260 fr. pour chaque enfant, à partir du quatrième.

CHAPITRE VI

Retraites.

Les retraites (1) se montent, pour les adjudants et maréchaux des logis ayant vingt-cinq ans de services, aux $\frac{3}{5}$ de la solde de base calculée d'après les trois éléments indiqués précédemment, soit 5.544 francs pour les adjudants et 4.212 francs pour les maréchaux des logis et en ajoutant à cette retraite $\frac{1}{50}$ de la solde de base par annuité supplémentaire, s'il y a lieu. Ainsi, pour un adjudant, la retraite sera, après vingt-cinq ans de services de 3.326 francs; au-delà, il aura droit à 111 francs par année supplémentaire. A vingt-cinq ans, la retraite d'un maréchal des logis sera de 2.527 francs avec 84 francs par annuité supplémentaire.

Les brigadiers ont une retraite fixée à 2.120 francs à vingt-cinq ans de services et les annuités supplémentaires sont de 29 francs.

Adjudants, maréchaux des logis et brigadiers peuvent jouir d'une retraite proportionnelle à partir de quinze ans de services.

Un certain nombre de maîtres-maréchaux sont titulaires de la Médaille Militaire, qu'ils obtiennent soit après vingt-cinq ou trente annuités pour ceux qui n'ont pas fait la guerre, soit après vingt ou vingt-cinq annuités pour les autres. Les arrérages annuels sont de 100 francs et augmentent de cette somme soit la solde, soit la retraite.

Ajoutons que la loi du 14 avril 1924 portant réforme des Pensions militaires apportera à ce régime quelques modifications favorables, modifications qui s'appliquent à tout le personnel de l'armée et ne sont pas, par conséquent, spéciales aux maréchaux.

(1) Les maréchaux sont autorisés à rester dans l'armée jusqu'à 50 ans.

CHAPITRE VII

Les impôts.

Comme tous les autres fonctionnaires, les maîtres-maréchaux paient l'impôt sur les salaires. Pour le déterminer, on considère qu'il se compose : 1° de la solde; 2° des bénéfices réalisés sur la ferrure.

En principe, les Contrôleurs des Contributions admettent que ce bénéfice peut être évalué à 10 % du montant des feuilles de ferrure, lesquelles lui sont communiquées par le Trésorier de chaque régiment, en même temps que le montant des soldes.

Il convient de remarquer que, si pour la fixation de la retraite, trois éléments entrent en ligne de compte (solde, supplément de solde et charges militaires) pour le calcul de l'impôt sur les salaires, la solde entière est décomptée. Toutefois, à la rubrique « Charges militaires », il n'est tenu compte dans l'un comme dans l'autre cas que du taux alloué au sous-officier célibataire, soit 60 francs, aussi bien si le sous-officier est célibataire que s'il est marié.

Ainsi, pour un adjudant marié, le chiffre retenu pour base de l'impôt sur les salaires serait :

Solde	Fr.	222	»
Supplément de solde.....		180	»
Charges militaires (taux des célibataires).....		60	»
Prime exceptionnelle de guerre.....		60	»
Cherté de vie.....		22	50
Logement (1)		45	»
Total	Fr.	589	50

par mois ou 7.074 francs par an.

(1) Seulement pour les sous-officiers mariés.

Au début de chaque année, les abonnés ont à assurer le renouvellement de leur marché d'abonnement pour lequel ils paient un droit d'enregistrement de 1 % sur le montant du marché, sans préjudice du double décime ni du coût de la feuille de papier timbré.

Pour les feuilles de ferrure, comme pour toutes les factures dûes par l'administration, c'est le maître-maréchal qui paye les timbres de quittance.

Enfin, s'ils sont mariés et logés en ville, les maréchaux militaires sont soumis, dans les mêmes conditions et sur les mêmes bases que tous les contribuables, à la coté personnelle mobilière et aux taxes locales.

CHAPITRE VIII

Le système d'entretien de la ferrure dit « à la gestion directe ».

L'entretien de la ferrure dit « à la gestion directe » est celui pour lequel l'Etat prend à sa charge la fourniture des matières premières et de l'outillage et accorde au maître-maréchal une prime de travail proportionnelle au nombre des chevaux dont il doit entretenir la ferrure.

Ce système a été employé au cours de la guerre de 1914-1918, mais il a été si onéreux pour les finances publiques — en dépit des apparences d'économie qu'il présente — qu'on a dû y renoncer rapidement. On sait, d'ailleurs qu'il a été parlé de scandale au sujet d'achats de ferrures en Amérique, lesquelles ferrures n'ont pu être utilisées que dans une très faible proportion. La plus grosse partie fut mise au rebut.

La supériorité technique et économique du système « à l'abonnement » sur celui « à la gestion directe » se manifeste de différentes manières.

1° Dans le premier système, les fers étant forgés dans chaque atelier régimentaire, on est assuré de leur adaptation parfaite à la force des animaux de l'unité, à la nature de leur travail, au sol sur lequel ils se meuvent, etc. On ne verra pas, comme pendant la guerre, des gros fers livrés à des régiments de hussards et inversement des fers minces envoyés aux unités d'artillerie lourde;

2° Le système à l'abonnement évite le gaspillage du fer, des clous, du charbon et de l'outillage. En effet, le maréchal abonnataire a un intérêt pécunier et direct dans l'économie des matières d'œuvre et du combustible, puisque son bénéfice sera d'autant plus élevé que les dépenses seront plus faibles. D'autre part, il n'est pas à craindre que l'économie soit poussée à l'extrême et au détriment de la qualité du travail, le maréchal étant sous la surveillance technique constante du vétérinaire qui veille à l'exécution des prescriptions réglementaires.

Non seulement le système à l'abonnement évite le gaspillage, mais encore il incite l'abonnataire à récupérer le plus possible les vieilles déferres, les ferrailles abandonnées ou à en acheter à bas prix. Une fois travaillées comme il convient, ces matières donnent des ferrures de qualité supérieure à celles qu'on obtient avec le fer neuf;

3° Au point de vue de l'enseignement technique, le système « à la gestion directe » serait regrettable. Il ne se conçoit guère, en effet, sans l'introduction généralisée de la ferrure mécanique et des essais à ce propos ont été tentés récemment dans le Gouvernement militaire de Paris. Au dire des techniciens, ils sont loin d'avoir donné de bons résultats.

L'Administration de la Guerre a pensé que le service à court terme, qui retire toute possibilité de former de bons aides en quelques mois et la pénurie de main-d'œuvre maréchale, appellent cette introduction de la ferrure mécanique. Elle envisage que, dans l'avenir, il suffirait que les gradés seuls sachent forger, les aides ne seraient que des manœuvres que l'on accoutumerait, par un court séjour à la forge, à appliquer les fers forgés mécaniquement. On voit immédiatement qu'au lieu de pallier à la crise d'apprentissage, on l'aggraverait, car, apprendre aux jeunes gens à poser des fers sans les avoir forgés, ce n'est pas leur enseigner le métier de maréchal. Si, dans un avenir prochain, on emploie uniquement les ferrures mécaniques dans l'armée, il sera bon de prendre des dispositions pour que l'enseignement du métier ne soit pas délaissé;

4° Avec le système « à la gestion directe », on devra se contenter d'un travail inférieur qui aura finalement sa répercussion sur les pieds et les membres des chevaux, dont on abrègera les services. L'Armée risquera de n'avoir plus que des maîtres-maréchaux peu compétents, car, en admettant que la gestion directe procure aux maîtres-maréchaux le même bénéfice que l'abonnement, les bons ouvriers n'ont aucune sympathie pour la gestion directe qui brise leur initiative en les privant de la faculté d'employer des marchandises, des outils de leur choix, et leur impose une comptabilité-matières fastidieuse.

CHAPITRE IX

Les œuvres de Mutualité.

Si leur situation spéciale n'a pas permis aux maréchaux-ferrants de l'Armée de se grouper en syndicats pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, du moins ont-ils pensé aux bienfaits de la mutualité.

En 1898, fut fondée la « Société de Prévoyance et Caisse de Secours aux Veuves et Orphelins des Sous-Officiers, Brigadiers et Maréchaux-ferrants abonnés de l'Armée », dont le siège principal est à Paris et qui comporte, en outre, les sièges régionaux suivants : 1^{er} Lille, 5^e Orléans, 6^e Châlons, 7^e Besançon, 9^e Tours, 10^e Nantes, 14^e Lyon, 15^e Nîmes, 16^e Toulouse, 18^e Tarbes, 20^e Metz, 32^e Trèves et 33^e Bonn.

Les maréchaux de chaque siège appartiennent à un ou plusieurs corps d'armée. La Société est prospère. Au début de 1925, elle comptait :

- 729 membres participants et actifs;
- 50 membres honoraires;
- 351 membres retraités.

Elle publie en principe tous les ans un « Annuaire des Maîtres Maréchaux-ferrants de l'Armée ».

Son capital est d'environ 250.000 francs. Chaque année, ses recettes s'élèvent à 30.000 francs environ, comprenant les cotisations, les intérêts du capital social, les subventions et les dons.

Les dépenses dépendent surtout du nombre de secours accordés et s'élèvent actuellement à 32.500 francs environ. Sur ce chiffre, 29.000 francs sont affectés aux secours et permettent de venir en aide à 100 veuves et orphelins.

Ainsi, au point de vue solidarité, les maîtres-maréchaux ont donné un très bel exemple dont on ne saurait trop les féliciter. L'appui matériel et moral qu'ils apportent aux veuves et aux orphelins de leurs collègues décédés est des plus précieux et mérite certainement d'être encouragé.

CONCLUSION



En étudiant l'activité du maréchal dans les différents domaines qui lui sont propres, en suivant pas à pas cet artisan dans sa rude tâche quotidienne, nous avons pu saisir toute l'importance de son rôle économique et social.

Nous avons constaté qu'il se trouve parfois aux prises avec de grosses difficultés et nous avons apprécié ses courageux efforts pour les surmonter. Certes, tous les problèmes qui se posent à lui ne sont pas résolus, mais nous pouvons faire confiance à sa ténacité, à sa compréhension des intérêts généraux du pays, à son souci légitime de relèvement corporatif, pour que soient dégagées peu à peu les solutions nécessaires.

Actuellement, la maréchalerie traverse une crise dont nous avons noté l'acuité, crise évidemment sérieuse, mais non pas insoluble, puisque le maréchal peut parfaitement s'orienter vers des tâches nouvelles plus ou moins voisines de la sienne et absolument indispensables au progrès et au mieux-être des populations rurales.

« S'instruire et s'adapter », telle doit être maintenant la devise du maréchal.

Vu :
Le Président,

HITIER.

Vu :
Le Doyen,

BERTHELEMY.

Vu et permis d'im-
primer :
Le Recteur de
l'Académie de Paris,

LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

PAUL PIC. — Traité élémentaire de Législation industrielle. Les lois
ouvrières.

PEILLON. — Traité de Maréchalerie.

HUSSON. — Artisans français. Les serruriers, étude historique.

« LE MARÉCHAL ET LE CHARRON MODERNES ». — Organe mensuel de la
Confédération Nationale des Artisans Maréchaux, Charrons et
Forgerons.

FR. FOURNIER. — Les Maréchaux-ferrants, civils et militaires, étude
critique de la proposition de Loi Darbot.

TASSET. — Traité pratique de Maréchalerie.

MARTIN SAINT-LÉON. — Histoire des Corporations de Métiers.

MONTEIL. — Histoire de l'Industrie française et des gens de métier.

GOYAU. — Traité pratique de Maréchalerie.

THARY. — Manuel de la ferrure du cheval.

FONS. — Manuel de Droit rural.

GALLIER. — Médecine légale vétérinaire.

LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France
avant 1789.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS : <i>Importance de la maréchalerie civile et militaire</i>	7
NOTIONS HISTORIQUES, envisagées au point de vue technique et corporatif :	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Histoire de la technique maréchale</i>	11
CHAPITRE II. — <i>Histoire sommaire de la Corporation des maréchaux-ferrants</i>	17
PREMIERE PARTIE	
<i>La technique et le droit du métier.</i>	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Ferrure</i>	27
§ 1. — But et importance de la ferrure.	
§ 2. — L'outillage du maréchal.	
§ 3. — Matières premières utilisées en maréchalerie.	
§ 4. — La fabrication des fers.	
§ 5. — Les clous à ferrer.	
§ 6. — L'opération du ferrage, difficultés et dangers qu'elle présente. Mérites respectifs de la méthode française et de la méthode anglaise. Ferrage « à chaud » et « à froid ». Ferrures spéciales. Ferrures de l'âne, du mulet et du bœuf.	
§ 7. — Appréciation du rendement de l'ouvrier.	
CHAPITRE II. — <i>Le droit du métier</i>	42
§ 1. — Accidents aux animaux pendant le ferrage.	
§ 2. — Accidents au patron maréchal ou à son ouvrier.	
§ 3. — Accidents au propriétaire tenant les pieds ou à son préposé.	

- § 4. — Accidents pendant la conduite des chevaux.
- § 5. — Le privilège du maréchal dans les faillites.
- § 6. — Les abonnements de ferrure.
- CHAPITRE III. — *Les soins aux animaux; Réglementation de la médecine et de la pharmacie vétérinaires* 51
- § 1. — Soins aux animaux et réglementation de la médecine animale.
- § 2. — Réglementation de la pharmacie vétérinaire.

DEUXIEME PARTIE

L'économie du métier.

- CHAPITRE PREMIER. — *La valeur économique du métier* 69
- § 1. — La situation des patrons et celle des ouvriers maréchaux.
- § 2. — Les tarifs de ferrure et la question de la concurrence.
- § 3. — La valeur des fonds de maréchalerie.
- CHAPITRE II. — *L'action sociale* 75
- § 1. — La lutte pour l'amélioration du sort des artisans maréchaux.
- A. Les groupements corporatifs.
 - B. La presse professionnelle.
 - C. Les manifestations corporatives.
 - D. Le « Label » maréchal.
 - E. Les coopératives.
 - F. Les œuvres de mutualité.
 - G. L'application de la loi de huit heures et de la loi sur le repos hebdomadaire.
- § 2. — La défense de l'avenir du métier et la lutte pour remédier à la crise de l'apprentissage.

A. Difficultés du recrutement des maréchaux.

B. Les Ecoles techniques et leur programme.

C. Le Certificat d'aptitude professionnelle et la question du Brevet de maître-maréchal.

D. Les Concours et les Expositions de Maréchalerie.

§ 3. — Le Régime spécial à l'Alsace-Lorraine.

CHAPITRE III. — <i>Les tendances actuelles de la maréchalerie</i>	99
---	----

TROISIEME PARTIE

Le métier et l'impôt.

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux</i>	106
CHAPITRE II. — <i>L'impôt sur le chiffre d'affaires</i>	109
CHAPITRE III. — <i>La fiscalité artisanale</i>	111
CHAPITRE IV. — <i>La patente</i>	123
CHAPITRE V. — <i>La taxe d'apprentissage</i>	124

QUATRIEME PARTIE

La Maréchalerie dans l'Armée.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Organisation</i>	127
CHAPITRE II. — <i>Rôle des maréchaux militaires</i> ..	131
CHAPITRE III. — <i>Enseignement technique de la maréchalerie dans l'Armée</i>	135
CHAPITRE IV. — <i>Les taux d'abonnement et les modifications à ces taux</i>	136
CHAPITRE V. — <i>Soldes</i>	141
CHAPITRE VI. — <i>Retraites</i>	143
CHAPITRE VII. — <i>Les impôts</i>	145
CHAPITRE VIII. — <i>Le système d'entretien de la ferrure dit « à la gestion directe »</i>	147
CHAPITRE IX. — <i>Les œuvres de mutualité</i>	149
CONCLUSION	151
BIBLIOGRAPHIE	153
TABLE DES MATIERES	155

